COURANT ★ ALTERNATIF

courant alternatif

MENSUEL ANARCHISTE-COMMUNISTE | N° 243 | OCTOBRE 2014 | 3 €

- DOSSIER INTERNATIONAL
  PALESTINE, LIBYE, KURDISTAN, UKRAINE, MEXIQUE, CATALOGNE...
  LES ETATS-NATION EN QUESTION
- SOCIAL : DES MOUVEMENTS QUI DURENT
- DES LUTTES CONTRE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Dans ce monde en crise



quelles ripostes ?

COMMENT FONCTIONNE COURANT ALTERNATIF ?

Un week-end par mois, une Commission-Journal (CJ), est organisée dans une ville différente, pour préparer le numéro suivant. Peuvent y participer des sympathisant-e-s intéressé-e-s au même titre que les militant-e-s OCL de la ville en question et que des représentant-e-s des autres groupes de l'OCL. Chaque CJ a pour tâche de critiquer le numéro précédent, de discuter les articles proposés par des gens présents ou non ; d'en susciter d'autres en fonction des événements et des souhaits émis par les groupes ou des individu-e-s. En outre, chaque CJ débute par une discussion sur un sujet d'actualité, ce qui permet la prise de décisions concernant les activités de l'OCL, si nécessaire. Le collectif organisateur rédige, immédiatement après la CJ, un compte rendu politique et technique le plus précis possible, puis, pendant les deux semaines à venir, assure le suivi de ce qui a été décidé pour le journal (liaisons, contacts, etc.) ; et c'est lui qui écrit l'édito en fonction de la discussion dans la CJ ou d'événements qui se produisent après.

Si vous souhaitez assister et participer à l'une de ces réunions de préparation et de discussion sur le journal (elles sont largement ouvertes), écrivez à OCL/Égrégore – BP 81213 – 51058 Reims cedex, afin de pouvoir vous y rendre.

Ce numéro a été préparé dans l'**Ariège**

La commission journal d'octobre aura lieu les 18 et 19 octobre à **Paris**

POUR S'ABONNER

ABONNEMENT 1 AN

□ 10 numéros + hors séries	30 euros
□ Sans les hors séries	25 euros
□ Tarifs reduits (pour les fauchés)	18 euros
□ En soutien	+ de 30 euros
□ À l'essai (3 numéros)	5 euros
□ Un numéro sur demande	GRATUIT

Abonnement à l'international et envoi en nombre, nous contacter.

Chèque à l'ordre de "La Galère"
OCL égregore, B.P 81213- 51058 Reims cedex

CONTACTER LOCALEMENT
l'Organisation Communiste Libertaire

ALSACE
oclstrasbourg@gmail.com

AUVERGNE
ocl-Moulins@orange.fr

BRETAGNE
oclnantes@free.fr

CHAMPAGNE-ARDENNES
OCL c/o egregore BP 81213
51058 Reims
lechatnoir@clubinternet.fr

ÎLE DE FRANCE
oclidf@gmail.com

LIMOUSIN
ocl.limoges@voila.fr

MIDI-PYRÉNNÉES
OCL c/o Canal Sud,
40 rue Alfred Dumeril,
31 400 Toulouse
ocltoulouse@sfr.fr

NORD
OCLB c/o La mouette enragée
BP 403 62206 Boulogne s/Mer cede
lamouette.enragee@wanadoo.fr

NORMANDIE
ocl-caen@orange.fr

PAYS BASQUE
ocl-eh@orange.fr

PERIGORD/QUERCY
ocl2446@yahoo.fr

POITOU-CHARENTES
ocl-poitou@orange.fr
oclcognac@ymail.com

RHÔNE-ALPES
"courant alternatif"
c/o Maison del'écologie
4 rue Bodin 69001 Lyon
ocl-lyon@laposte.net

SUD-EST
ocl.se@sfr.fr

CONTACTS
Figeac, Montpellier, passer par
oclibertaire@hotmail.com

SOMMAIRE



CORRESPONDANCE

OCL c/o Egregore
BP 81213- 51058 Reims cedex
oclibertaire@hotmail.com

Pour plus d'informations, visitez notre site

http://oclibertaire.free.fr

COURANT ALTERNATIF
octobre 2014
Mensuel anarchiste-communiste
COM. PAR. 0615G86750

Pour les seules obligations légales
DIR. PUBLICATION
Nathalie Federico
Imprimerie des moissons, Reims
Imprimé sur papier recyclé

La gauche crève ; les Etats-nations se délitent ? tant mieux !

Ce n'est pas faire montre d'une grande perspicacité que de constater que les réactions d'ensemble des exploités sont loin d'être à la hauteur du minimum requis pour faire obstacle à l'offensive tous azimuts que le patronat mène contre les prolétaires. Une lutte des classes menée tambour battant par un Capital qui ne cache ni sa morgue ni son mépris pour celles et ceux à qui il faut, comme d'habitude, extorquer le moins cher possible la force de travail.

Pourtant, il est au moins un élément nouveau dans le paysage des luttes que mènent les hommes et les femmes dans l'hexagone, fussent-elles ponctuelles et locales, c'est leur durée de plus en plus longue. De Fralib à la SNCM, de Goodyear aux pilotes d'Air France, des cheminots à la grève à La Poste, des intermittents du spectacle à PSA ou dans les hôpitaux, cette durée indique que, petit à petit, les salariés prennent conscience qu'ils n'ont plus grand-chose à perdre et que, vainqueurs ou vaincus, autant aller le plus loin possible. Et lorsque, comme à La Poste dans le 92, la victoire est au rendez-vous, des brèches s'ouvrent dans le même secteur. L'exemple de quelques victoires partielles remportées ici ou là serait du meilleur effet pour inverser quelque peu le rapport de forces !

C'est cette voie-là, celle de la pugnacité dans les luttes, qui, en se développant, peut être un réel rempart contre l'offensive patronale. Un rempart aussi face à la montée du FN. Plus, en tous les cas, que les cris d'orfraie poussés régulièrement avant chaque élection par les partis de gauche et de droite pour attirer à eux des électeurs et des électrices qui, malgré tout et c'est tant mieux, les méprisent de plus en plus ouvertement. Car c'est bien là la seule carte qu'ils se préparent à jouer, la peur du FN. De Valls qui déclare que le « FN est à la porte du pouvoir » à Sarkozy qui est convaincu qu'il est « le seul à pouvoir barrer la route au FN », on voit bien encore une fois la similitude des maigres armes qu'ils ont à se mettre sous la dent.

Ce n'est pourtant pas cette combativité que les grincheux du PS, des Verts ou de la gauche de la gauche mettent en avant. Ils préfèrent s'en tenir à une dénonciation verbale de la trop grande proximité du gouvernement Valls avec le patronat, comme si on en était arrivé à une situation exceptionnelle qui ne se réglerait que par un changement de politique (politicienne). Lorsqu'on les entend ou les lit, on a l'impression que la collusion entre les socialistes et le Capital est quelque chose de nouveau, ou du moins qui n'a jamais atteint de tels sommets. Comment pourrait-il en être autrement ? Comme ce fut toujours le cas, les socialistes arrivent au pouvoir à certaines périodes pour faire plus aisément ce que la droite ou le centre auraient eu plus de difficultés à mettre en œuvre : restructurer la production afin d'augmenter ou de maintenir les profits des capitalistes et conjurer les menaces de désordre. Ce fut le cas avec Guy Mollet et Mendès-France dans les années 1950, avec Mitterrand dès 1983, puis avec Jospin et Ayrault ; il s'agit là d'une fonction historique que ces grincheux qui ne manqueront pas de rentrer dans le rang tentent ainsi de masquer en jouant placés pour les prochaines joutes électorales.

Alors, lorsque certains d'entre eux se plaignent que la gauche est mal en point, nous leur répondons : Qu'elle crève !

Le capitalisme, c'est la guerre. La formule est ancienne, mais elle se vérifie chaque jour. Pour survivre, il a dû trouver de nouvelles populations à prolétariser, de nouveaux espaces de vie à transformer en marchandises, de nouveaux territoires à annexer. Une seule solution à cette fin : l'impérialisme et la guerre. Nous avions eu la première « der des ders », celle que l'on « fête » bruyamment cette année, puis la seconde, et maintenant on ne compte plus les conséquences sanglantes du redécoupage des territoires et des pouvoirs d'un espace qui ne convenait plus aux besoins d'expansion et de « modernisation » de l'Economie au début du siècle dernier. La recette miracle inventée après la Grande Guerre : l'Etat-nation, censé réguler les marchés et construire de nouvelles citoyennetés transcendant les anciennes appartenances. Une invention qui devait aussi apporter la paix ! Il y avait, en Europe, près de… 300 Etats en 1789 – de « vrais » Etats, mais surtout de petites féodalités –, beaucoup trop, dans le cadre d'une Europe qui s'éveillait à une industrialisation réclamant plus de stabilité dans la gouvernance, plus de facilité pour la circulation des marchandises, plus de forces aussi pour mater les révoltes. C'est ainsi qu'après 1914 le nombre d'Etats fut réduit à 25. Il est monté à 31 après la Seconde Guerre mondiale et s'est stabilisé à 34 à la fin des années 1960, qui devait inaugurer un monde éternel, fait de paix et de justice sociale. Et puis plouf ! C'est l'explosion à partir de 1989 ; nous en sommes aujourd'hui à une cinquantaine de pays, sans compter les belles promesses que représentent l'Ecosse, le Pays basque, la Catalogne, les Belgique et aussi peut-être à terme la Sicile, la Sardaigne, la Corse… et on en passe. La paix promise en Europe, ce fut la guerre en Yougoslavie, en Tchéchénie, et maintenant en Ukraine.

La crise de l'Etat-nation se manifeste aussi bruyamment dans un Moyen-Orient façonné entre 1919 et 1945 par les puissances occidentales, selon un même modèle devant permettre, en plus de la paix, d'apporter une plus grande facilité d'exploitation des richesses en pétrole et en force de travail. Plouf là encore : les brillantes trouvailles occidentales basées sur le fer et le sang sont en train d'exploser. Il est à noter que les guerres les plus sauvages sur la planète ont lieu dans des espaces refaçonnés par les grandes puissances au service du capitalisme il y a bientôt un siècle.

Alors, si certain se plaignent que l'on assiste à un démantèlement des Etats-nations, nous leur répondons : Tant mieux !

Un mot concernant le conflit palestinien qui est celui qui a eu et a encore le plus de répercussions directes dans l'Hexagone.

Il est tout à fait clair qu'il ne s'agit pas d'une guerre entre deux Etats, entre Israël et le Hamas ou toute autre force politique, mais bien d'une guerre coloniale d'annexion menée par Israël contre le peuple et les territoires palestiniens. Il ne saurait être question de prendre pour prétexte le caractère réactionnaire et moyenâgeux de certaines forces qui s'opposent à l'Etat hébreux pour soutenir a minima les Palestiniens ni pour modérer notre condamnation de l'Etat israélien et du sionisme. De la même manière, la barbarie exercée par Daesch ne saurait être un prétexte pour, une fois de plus, offrir un boulevard à l'islamophobie ! Les musulmans (les Arabes, en fait !) devraient, entend-on ici et là, se démarquer collectivement et vigoureusement de l'Etat islamiste. On comprend bien que nombre d'entre eux veulent le faire pour échapper au climat de suspicion à leur égard que les derniers événements provoquent dans un pays qui n'en a pas fini avec l'esprit colonial. Une remarque, cependant : a-t-on demandé des comptes aux chrétiens lorsque le Klu Klux Klan ou le régime d'apartheid en Afrique du Sud massacrait, torturait et décapitalit des Noirs ? Demande-t-on des comptes aux chrétiens pour les atrocités commises par les croisés ou par les inquisiteurs ? Pour les massacres de Tchéchènes commis par la Sainte Russie ? On devrait peut-être, alors !

Enfin, signalons que des voix d'espérance s'élèvent de ce Moyen-Orient chahuté. Celles des Kurdes, qui offrent un rempart contre les islamistes beaucoup plus efficace, à terme, que les frappes américaines et françaises et qui, de plus, tentent de mettre en place dans leurs territoires des structures politiques et sociales en rupture avec les modèles dominants (voir l'article p. 36 et le site de l'OCL : http://oclibertaire.free.fr/). Cela durera ce que ça durera, mais c'est bien là l'espoir qu'il nous faut caresser et appuyer.

Reims – Poitiers, 28 septembre 2014

« Hôstérité » dans la santé

En avril 2014, le Premier ministre Manuel Valls a présenté son plan d'économies sur les dépenses publiques de 2015 et 2017. Sans surprise, il poursuit les politiques de ses prédécesseurs : réduire le déficit public.

Le contexte politique et économique

Sur les 50 milliards d'euros d'économies prévues par Matignon, 20 milliards devront être réalisées sur le budget de la sécurité sociale. Dont 10 milliards d'euros d'économie dans la branche Santé, déjà fortement sous contrainte budgétaire. «Les hôpitaux devront dégager au moins 3 milliards d'économies d'ici à 2017», a annoncé la ministre de la Santé, Marisol Touraine.

La FHF en renfort

La Fédération hospitalière de France (1) présente un plan à 5 milliards d'économies en cinq ans : des réformes de structures, des fermetures et regroupements d'hôpitaux et la réduction de la masse salariale (personnels) etc. La FHF emboîte le pas du Medef dans la croisade contre les RTT... elle stigmatise les conflits en cours dans les hôpitaux et les syndicats combatifs.

«*Il faut permettre aux établissements de déroger au carcan des 35heures [...] Je ne demande pas le retour des 39 heures à l'hôpital mais le retour de la souplesse, de l'intelligence collective, de l'adaptabilité*» déclare le président de la FHF, Frédéric Valletoux. Il poursuit vouloir: «*refondre le dispositif actuel des 35 heures à l'hôpital [...] en soutenant les directions hospitalières dans leur révision locale des protocoles d'aménagement de la réduction du temps de travail actés en 2002*». Son idée, aligner l'ensemble des hôpitaux sur un plafond annuel de 15 jours de RTT. Le gain ainsi chiffré avoisinerait les 640 000 journées de travail par an, soit 3 200 équivalents temps plein (TP) économisés, autrement dit 413 millions d'euros (M€). Le président de la FHF avance comme impact des 35 heures les 67 M€ de dépenses aux sociétés d'intérim de 2011 (+23% par rapport à 2010), les 69 M€ inhérents à la durée du travail de nuit (32 heures 30 hebdomadaire), ou encore les 78 M€ de surcoût lié au droit à des jours de RTT en congé maternité».

Tout est dit. Ces mesures d'économies sont dictées par la politique d'austérité qui consiste à subventionner les entreprises en ponctionnant l'argent nécessaire sur les dépenses de santé et de la protection sociale

Pour autant, ce travail de renégociation des protocoles RTT se complique, vu le tollé suscité par de telles initiatives dans plusieurs établissements : Villejuif, Caen, Rennes...etc. «*La mise en place des 35 heures, c'est vu comme un gain de jours de congés supplémentaires. Pour les soignants, l'idée d'avoir moins de RTT, même si c'est sur l'argument de la prise en charge des patients, est un sujet compliqué*», ajoute Cécile Kanitzer, conseillère paramédicale à la FHF, plaidant pour davantage de souplesse réglementaire dans les horaires pour accroître la présence sur des pics de charge en soins. Mais de rappeler aussi que les cadres de santé de proximité, «*complètement noyés par la planification du temps de travail*», sont aussi «*pris dans un étau de chantage par les organisations syndicales, que s'ils touchent à la question du temps de travail et à l'organisation, ils sont critiqués même dans leur compétence gestionnaire, managériale, voire menacés d'absentéisme parce qu'il faut pouvoir préserver le nombre de jours dit de droit à congé qu'a créé dans l'état d'esprit des soignants l'ARTT*».

1. Elle regroupe les responsables d'établissements publics de santé et des structures médicaux sociales soit, Plus de 1000 établissements publics et privés: hôpitaux et maison de retraites diverses. Puissant cercle d'analyse et de pensée qui participe à de nombreuses commissions et conseils de la fonction publique. Lobby incontournable, partenaire social sans légitimité électorale, la FHF défend les valeurs de l'hôpital public mais version ultra-libérale. Elle se veut apolitique puisque parmi ses dirigeants les plus célèbres figuraient : J.Leguen (PSU/PS), G. Larcher (RPR/UMP), J. Léonetti (UDI/UMP)...

2- EPSM : Établissement Public de Santé Mentale

L'hôpital psychiatrique de Caen comme point de départ

Depuis juin 2013 les salarié-es de l'EPSM (2) de Caen, ont empêché l'application de ce type de plan, d'abord appelé plan de «redressement», puis plan de «modernisation», c'est plus soft ! Dans un premier temps, ce plan prévoit la suppression de 5 RTT pour tout le personnel, donc la suppression de 30 emplois. Ensuite des regroupements de services, des changements de temps de travail... permettraient de supprimer 20 postes supplémentaires. Face au refus et à la mobilisation des salarié-es, la direction et l'Agence Régionale de Santé (ARS) répondent en envoyant la police déloger les grévistes en décembre 2013, puis le 9 et 16 septembre 2014 devant les locaux de l'ARS, où devait se tenir le Comité Technique d'Établissement.

La justice au secours des directeurs d'hôpitaux

En avril dernier, la direction fait condamner les syndicats Sud et Cgt au Tribunal Administratif pour «empêchement de tenue d'instance» Le jugement, «enjoint» le syndicat SUD et la CGT de l'EPSM et «toutes personnes de leur chef» à lever les consignes de blocage des locaux, de «s'abstenir de faire obstacle, de quelque manière que ce soit, à l'accès aux locaux et, notamment, à la tenue des réunions de ses instances consultatives». A défaut, l'EPSM pourra faire procéder d'office à l'évacuation des bâtiments et de leurs abords avec le concours de la force publique. Par ailleurs,Tout acte ou document contraire aux injonctions du tribunal donnera lieu à une astreinte de 500 euros par jour à la charge de toute personne contrevenante.

Ce 19 septembre, après huit jours de grève, l'administration fait de nouveau appel à la justice. L'arrêté du jugement, est sensiblement le même. Il contraint tout personne de s'abstenir d'occuper irrégulièrement les locaux et de faire obstacle de quelque manière que ce soit à l'admission de patients et au libre accès de l'établissement. A défaut d'exécution, tout acte ou document contraire aux injonctions donnera lieu cette fois ci à une astreinte de 1000 euros par jour à toute personne contrevenante. SUD et CGT verseront chacune 1000 euros à l'administration de l'EPSM au titre de frais. Ces décisions politiques de justice condamnent le personnel de l'établissement et les organisations syndicales Sud et Cgt à ne plus «occuper», à l'avenir, les locaux de l'EPSM. C'est toute l'action revendicative qui est mise en cause et la légitimité d'expression des salariés cadenassée.

Pendant l'été la mobilisation continue

Si le mot d'ordre «d'action le jeudi tous les 15 jours» a été diversement suivi, les hospitaliers ont poursuivi la lutte. A Évry, pour l'arrivée du Tour de France, à l'hôpital psy P. Guiraud de Villejuif la grève continue à ce jour (plus de 110 jours!) malgré la démission en catimini du directeur le lendemain du passage en force de son plan d'austérité et la répression juridique qui les frappe. A G. Régnier de Rennes, plus de 400 grévistes ont à nouveau envahi le conseil de Surveillance, le 16 septembre, pour exiger le retrait des mesures d'économies publiées précipitamment par le directeur le 8 juillet.

A l'EPSM de Caen, le 3 juillet les salarié-es dissimulé-es sous une grande tente blanche et masqué-es, pour ne pas tomber sous le coup de l'amende de 500 euros, ont une nouvelle fois empêché la tenue du CTE . Celui-ci se tiendra ailleurs, à l'ARS le 9 septembre sous forte présence policière. Le personnel très mobilisé, organise un piquet de grève et filtre les entrées de patients, depuis ce 9 septembre. Le 16, un nouveau CTE, toujours à l'ARS, protégée par toujours plus de forces policières. Dans l'établissement, le personnel investit : bureaux, salle de réunions et couloir de la direction et décide «d'un changement de direction» à l'EPSM. A noter que ces bureaux sont vides, pas de directeurs à l'hôpital ! Les grévistes indiqueront dans un communiqué de presse que le personnel gère désormais l'établissement.

Le directeur répond médiatiquement qu'il «ne désespère pas de voir Sud et CGT participer à la table des négociations. Il se dit ouvert à la discus-

sion « tant que leurs propositions ne rejettent pas les économies envisagées », précise-t-il.

La CFDT, fidèle collaboratrice de la direction a fait le choix de participer au CTE. Elle acquiesce au plan de l'administration, dénonce l'inutilité de la lutte et rappelle, «qu'il faut prendre des mesures au regard de la situation financière de l'EPSM dont le déficit devrait atteindre les 2,2 millions d'euros en fin d'année.»

La pression contre les gréviste monte. La directrice générale de l'ARS, indique se préoccuper essentiellement de la sécurité des patients. En effet, les admissions sont bloquées en partie, voire presque totalement maintenant depuis neuf jours. Une situation qui conduit «*à des tensions importantes sur l'ensemble du département et de la région*«. Elle demande aussi la levée du blocage des admissions qui risque de plus en plus de mettre la sécurité des patients en danger. La situation est très tendue, souligne-t-elle, «*le dialogue social doit reprendre!*«.

Mais pendant qu'ils se lamentent médiatiquement, appellent à leur secours la justice pour nous contraindre à évacuer les locaux.

Où en est le mouvement ?

La lutte des personnels de l'EPSM de Caen devenue symbole d'une résistance possible, a abouti à une convergence des hôpitaux en lutte contre «l'hôstérité» (3). Dans ce cadre, les 2 précédentes assemblées générales le 4 Avril à Caen, puis le 22 Mai à Nanterre, ont permis aux participant d'une cinquantaine d'hosto de l'hexagone, de «*témoigner du ras-le-bol des personnels hospitaliers considérés comme simple variable d'ajustement. Ils ont évoqué la souffrance des salariés dans les hôpitaux : précarité de l'emploi, dégradation des conditions de travail et de vie privée des personnels et son impact sur les conditions de soins donnés aux patients, déréglementation des horaires, sous effectifs, externalisations, vétusté des locaux…*» et exigé «*l'annulation de la dette, l'abrogation de la loi HPST, la suppression de la Tarification à l'Activité, l'augmentation des salaires, la titularisation des contractuels, l'embauche de personnels…*»

Le 18 juin après la manifestation de solidarité (appelée nationalement) dans les rues de Caen, pour les 200 délégué-es (4) présents à l'AG : «*il est urgent de coordonner nos actions, nos luttes, afin d'organiser une riposte nationale contre un gouvernement qui n'entend pas la souffrance des hospitaliers, qui détruit notre système de santé et notre sécurité sociale.*» La convergence des hôpitaux en lutte appelle alors à UNE MANIFESTATION NATIONALE DEVANT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ LE 23 SEPTEMBRE, À PARTIR DE 11H. Cette date n'est pas choisie au hasard; c'est en effet trois semaines avant les débats sur le Plan de financement de la Sécurité Sociale, qui déterminera les moyens alloués au secteur sanitaire et médico-social privé et public, pour l'année suivante. Des «convergences» avec les établissements du social et du médico-social et les comités de défense des hôpitaux de proximité sont souhaités et tentés.



Partout en France des hôpitaux entrent dans la lutte contre ces plans d'austérité qui veulent détruire le service public au profit de la marchandisation de la santé. Des réactions, des luttes, des assemblées générales voient le jour et des hôpitaux rejoignent «la convergence contre l'Hôstérité». L'appel à la manifestation le 23 septembre à Paris participe à consolider cette dynamique collective, ce désir de mouvement. Certes le chemin est long et semé d'embûches : administratives, répression policière et judiciaire mais aussi indifférence et hostilité syndicale. C'est pourtant, de cette solidarité collective et du rapport de force qui la portera que les mesures gouvernementales seront rejetées.

Psych'O Caen le 20 09 2014.

3-voir article «L'été sera chaud dans les hostos» de Courant Alternatif été 2014.

4- Les 200 délégué-es représentaient 54 hôpitaux, dont 7 CHU; 6 établissements du social; 4 syndicats (SUD, CGT, UFAS, USP, plus des ex-CFDT de l'hôpital Paul Guiraud de Villejuif), la coordination des hôpitaux et maternités de proximité.

Grèves à La Poste : Des résultats très encourageants

Les postiers des Hauts de Seine (92) ont mené un mouvement de grève de 173 jours (du 29 janvier au 20 juillet), certainement le plus long qu'ait connu La Poste. Ce mouvement est parti de l'exigence de la titularisation en CDI de 4 contrats précaires du bureau de Rueil-Malmaison. Face au refus et au mépris de la direction qui au départ refusait même un simple prolongement d'un CDD, les grévistes de Rueil se sont tournés vers d'autres bureaux du 92. C'est ainsi que ceux de La Garenne-Colombes/Bois-Colombes, Courbevoie et Gennevilliers se sont mis en mouvement pour exiger l'arrêt des suppressions d'emplois et l'amélioration des conditions de travail des facteurs remplaçants.

Du début à la fin du conflit, le nombre de grévistes en reconductible n'est pas descendu en dessous de 80 personnes, avec des pointes jusqu'à 250 grévistes lors des temps forts. La grève est restée majoritaire pendant ces 173 jours à Rueil-Malmaison.

La Poste s'est acharnée à refuser tout compromis. C'est ainsi que les premières négociations n'ont commencé qu'au bout de plus de 2 mois de grève. La direction a joué la carte de la répression : 14 procédures disciplinaires ont été lancées contre des grévistes et des représentants syndicaux du 92 et de Paris qui s'étaient concrètement solidarisés. Toutes ces poursuites ne sont pas encore parvenues à leur terme. Un représentant syndical SUD a été licencié, deux autres sont menacés de révocation, 3 demandes de licenciement sont en suspens, 3 mises à pied de 3 mois, une mise à pied d'un mois… Plusieurs représentants syndicaux ont fait de la garde-à-vue et ont été convoqués à de multiples reprises au commissariat… La poste n'a pas hésité, non plus, à frapper aux porte-monnaie : les grévistes ont eu des paies de 0€ pendant plusieurs mois.

Mais au final, La Poste n'a pas réussi à empêcher les grévistes de gagner sur leurs revendications. Les grévistes ont ainsi obtenu la titularisation de 3 des 4 précaires de Rueil-Malmaison (la quatrième personne a trouvé un travail ailleurs et ne souhait plus travailler à La Poste), la réduction du nombre de suppressions d'emplois, le report de 8 à 12 mois des restructurations prévues et une amélioration des conditions de travail et de rémunération des facteurs remplaçants.

De plus, et c'est aussi cela qui est fondamental, les grévistes sont parvenus à tisser des liens d'entraide avec leurs collègues postiers des autres régions également en grève (91, paris 15, Corse, …) ainsi qu'avec des autres secteurs en lutte à cette époque, notamment les intermittents et précaires.

Les postiers du 92 maintiennent plus que jamais l'appel à la solidarité financière pour faire face à la répression et aussi en vue de préserver leur capacité de lutte.

Chèques à l'ordre de : SUD Poste 92, à envoyer à SUD Poste 92, 51 rue Jean Bonal, 92250 La Garenne-Colombes, mention « solidarité grévistes » au dos.

A noter que cette longue grève a été soutenue par des collectifs d'usagers et les grévistes ont été amenés à poser le problème de divulgations d'informations en direction des usagers (et non « des clients ») lésés par la grève afin que ceux-ci demandent des dédommagements à la direction de La Poste.

Dans ces 6 premiers mois de 2014, cette grève ne fut pas la seule à la Poste. Dans le 15ème arrondissement de Paris (51 jours de grève), dans l'Essonne, en Corse, … d'autres luttes ont abouti à des résultats similaires avec les mêmes constantes : grèves longues, intransigeance de la direction, répression très forte, … Mais comme le reconnaissent les postiers, les luttes bureau par bureau peuvent avoir des débouchés intéressants tout en constatant que leur impact est réduit quant aux restructurations en cours dans cette entreprise. A quand une grève générale reconductible à La Poste sur tout le territoire ?

“La bagarre est dans le pré”

L’« avenir agricole » est dans la loi du même nom qui vient d’être votée par les députés PS, frondeurs ou non.

Ces temps-ci, dans les villages de campagne, les morts de 14-18 sont célébrés plus que de coutume, c’est assez étonnant, les populations ont changé, ce ne sont donc pas des histoires de famille, il y a manifestement quelque chose qui passe mal ! Ces commémorations rappellent deux faits oubliés. D’abord paysans et ouvriers agricoles ont été les plus nombreux à mourir sur le front pendant cette guerre (côté français et côté allemand). Ensuite le monde agricole est devenu à partir de la fin de la guerre en 18 un véritable champ de bataille où se sont, depuis, affrontés violemment idéologies, intérêts économiques, choix politiques et expérimentations sociales (de l’extrême droite à l’extrême gauche). C’est rare qu’une activité économique employant autant de gens (encore de nos jours 3 000 000 de personnes en comptant la production, l’encadrement, la transformation et la distribution) soit à ce point le lieu d’une guerre sociale sur tout le territoire et aussi longtemps : nous en sommes à un siècle de bras de fer et ce n’est pas fini …

Ce champ de bataille permanent laisse des traces dans le paysage. L’agriculture est une activité de combat. Les opinions divergentes y sont fortement opposées : conflit classique entre droite et gauche, mais aussi à l’intérieur de la droite paysanne et à l’intérieur de la gauche paysanne, conflit entre filières (céréales, bovins, ovins, viticulture, etc etc) et à l’intérieur de chacune d’elles, conflit entre enjeux locaux, départementaux, régionaux (l’agriculture, la viticulture en l’occurrence, est la seule activité en France où l’on règle encore ses comptes à coup d’attentat à l’explosif revendiqué (2012) et dont les auteurs n’ont jamais été retrouvés).

Dans cette ambiance, voici quelques nouvelles du « front » agricole

En agriculture ça commence souvent par des histoires absurdes, dont on ne sait pas très bien s’il faut en pleurer ou en rire.

En 1984/85, les paysans de « gauche » discutent de savoir s’il faut créer un syndicat agricole au niveau national (cela donnera la Confédération paysanne), mais ce n’est pas gagné, car les seuls à se battre sur le terrain à ce moment-là ce sont des groupes locaux, qui ont leur propres revendications (horizontales, efficaces et adaptées à leurs contextes). Parmi ces revendications, celle de l’ « installation critère 0 », c’est-à-dire : tout le monde peut devenir agriculteur, liberté complète, diversité et inventivité assurées. Ces groupes locaux sont issus en grande partie du « mouvement des installations » des années 1975/85. Bernard Lambert (leader historique des paysans bretons) va faire le tour de ces groupes pour leur assurer (entre autres garanties) que le critère 0 sera également la revendication de la future Conf. Quelques années plus tard Lambert se fera rouler dans la farine par les socialistes de la Conf. qui refuseront l’absence de critère à l’installation agricole. Fin du premier acte ou comment cocufier un chef historique !

1988. La droite politique est au pouvoir, Chirac à Matignon, Mitterrand à l’Elysée et le président de la FNSEA (syndicat largement majoritaire de la « droite » agricole) M. Guillaume, ministre de l’Agriculture. Première apparition dans une loi d’un Registre de l’agriculture dont le principe est : si t’y es inscrit, t’es paysan, sinon dehors. Dehors signifiant fin des droits sociaux (maladie, maternité, retraite etc), fin des prêts aidés, fin des aides diverses, plus de facturation légale possible pour vendre tes produits. Pour les virés : un seul statut = le statut d’a-social ! A l’époque, trente ans en arrière, cela aurait pu concerner 100 000 « paysans » futurs « ex- ». La gauche revient au pouvoir avec Rocard, l’article sur le Registre ne sera pas appliqué, aucun décret d’application ne fut signé. L’article sur le Registre resta suspendu au-dessus des campagnes! A regarder maintenant, ça donne le vertige. Fin du deuxiéme acte. Y’avait pas le feu, mais les pompiers étaient de sortie.

Le troisième acte c’est maintenant

Cela commence avec une Confédération paysanne de « gauche » qui depuis une dizaine d’années ne propose plus de projet de société. Assiégée, encerclée écopant les problèmes les uns après les autres en continuant à prendre l’eau, essoufflée par manque d’ambition (et peut-être d’affrontements !), la Conf. accepte tant bien que mal la stratégie écologiste (la transformation de José Bové en élu Vert en est un des symptômes). Au niveau du terrain agricole, le discours écologiste, lui, prend un tour uniquement défensif. La Conf. se moule localement et même régionalement dans des formes de type « association de défense », avec les comportements correspondants, c’est-à-dire discours, tactique, refus du conflit violent, recherche de consensus. En un mot, le syndicalisme de la gauche paysanne devient une association de protection des petits paysans (comme on protége les vautours, les ours ou les loups). On peut parler d’une perte d’identité militante de la Conf. Ses nouveaux responsables viennent pour la plupart du milieu associatif défenseur de l’environnement, maniant un discours de progrès moral, de prise en compte de la diversité, de la totalité, qui ne sépare pas les intérêts économiques divergents, mais cherche à les rassembler en un équilibre, certes instable, mais qu’ils espèrent durable. C’est dans ce contexte quelque peu verdi et ramolli qu’arrive une bombe qui a pris à revers la Confédération paysanne.

(Petit rappel en passant : les syndicats agricoles, gauche et droite, cogèrent une grande partie de l’activité agricole. C’est un syndicalisme de courroie de transmission, qui va dans les deux sens : pouvoir-paysans et paysans-pouvoir !)

Etonnement quand la FNSEA (de droite) se choisit en 2010 pour Président un certain M. Beulin, du genre Bernard Tapie rural, self-made-man, playboy cheveux gominés, grande gueule, défenseur de la « modernité » et du « progrès », c’est-à-dire des OGM, il est céréalier dans la Beauce, gros investisseur dans les agrocarburants, administrateur de plusieurs sociétés juteuses (si vous achetez des huiles Puget ou Lesieur, ou des œufs Mâtines, vous lui arrondissez le portefeuille !), président du port de La Rochelle, il investit dans l’agriculture du Maghreb, plus proche d’un représentant de fonds d’investissement que d’un industriel. Mais il est président du Syndicat agricole majoritaire et c’est à ce titre qu’il affirme : « *Celui qui a deux hectares, trois chèvres et deux moutons n’est pas agriculteur* ». Et réapparaît dans la foulée le Registre, définissant cette fois-ci le statut d’ « agriculteur actif » (c’est le terme utilisé dans la nouvelle « loi d’avenir agricole »), à la surprise….. des paysans d’abord, ensuite de la Conf. et même de la FNSEA dont beaucoup de membres ne s’attendaient pas à ce retour énigmatique du « Registre guillotine »

En fait, pour l’instant, on ne sait que peu de choses du contenu réel de cet article de loi qui crée ce Registre, repris quasiment tel quel à la loi de 1988 et qui vient juste d’être voté par les députés. Les décrets d’application fixant les critères de « discrimination paysanne » (inscription ou non-inscription sur le Registre) ne figurent pas dans le texte de la nouvelle loi. C’est quoi un « agriculteur actif » ? Le but visé est-il l’élimination des petites installations agricoles ? Pourtant elles n’étaient pas les plus dépensières en termes de primes européennes, subventions et aides diverses ? Le raisonnement semble bancal et le ministre, le « flamboyant » Le Foll, ne s’est-il pas foutu tout seul dans la merde ? Cette affaire-là est si peu maîtrisée que les rumeurs les plus farfelues et anxiogènes courent les campagnes : on entend : « paysan actif » c’est avoir un tracteur, c’est avoir au moins : soit 10 vaches et 10 hectares de terres labourables, soit 70 brebis et 40 ha de landes, soit 3 ha de vigne, soit 2 ha de verger, soit 1 ha de maraîchage, et ainsi de suite, l’énumération peut être co-

casse, mais on comprend bien qu'elle ne fasse pas rire tout le monde ! Comme la loi de 88, hors du Registre, plus de statut social, même pas chômeur, précaire ou autre. A noter qu'au niveau de l'Union Européenne est défini agriculteur quelqu'un qui travaille au minimum 1 ha de terre, ou possède 1 vache, ou 7 brebis : l'Europe si décriée s'avère plus généreuse que la France.

Bien que le PS soit officiellement initiateur de la loi, Le Foll osera-t-il aller jusqu'aux décrets d'application (cela dépend en partie de la mobilisation) ?

Mais le Registre, c'est clair, c'est dans l'air du temps. Il reviendra, il est à la mode. On ne fait pas revenir sur le devant de la scène un sujet aussi débile sans arrière-pensées.

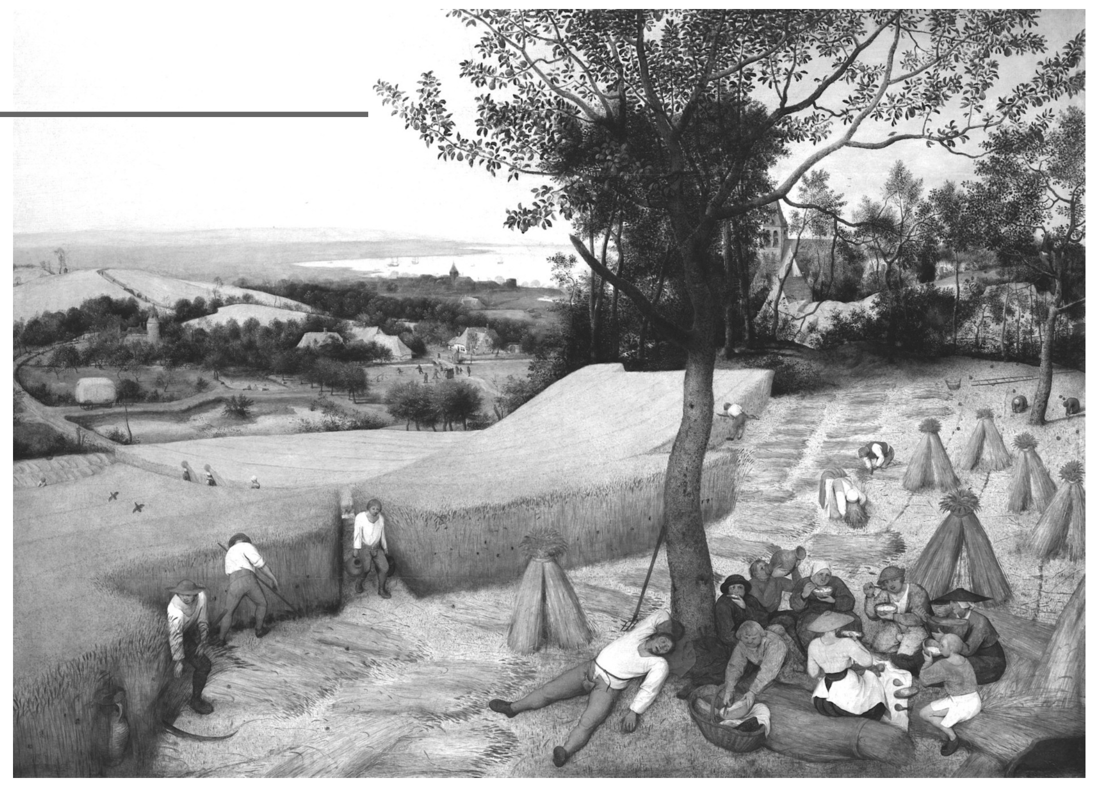
1. A travers ce Registre (le mot avait été employé du temps de Pétain, mais dans des buts de contrôle social!) c'est une division de classe qui est proposée dans une législation « républicaine ». Car en effet ce n'est pas une population définie qui est mise sur la touche, mais des acteurs économiques sur des critères économiques. Apparaît donc, juridiquement parlant, la notion de « damnés de la terre » ! On peut parler de refondation de la République (est-ce la VIe République dont on parle tant ?).

2. Le mythe de l'« unité de tous les agriculteurs », tant mis en avant dans les luttes syndicales par la FNSEA pour empêcher les minoritaires d'agir, éclate en plein vol, dézingué par la FNSEA elle-même. Faire l'unité ou faire l'union ne seront plus utiles. Des choix politiques opposés et inconciliables pourront légalement coexister. Seuls les rapports de force trancheront entre enregistrés et non-enregistrés, comme on avait l'habitude certes, mais cette fois-ci ce sera dés le départ!!! Assez curieusement, en chassant une partie des paysans du Registre, ils en perdront le contrôle social … drôle de tactique !

3. Mais M. Beulin n'est ni angélique ni « prolétarien », il cherche quelque chose d'autre dans cet article de loi discriminant. Quelque chose de plus intéressant pour lui et son équipe que la simple bagarre syndicale et la disparition de quelques dizaines de milliers de « collègues » ? Il veut un résultat immédiat :

S'attaquer à un tabou. Remettre en cause la qualité, valeur sacro-sainte des sociétés occidentales (une œuvre de qualité, un spectacle de qualité, un vin de qualité, une cuisine de qualité , etc.) ; en finir avec le « mythe » de la qualité n'avait pas encore été réclamé par une loi. Ça y est, c'est fait, grâce à lui, et avec le concours béat des socialistes (on se demande si ils sont réveillés lors des discussions à l'Assemblée !)

Car Beulin et sa bande de la FNSEA savent qu'ils ont perdu la bataille de la qualité des produits agricoles. La « bonne bouffe », ce ne sera jamais eux. Ils sont dorénavant désignés par l'opinion publique comme les tenants de la quantité, des volumes produits, de la standardisation et de la normalisation des produits, engendrant les dérives sanitaires et les trafics de « la bouffe pour faire de l'argent ». Ils sont accusés d'être des manipulateurs de l'alimentation mondiale (qu'ils sont en tant que financiers !), dont le but n'est pas de nourrir la population locale. Ils sont ce que les gens n'aiment pas consommer : l'alimentation contrainte parce que pas chére, largement distribuée et parce qu'on a faim tous les jours.



La qualité d'un produit est devenue un phénomène de société : il faut que cela soit sain et que cela soit bon. Cela relève du non-quantifiable goût, du non-mesurable et non-standardisable bien-être procuré par la dégustation et l'appréciation = aimer ça.

Oui en effet : au-dessus d'une certaine quantité produite à l'hectare il n'est plus possible de parler de qualité, même chose pour une exploitation entière, un canton, une région ou une filière. La qualité ne peut pas se conjuguer avec la seule augmentation des rendements, la seule standardisation, la seule homogénéisation. On peut améliorer les standards ou l'homogénéité, mais on ne peut pas y faire entrer de la qualité. La qualité ne peut pas assurer durablement des marges importantes et des profits. C'est comme ça ! Pour qu'il y ait de la qualité il faut de la perte, accepter de la perte en production (climat, accidents, situation économique, etc) et générer des problèmes supplémentaires (maturité, choix des variétés, conservation, distribution). Deux optiques s'affrontent : ou c'est la quantité et faire des profits, ou c'est la qualité et ne pas en faire. On le savait depuis longtemps, mais l'opinion publique, les consommateurs le découvrent de plus en plus. Emissions de télé, médias, discussions, tout tourne autour de ce thème. Le journalisme culinaire est partout. Et le seul sujet traité (jusqu'à l'obsession !) : la qualité oui, la quantité non. Et qui en est le porte parole préféré, idéalisé ? Le petit paysan, la petite production, vantée par les chefs étoilés de la cuisine française (chacun d'entre eux, disent-ils, connaît au fin fond des régions son petit producteur de etc., etc., etc.).

C'est vrai, les plus importantes contributions à la qualité des produits ont été faites dans le cadre de petites exploitations, plus facile à maîtriser, à recommencer, à analyser, des exploitations dites de polyculture, comme on disait autrefois, où on apprenait de toutes les filières, où la nourriture produite était écoulé directement auprès du consommateur qui réagissait aux essais de tel ou tel, donnait son avis. Ensemble, producteurs et consommateurs déterminaient le « bon goût », le « bon produit », la bonne démarche.

Tout cela est devenu insupportable pour Beulin et sa bande. Comprenant qu'ils avaient perdu la guerre médiatique de la qualité, qu'ils étaient en tant que cumulards de tonnages rejetés par une partie de la population (souvent les classes supérieures), ils se vengent en se rabattant sur cette vieille loi pétainiste : la terre ne ment pas, c'est donc celui qui en a le plus qui décidera. Et dans ce cas la « décision » prend un air d'élimination. Evincer les petits producteurs pour éliminer la notion de recherche de qualité optimale.

Dehors les petits, les sans-grades, les sans-terres, les ploucs, les hippies, les barbouilloux, les marie-antoinettes, les poétes, les amuseurs de galerie, les marginaux, les hors-normes, les névrosés de la qualité, les écolos de la décroissance, les gagne-misères, les zadistes du retour à la bougie et j'en passe ….

Sur les monuments aux morts de 14-18 sont gravées, comme « enregistrées », de longues listes de noms. Dont ceux de paysans qui étaient fiers de l'être, même s'ils n'avaient que « deux hectares, trois chèvres et deux moutons », mais leurs hectares étaient bien travaillés, leurs fromages bons et le gigot d'agneau festif, cette guerre n'était pas la leur, n'en déplaise à Beulin et à sa bande !

JLLD

A propos de la réforme territoriale

(Deuxième partie)

Deux projets de loi sur la réforme territoriale ont été présentés lors du Conseil des ministres du 18 juin 2014. Le premier porte sur la nouvelle carte des régions et les nouvelles modalités du scrutin pour l'élection des conseillers régionaux et départementaux reportée en novembre 2015. Le second texte portant nouvelle organisation territoriale de la République reprend en grande partie le projet de loi clarifiant l'organisation territoriale de la République qui avait été transmis au Conseil d'Etat en avril dernier. Nous y reviendrons dans un prochain article, les textes n'étant pas définitivement votés.

De la centralisation à la décentralisation

L'histoire de la décentralisation, à ne pas confondre avec la déconcentration, remonte à bien avant la «loi Deferre» (loi du 2 mars 1982). Pourtant, lorsqu'on l'évoque, on la fait souvent démarrer en 1982.

Pour comprendre la décentralisation et les enjeux, nous ferons un détour par la centralisation et le processus historique qui ont conduit de la centralisation à la décentralisation.

De la révolution de 1789 à l'Empire

En 1789, l'Assemblée constituante examine les modalités d'un nouveau découpage territorial de la France. Le territoire français est divisé en provinces et généralités, gouvernées par des Intendants nommés par le roi. Les administrations territoriales, de dimension et de population réduites, ne doivent pas entraver le pouvoir central. La loi du 14 décembre 1789 définit la commune comme la cellule de base, unifie le statut des communes et leur donne leur actuelle dénomination, mais leur délimitation est largement reprise de celle des 44 000 paroisses constituées dès le Moyen Âge. La loi du 22 décembre 1789 crée le département, conçu comme une division du territoire et non comme une nouvelle collectivité.

La Constitution du 3 septembre 1791 dispose : «*Le Royaume est un et indivisible : son territoire est distribué en quatre-vingt-trois départements, chaque département en districts, chaque district en cantons*».

Sous la Convention, les députés Girondins, partisans d'une large décentralisation, s'opposent aux Jacobins, tenants d'une République unitaire. Les Jacobins suppriment les conseils de département et transfèrent leurs attributions à des administrations de district contrôlées par le Comité de Salut public.

La Constitution du 22 Frimaire an VIII maintient le département, mais modifie son administration. La loi du 17 février 1800 institue les préfets, nommés et révoqués par le Premier Consul, puis par l'Empereur. Chargés de l'administration, les préfets sont l'organe exécutif unique du département. Ils désignent les maires et les adjoints des communes de moins de 5000 habitants et proposent au Premier Consul, puis à l'Empereur, la nomination des autres maires. Secondés par des sous-préfets dans les arrondissements, et, en partie, par les maires dans les communes, ils sont la clé de voûte de l'État centralisé qui voit son aboutissement sous l'Empire.

Les prémices de la décentralisation

La Monarchie de Juillet marque le point de départ de la décentralisation, avec les lois de 1831, 1833, 1837 et 1838 sur les élections des conseillers généraux et municipaux, ainsi que sur la reconnaissance de la personnalité morale de la commune, puis du département.

Sous la Troisième République, les lois de 1871 et 1884 amorcent la notion de démocratie locale, en donnant aux départements et aux communes un régime juridique.

La loi du 10 août 1871 organise l'élection au suffrage universel du Conseil général et son renouvellement, par moitié, tous les trois ans, avec un conseiller général par canton, élu pour six ans.

S'il peut prendre des décisions sans approbation préalable du préfet, le Conseil général ne dispose pas d'un pouvoir de décision sur l'ensemble des affaires départementales. Le préfet reste la seule autorité exécutive du département.

La loi du 5 avril 1884 affirme le principe de l'élection des maires par le conseil municipal et reconnaît l'autonomie communale. «*Le conseil municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune*» (article 61 de la loi). Commune et département acquièrent ainsi le statut de collectivité territoriale.

Comme les petites communes sont dans l'incapacité d'assurer le minimum de services publics nécessaires, la loi privilégie, dès cette époque, la coopération communale plutôt que la fusion de communes. La loi du 22 mars 1890 crée le syndicat de communes, établissement public doté d'un minimum d'autonomie, chargé de gérer des services publics intercommunaux.

Les 30 glorieuses : la déconcentration

En 1944, les circonscriptions régionales apparaissent et, en 1946, les DOM sont créés.

En 1947, l'hypertrophie de la région parisienne est dénoncée, ce qui ouvre la voie à la mise en oeuvre de la politique d'aménagement du territoire des années 1950.

En 1950, la politique d'aménagement du territoire, apparaît. Elle va permettre une meilleure répartition des activités économiques sur l'ensemble du pays et de la planification urbaine.

Un décret du 30 juin 1955 crée vingt et une régions économiques de programme et le décret du 7 janvier 1959 les transforme en circonscriptions d'action régionale, cadre obligatoire et unique de l'action décentralisée. Dans chacune d'elles, une conférence interdépartementale réunit les préfets, sous la présidence de l'un d'eux, appelé coordonnateur, pour émettre un avis sur la préparation des plans régionaux de développement, après avoir consulté les comités régionaux d'expansion.

Le 14 février 1963, est créée la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR), chargée d'harmoniser les actions entreprises dans les régions, et de donner l'impulsion nécessaire à leur développement moderne. Simultanément, la Commission nationale d'aménagement du territoire est instituée. Elle associe à la définition des grandes lignes de la politique d'aménagement les représentants des activités professionnelles, des syndicats ouvriers et des régions.

Les décrets du 14 mars 1964 créent 21 préfets de région administrative. Le préfet de région est celui du département chef-lieu. Parallèlement, sont mises en place des commissions de développement économique régionales (CODER), instances consultatives composées des représentants des intérêts

«*La France a eu besoin d'un pouvoir fort et centralisé pour se faire. Elle a aujourd'hui besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire*», affirmait François Mitterrand en 1981.

Le 5 octobre 2012, en conclusion des États généraux de la démocratie territoriale organisés par le Sénat, François Hollande déclarait : «*L'enjeu, c'est de mobiliser, préparer la mutation, la transition, créer des emplois, inventer un nouveau modèle de développement. Voilà ce que nous avons à mener, collectivités locales et État. L'enjeu, c'est d'utiliser toutes nos identités, toute notre diversité pour les unir dans un destin commun*».

socioprofessionnels ou territoriaux, chargées d'émettre un avis sur toutes les questions relatives au développement économique et à l'aménagement du territoire, dans la circonscription régionale.

La loi du 10 juillet 1964 réorganise la région parisienne et crée 8 départements en région parisienne, au lieu et place des trois départements de la Seine, de la Seine-et-Oise et de la Seine-et-Marne : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise. Cette loi transforme Paris en une «*collectivité territoriale à statut particulier ayant des compétences de nature communale et départementale*».

La loi du 5 juillet 1972 érige la région en établissement public à vocation spécialisée. Elle définit les acteurs de l'administration régionale : «*Le Conseil régional par ses délibérations, le conseil économique et social par ses avis, et le préfet de région par l'instruction des affaires et l'exécution des délibérations, concourent à l'administration de la région*» (art. 3).

Les circonscriptions d'action régionale acquièrent le statut d'«établissements publics régionaux» dotés de la personnalité juridique et de l'autonomie budgétaire. Mais les régions ne sont pas encore des collectivités locales.

Le Conseil régional est composé des députés et des sénateurs élus dans la région, de représentants des Conseils généraux, des communes de 30 000 habitants et des communautés urbaines ; le nombre des représentants des collectivités territoriales est égal à celui des parlementaires des départements concernés.

Le comité économique et social, où siègent les représentants des principales organisations socioprofessionnelles, familiales et éducatives, ainsi que des personnalités qualifiées, émet un avis purement consultatif sur les questions relevant de la compétence du Conseil régional.

La décentralisation est l'une des premières préoccupations du gouvernement de Pierre Mauroy, Premier ministre, et de son ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Gaston Defferre, lorsque la gauche arrive au pouvoir, en 1981, avec l'accession de François Mitterrand à la Présidence de la République. Cette première décentralisation est marquée par plusieurs lois qui créent une nouvelle catégorie de collectivités locales : les régions.

Camille - Reims

S'abonner à Courant Alternatif

Le numéro de Courant Alternatif sur la «Boucherie de 14-18» à été confié aux MPL pour une nouvelle tentative de diffusion plus large en kiosques. Résultat, près de 700 exemplaires vendus... Mais pas un sous en retour.... c'est nous qui leur devons... 300 euros !
La logique des diffuseurs, Prestalys, MPL ou autres, touche toute la presse d'opinion et plus particulièrement la presse révolutionnaire, on le sait.

Même si cette expérience sera peut-être renouvelée – cela permet un élargissement du lectorat – il est clair que cela coûte beaucoup et que LA SEULE SOLUTION POUR LIRE RÉGULIÈREMENT COURANT ALTERNATIF ET LE SOUTENIR RESTE L'ABONNEMENT.
Nous pourrions nous concentrer sur notre site (http://oclibertaire.free.fr) qui reçoit de nombreuses visites et nous en contenter. Pourtant pour de nombreuses raisons nous défendons «lepapier» et entendons poursuivre dans cette voie. Si vous pensez de même, abonnez vous :
10 numéros + hors séries 30 euros
(voir tarifs spéciaux en page 2)

Chèque à l'ordre de "La Galère" OCL égregore, B.P 81213- 51058 Reims cedex



Une nouvelle ***Mouette enragée*** (1,5 euro), le journal édité par le groupe communiste anarchiste de Boulogne-sur-mer vient de sortir. Un numéro consacré à l'aménagement capitaliste de l'espace, illustré par l'exemple de cette ville du Pas-de-Calais.
Si vous ne vivez pas dans le Boulonnais, hélas !, vous pouvez vous le procurer à :
La Mouette Enragee
BP 403 62207 Boulogne sur Mer Cedex
lamouette.enragee@wanadoo.fr
http://lamouetteenragee.over-blog.com/



Et puis, n'oublions pas que lorsqu'on évoque un réaménagement du territoire on ne saurait oublier la «Grande guerre» qui, sur ce plan, a conquis ses lettres de noblesse !

Le numéro spécial de Courant alternatif sur
La boucherie de 14-18
n'est plus en kiosque
Si vous l'avez manqué il nous en reste quelques exemplaires que vous pouvez commander en écrivant à OCL/Egregore BP 81213 - 51058 Reims cedex contre un chèque de 4 euros port compris

Le projet d'aéroport toujours pas abandonné

En Bretagne, les soutiens du projet de Notre-Dame des-Landes tentent de préserver les délais administratifs de la construction, malgré un mouvement vigilant prêt à réagir et des recours juridiques, suspensifs des travaux pour le moment.

La bureaucratie au service du Capital

Après la manifestation nantaise du 22 février dernier, en réponse au lancement des travaux par le préfet Lavernée, la répression policière et médiatique (1) a tenté pendant cinq mois d'inculper et emprisonner celles et ceux qui pouvaient porter le chapeau du « casseur ».

La solidarité du mouvement a répondu à chaque procès, en se mobilisant au tribunal et par un accompagnement entre autres du CARILA (Collectif Anti Répression Issu de la Lutte Anti-aéroport aussi nommé *légal team*), malgré l'indifférence de la Coordination Anti-Aéroport plus préoccupée de scrutin européen, de son image dans la presse et face aux élu-es.

Après l'échec de la préfecture de remettre les pieds sur la ZAD(2), la remise en cultures d'une cinquantaine d'hectares de friches appartenant à AGO, le rassemblement estival des 5 et 6 juillet, et une Fête des Battages fin septembre, le mouvement anti aéroport pouvait compter sur les difficultés financières et l'impopularité du pouvoir politique central... Mais l'Etat ne dort jamais.

Ainsi la DREAL (3) vient de lancer un appel d'offre curieux aux entreprises d'ingénierie écologique. En s'appuyant sur le calendrier fixé par la signature du préfet, la DREAL recherche d'ici mi-novembre la boîte capable de guider les mesures compensatoires, exigées par la Loi sur l'Eau en cas de destruction de zone humide naturelle et de biotope, avec une date des travaux fixée le 5 décembre prochain... L'administration cherche à maintenir l'agenda légal et ne tient pas compte des mobilisations, ni des argumentaires développés par la Coordination, dans ses longues discussions avec la préfecture, dans le cadre des enquêtes publiques et autre Commission de « dialogue » pondues par Ayrault au temps de sa gloire.

Autre signal envoyé aux pro-aéroport, une des dernières familles habitant encore sur la ZAD, dans une maison vendue sans souci de ses occupants à VINCI AGO, passe en procès le 24 septembre pour ne pas avoir déjà vidé les lieux avant l'arrivée du bulldozer. Ainsi, après avoir accepté l'occupation par les militant-e-s d'un corps de ferme au printemps dernier, la préfecture lâche ses juges sur une famille pour déstabiliser tous les autres habitants qui résistent encore.

De même la préfecture envisagerait de «rouvrir à la circulation » la fameuse *route aux chicanes* D 281, cause d'interminables zizanies dans le mouvement car conditionnant l'accès, et donc l'usage d'une partie des terres de la ZAD.

En résumé, l'Etat respecte les délais administratifs du chantier, effraie la population qui résiste encore et attise les divisions internes de la résistance.

Valls cherche la cogne!?

On se souvient du communiqué des milliardaires du Club des Trente (de Bretagne) exigeant le maintien du projet au lendemain des municipales en avril, le chantage à l'emploi de Le Duff, et le soutien catégorique de Roland, la nouvelle maire de Nantes. Cet été, l'association patronale « Des ailes pour l'Ouest » et la CCI 44 finançaient le survol des plages par une banderole affirmant un « *Oui à l'aéroport* ». Mais un dirigeant d'AGO ne voyait pas comment la situation permettrait un début du chantier à temps pour le maintien du plan de financement prévu.

Si la question du délai pèse effectivement sur la faisabilité du projet aéroportuaire, avec la dénonciation croissante des PPP même par la Cour des Comptes entre autres, la problématique de la métropole nantaise et de sa croissance, par contre, perdure avec l'enjeu de la desserte routière non plus pour l'aéroport mais comme contournement nantais.

De même le pouvoir ne peut pas laisser un territoire conséquent échapper à son contrôle, sur le foncier et les constructions, sur les activités artisanales et les cultures, sur la circulation et le séjour d'individus... L'Etat a donc intérêt comme toujours de diviser les solidarités, internes ou vers d'autres mouvements comme le Testet, ou contrer les propositions unifiantes élargissant le soutien et l'implication de nouvelles personnes. Mais le contexte géographique et économique peut s'avérer glissant pour le Pouvoir, avec une agitation récurrente sur le thème de l'économie: nouvelles fermetures dans l'agro-alimentaire à Josselin (56) et Guerlesquin(29), impasse pour les légumiers du Finistère nord (Léon), avec en toile de fond les revendications bretonnes face à la réforme territoriale à venir.

Par contre, la foire aux projets alternatifs *Alternatiba*, qui regroupera le 28 septembre à Nantes (et dans 18 autres villes) le tissu associatif écologiste local, mobilisé autour du thème du changement climatique, et qui est financé entre autres par la région, le département et Nantes métropole, semble bien incapable de formuler un début de résistance aux gestionnaires et responsables de ce même dérèglement climatique, et porteurs du projet de Notre-Dame-Des-Landes, sauf en cas de débordement du cadre initial ! Face à une lutte de terrain, une telle démarche rassembleuse et oecuménique évitant soigneusement les clivages revient à un coup d'épée dans l'eau et sert plus les pouvoirs établis à se refaire une virginité devant les médias et les populations spectatrices.

Gérald. Nantes, le 23/09/14



1) Les deux journaux locaux, Ouest-France et Presse-Océan, après avoir accrédité la version officielle de la destruction du centre-ville, ont expliqué livrer photos et vidéos pour construire les dossiers des juges. Lire sur oclibertaire.free.fr les nombreux articles.

2. Zone d'Aménagement Différé, rebaptisée Zone À Défendre, officiellement comptant 780 ha pour l'aéroport et la desserte routière, 1600 pour la totalité, et vidée des anciens habitant-e-s mais squattée par le mouvement anti-aéroport ; mouvement qui réinvestit les maisons au fur et à mesure de leur expulsion. Une nouvelle ferme a ainsi été réinvestie au printemps par le mouvement, malgré la menace de 500 flics prêts à intervenir, pour exploiter les terres en friche alentour, expropriées par VINCI AGO le maître d'oeuvre du projet.

3. La DREAL, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, regroupe aussi l'Équipement, l'Industrie, la Recherche. La DREAL est le représentant administratif de l'Etat pour le projet d'aéroport, face à AGO.

Que se passe-t-il sur la ZAD du Testet dans le Tarn ?

Cette lutte locale qui vient s'ajouter à celles qui fleurissent aujourd'hui dans l'hexagone, nous interpelle sur le sens à donner à nos luttes. Dans quel but ces luttes et quelle orientation pourraient prendre toutes ces actions. Nous devons mettre en place une réelle coordination de nos luttes tant, au niveau local, régional que national.

Retour sur une rentrée difficile

Les associations, certains riverains et les zadistes appelaient dès le 15 août à la mobilisation pour préparer la rentrée prévue le 1er septembre. En effet, une première victoire avait permis un sursis de 6 mois sur le démarrage des travaux. Le conseil général du Tarn, « maître d'ouvrage », avait donc projeté de commencer le déboisement de 29 hectares de forêt en zone humide le 1er septembre. Les opposant(e)s ont appelé à un week-end de préparation et d'organisation pour la lutte à venir, les 23 et 24 août derniers. Lors de ces rencontres 200 à 300 personnes sont venues participer aux conférences-débats prévues à cette occasion. Lors de ces débats les moyens à utiliser pour s'opposer à ce projet ont tous été abordés.

Les différents moyens dans la lutte

Des démarches judiciaires sont déjà en cours, mais lors du week-end d'août, tous les genres d'actions ont été retenus ; C'est pour cela que dans les communiqués donnés sur le site de « tant qu'il y aura des bouilles », nous pouvons voir les différents types d'action, que ce soit une présence pacifiste, des affrontements violents avec les condors, des grimpeurs dans les arbres, des barricades, des tracteurs de la fédération paysanne, des grèves de la faim, des occupations de parcelles, des militant(e)s enterré(e)s jusqu'aux épaules, des occupations de conseils généraux, des manifestations de rue, des campements sauvages sur une place d'Albi, etc. Et toutes les parties prenantes sont et restent solidaires sur toutes les formes que cette lutte peut prendre. Nous voyons donc dans cette lutte une avancée par rapport à notre dame des landes, par le positionnement de l'association ACIPA, qui soutient certaines actions mais pas toutes.

Les enjeux du projet

Les enjeux officiels sur le projet sont la gestion de l'eau sur le bassin versant du tescou pour le soutien d'étiage et l'approvisionnement d'environ 20 agriculteurs de la FDSEA producteur de maïs et autres cultures intensives. Ce projet sera payé dans sa totalité ainsi que l'entretien de l'ouvrage par le département avec de l'argent public. Les enjeux officieux pourraient-être un ensemble de projets de barrages sur la région pour alimenter en eau la centrale nucléaire de Glofech en prévision du changement climatique, pour permettre le refroidissement de ces réacteurs. Dans les deux cas, la défense du principe d'une société basée, soit sur la production agricole intensive, soit sur la production d'énergie de source nucléaire sont les enjeux majeurs soutenus par les sociaux-démocrates, les libéraux et les autres, avec des différences à la marge, pour un soutien sans faille, à l'exploitation du plus grand nombre, à la marchandisation de toute la vie et à l'acceptation à marche forcée que la seule solution possible est la société capitaliste.

Et la répression dans tout cela ?

Depuis l'avènement du parti socialiste aux « responsabilités », la répression a fait cause commune avec toutes les actions menées par les gouvernements successifs de l'air hollande. La guerre menée contre les Roms et les sans-papiers, les répressions contre les militant(e)s, les activistes, les syndicalistes et plus généralement contre toutes les personnes qui remettent en cause les sacro-saintes décisions de la démocratie participative, se font expulser, emprisonnées, flachbolées, matraquées, éborgnées et passent par la case judiciaire. Alors pourquoi s'étonner de la répression qui sévit actuellement sur la ZAD du Testet et plus généralement dans le département du Tarn. Alors pourquoi s'étonner du lynchage de militant(e)s enterrés à mi-épaule et leur gazage, de la militarisation de la zone et la présence de milices pro-barrage, tout cela s'inscrit dans la guerre de classe que nous à déclarer les défenseurs de la société capitaliste pour le maintien de leurs privilèges et de leurs super-profits. La restructuration du capital doit obligatoirement passer par la suppression de toutes velléités d'oppositions. Pour toutes celles et tous ceux qui ne comprennent pas pourquoi le parti socialiste utilise de tels procédés, un rapide retour sur l'histoire les éclairera peut-être. Rappelons quelques-uns des évènements suivants, comme le vote des pleins pouvoirs en 1940 à Pétain par le parti radical et la SFIO (ancêtre du PS), la répression sanglante (plus où moins 20000 morts) menée en 1945 à Sétif et sa région (Algérie) par le gouvernement de la résistance qui comprenait entre autres la SFIO, le parti radical et le PCF, la répression de la grève des mineurs en 1947 avec l'utilisation des CRS qui se solde par 3000 licenciements, etc.. Le parti socialiste n'est qu'une des multiples facettes des défenseurs des intérêts du capital qui n'hésiteront pas à utiliser tous les moyens à leur disposition pour protéger cette société technicienne, scientiste, anti-vie et autoritaire qu'est la société capitaliste.

Pourquoi cette lutte est nécessaire ?

Mis à part la défense de l'environnement, de la faune, de la flore, de zone humide, de forêt, elle met en relation des énergies, des vécus, des connaissances, des solidarités, des organisations dans la lutte qui s'émancipent peu à peu des structures institutionnelles, tels que les partis politiques, les syndicats et s'initient à l'auto-organisation, à l'action directe et à la démocratie directe. Par la répression donnée en réponse à cette lutte la sociale-démocratie au pouvoir fait apparaître, à un nombre toujours plus important de personnes, son rôle historique. Même si cela ne se réalise pas en ces termes. Rappelons ce qui pour nous est inclus dans la sociale-démocratie, le PS, le PRG, le PCF, le Partie de gauche, le Front de gauche, EELV, le NPA et par extension les trotskistes et les maoïstes qui se proclament l'avant garde du prolétariat. Tous ont en commun le maintien d'une société autoritaire et pour une partie d'entre eux le maintien d'une société capitaliste. Cette lutte est nécessaire, car c'est dans la lutte que grandit la conscience de classe, la solidarité, l'adoption d'une organisation différente basée sur les assemblées, sur la prise de décision en collectif, et sur l'action qui peut-être réactive face à la violence de l'état. Cette lutte est nécessaire ainsi que toutes les autres pour permettre, ici et maintenant, la multiplication de zone de réflexion sur ce que doit être le genre de société dans laquelle nous voulons vivre et peut-être même les prémices d'une société libertaire.

OCL Moulins

A propos du démantèlement des réacteurs nucléaires

Nous avons résumé la partie du rapport de sûreté nucléaire de 2012 portant sur la question du démantèlement dans le numéro de Courant Alternatif de novembre 2013. On avait pu constater qu'il y avait de quoi avoir froid dans le dos, même en s'en tenant aux euphémismes de l'autorité de sûreté nucléaire. Un article du projet de loi de transition énergétique aborde cette question, dans le plus grand silence médiatique, y compris naturellement des Verts et du réseau. Ce qui est prévu est pourtant grave : il va être voté le démantèlement immédiat lorsqu'un réacteur est arrêté. Pourquoi cette décision, pourquoi n'y a-t-il aucun débat à ce sujet, et quels en sont les enjeux?

Vu de loin, le démantèlement pourrait sembler une bonne nouvelle. Depuis le début, la revendication antinucléaire de base, c'est l'arrêt et le démantèlement des réacteurs existants. Sauf que là, il ne s'agit pas de réacteurs dont on a obtenu l'arrêt, mais d'installations nucléaires en fin de vie, vie parfois prolongée. Sauf aussi que dès le départ, les antinucléaires ont annoncé que le démantèlement était impossible. Et que maintenant on y est, dans le démantèlement impossible je veux dire.

La portée idéologique de cette loi est facile à décrypter. Inscrire le démantèlement immédiat des installations nucléaires arrêtées, qui plus est sous le titre de mesures de sécurité nucléaire, revient à proclamer qu'il n'y a pas de problème, on sait démanteler les centrales nucléaires contrairement à ce que prétendent les opposants. Ca permet aussi de mettre un coup de pression supplémentaire dans le rapport de forces contre la lutte de Bure. En effet, démanteler, c'est produire des déchets, les conditionner et les stocker ailleurs. Commencer le démantèlement immédiatement suppose de disposer de sites de stockage.

Qu'entend le projet de loi par démantèlement immédiat? «*Lorsque le fonctionnement d'une installation nucléaire de base ou d'une partie d'une telle installation est arrêté définitivement, son exploitant procède à son démantèlement dans un délai aussi court que possible dans des conditions économiquement acceptables et dans le respect des principes énoncés à l'article L. 1333-1 du code de la santé publique et au II de l'article L. 110-1du présent code.*» Bref, on ne sait pas sur combien d'années ça court. Quand considère-t-on qu'il est terminé? «*Lorsque l'installation nucléaire de base a été démantelée dans son ensemble (...), l'Autorité de sûreté nucléaire soumet à l'homologation du ministre chargé de la sûreté nucléaire une décision portant déclassement de l'installation.*». Il n'est donc indiqué nulle part qu'une installation démantelée ne présente plus de dangers pour l'environnement, ni même que tout risque de contamination radioactive est écarté. C'est une affaire de décret. Mais par contre, une fois une installation déclassée, elle ne relève plus de l'autorité de sûreté nucléaire, et n'est plus soumise à la même réglementation.

Il faut noter que cette histoire de démantèlement immédiat est une revendication de l'Autorité de Sûreté Nucléaire et non d'EDF ou d'AREVA. Pourquoi l'ASN est-elle si pressée de démanteler une fois les réacteurs arrêtés? C'est qu'elle craint par dessus tout le problème de la mémoire. Qu'est-ce à dire? Une installation nucléaire est d'abord une installation industrielle: il y a les plans, ce que les ingénieurs ont prévu, les directives qui ont été données... et ce qui s'est passé réellement. Et ça, à part ceux qui y étaient, nul ne le sait réellement. Ca signifie que la radioactivité la plus importante n'est pas forcément là où c'était prévu, les réactions chimiques possibles ne sont pas forcément celles auxquelles on avait pensé, on peut tomber sur des objets imprévus, etc. L'ASN craint, à juste titre, que tous ceux qui savent soient partis à la retraite, voire définitivement partis. Elle a bien raison d'ailleurs, surtout si on rajoute que l'essentiel du travail pendant les arrêts de tranches est effectué en sous-traitance ou par interim. Ce sont les intérimaires qu'on n'a plus voulu voir pour ne pas entendre parler des conséquences médicales des doses qu'ils ont prises qui savent ce qui se passe réellement en terme de soudure, de déchets, de matériaux, etc... pendant la maintenance. On pourrait même se demander si cette question de la mémoire que se pose l'ASN n'est pas résolue: elle a foutu le camp depuis bien longtemps déjà.

Sachant que de toutes façons, immédiat ou différé, un démantèlement se compte en décennies et ne peut démarrer immédiatement après l'arrêt, cette question a-t-elle un enjeu? Difficile dans l'absolu de définir ce qui est le moins pourri, c'est-à-dire le moins dangereux, entre laisser tel quel, attendre que la radioactivité baisse avant de faire quelque chose, ou commencer à démonter dès que c'est possible. (Il ne s'agit pas bien sûr du combustible usé qui de toutes façons doit être retiré et stocké.) Vu de loin, on pourrait penser que mieux vaut attendre que la radioactivité diminue avant de faire quoi que ce soit. Mais bon, tant que l'installation est radioactive, elle chauffe, il y a des réactions chimiques non maîtrisées qui se produisent, des corrosions qui se poursuivent, des fissures qui s'élargissent..., il ne faut surtout pas imaginer qu'une centrale nucléaire à l'arrêt définitif est une centrale qui a cessé d'être dangereuse, pas même que le danger a diminué. Il reste que faire le choix d'un démantèlement immédiat, c'est faire le choix d'envoyer en zone très fortement radioactive des hommes (et/ou des femmes). Ces personnes ont toutes les chances d'être salarié-e-s d'entreprises sous-traitantes, intérimaires, précaires, de prendre plus de doses que prévu, de n'être pas suivies en terme de santé. La gestion de la main d'oeuvre a toutes les chances d'être la même que celle des arrêts de tranches: on envoie des précaires en zone fortement radioactive avec une forte rotation de personnel pour éviter de dépasser les limites réglementaires, et en espérant qu'elles seront très loin quand elles tomberont malades. Cette raison est une raison déterminante pour s'opposer au démantèlement immédiat.

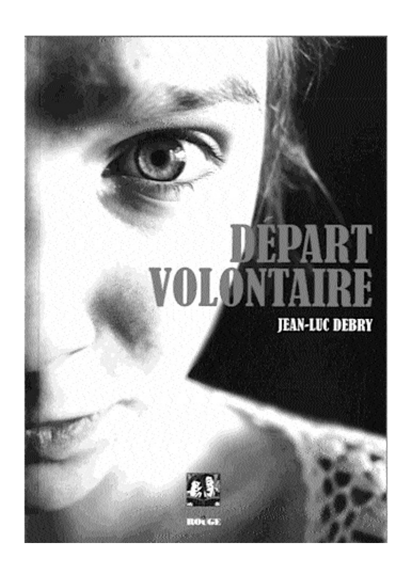
Il faut se préparer à mener des luttes sur ce terrain que pour le moment nous ne maîtrisons pas. Le démantèlement va occasionner des pollutions radioactives et chimiques, exposer la santé des salarié-e-s, occasionner des déchets supplémentaires et des transports de déchets. Il va falloir se battre aussi pour que la déclassification ne soit pas utilisée pour réemployer des matériaux faiblement radioactifs au milieu d'autres, comme matériaux «normaux», comme ça a déjà été fait pour certains remblais de routes ou d'autoroutes dans lesquels on a incorporé du béton radioactif. Maintenant que le nucléaire est installé, la lutte antinucléaire passe par des combats autour des dégâts occasionnés par celui-ci. Le démantèlement est une nouvelle page durable qui s'ouvre dans laquelle il va bien falloir que nous mettions notre nez.

Sylvie

Jean-Luc Debry,

Départ volontaire,

Noir &Rouge, 2014, 102 p., 8 euros.



Cousin-Poirier, une filiale de la MBN : une entreprise et sa maison-mère, un groupe financier multinational, dont il est inutile de connaître le secteur d'activités, tant les procédés qui sont employés sont partout les mêmes. On sait seulement, et cela suffit amplement, que cette ancienne maison familiale a été rachetée récemment et que les nouveaux propriétaires vont se faire fort d'y appliquer leurs méthodes de gestion, de management, et de « profitabilité » avec, en vue, un plan social et nombre de salariés licenciés ou mieux pour les employeurs, poussés vers la porte. Tout cela, bien sûr, au nom des impératifs des lois du marché et de la nécessaire adaptation à la concurrence internationale.

Une employée, Odile, la cinquantaine, ou à peu près, divorcée, un peu paumée, comme tout un chacun quand il sait que les meilleures années sont derrière soi et que l'on n'est pas loin de l'heure des bilans, forcément sans perspectives. Pas une employée modèle, mais pas loin, qui croit encore au début, naïvement, que le fait de bien faire son travail et de remplir les missions qu'on lui confie la mettra peut-être à l'abri des désagréments. Autour d'elle, quelques personnages : des collègues de bureau qui n'ont de collègues que le nom, convenu, et un encadrement qui se décline entre Charles Lebrun, son responsable hiérarchique, de la vieille école, qui sait que ses jours sont comptés malgré ses efforts d'adaptation, et la Divine, quintessence de la nouvelle génération des responsables en « relations humaines » - c'est le terme officiel, sans ironie ; une amie, enseignante ; son ex-mari et sa nouvelle compagne, « la pouffe », etc.

Voilà pour le décor et les protagonistes. En une petite centaine de pages bien menées, Jean-Luc Debry - qui délaisse ici l'histoire sociale et l'essai sans abandonner, bien au contraire, la critique sociale - suit l'évolution d'Odile durant la restructuration de son entreprise, depuis les rumeurs de plan social jusqu'à son départ volontaire dont on laissera au lecteur le soin de découvrir le double sens.

Tout le talent de l'auteur est de retenir l'attention tout au long de son récit alors que l'on en devine dès les premières pages l'issue prévisible, tout en créant des personnages ayant une véritable épaisseur humaine : ce ne sont pas de simples silhouettes en vue de démontrer une thèse sur la nocivité intrinsèque des nouvelles méthodes d'exploitation capitaliste. Il excelle, en particulier, dès les premières pages à en présenter les ressorts, les différents « trucs », les non-dits, les effets pervers et destructeurs, les mille et une manières d'écraser les plus faibles et les non-conformes et l'impavide bonne conscience des plus forts, sûrs de leur supériorité et de leur savoir mis au service de leur propre réussite, qui va de soi, et des intérêts supérieurs de l'entreprise, qui sont aussi les leurs.

Bref, Départ volontaire est un livre à lire, et à relire, pour comprendre, de l'intérieur, l'horreur économique des temps présents et le poids qu'elle fait peser, au quotidien, sur des millions de salariés qui y perdent jusqu'à la claire conscience des responsables de leur malheur.

Paul Maleter

Marie-Josèphe Bonnet

Adieu les rebelles ?,

Flammarion, "Café Voltaire", 2014, 140 p, 12 €.

Militante du Mouvement de libération des femmes (MLF) dès 1971, fondatrice du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), puis du groupe Les Gouines rouges, Marie-Josèphe Bonnet s'interroge sur ses déconvenues de 2013, quand le « mariage pour tous » est devenu la quintessence de l'égalité et la principale revendication progressiste de la présidence Hollande. Comment, en quarante ans, la révolte homosexuelle a-t-elle pu déboucher sur un désir de normalisation des homosexuels et la réhabilitation du mariage ?

En creusant cette question, l'auteure nous plonge dans l'histoire du mouvement homosexuel mixte « contre la dictature des normaux » des années 70. Elle nous montre comment cette révolte, alliée initialement à celle de la libération des femmes, verra sa fin hâtée par l'arrivée de la gauche aux affaires puis par l'épidémie de sida, et comment cela favorisera le retour d'un ordre patriarcal et l'annonce de nouvelles défaites pour l'émancipation des femmes. Le paradoxe de l'histoire étant l'acteur improbable de cette évolution : le mouvement homosexuel lui-même, ou du moins sa faction « Homosexualité et socialisme » organisée en lobby influent maniant habilement le « terrorisme de l'homophobie » dans les cercles du pouvoir, pour mieux étouffer toute dissidence, et en premier lieu celle des organisations lesbiennes. Le mariage homosexuel, le désir de normalité, l'égalité des sexualités à défaut de l'égalité entre hommes et femmes, le désir d'enfants et le nouvel ordre familial, la place des femmes ou la question du genre, la procréation médicalement assistée et la gestation pour autrui, l'identité et la filiation… Ces thèmes sont ici examinés à l'aune de la libération des individus telle que revendiquée dans l'après-68, et non à celle du consumérisme et de la morale juridique dominant aujourd'hui.

De ce balayage émerge alors la prégnance d'un fantasme archaïque, la toute-puissance masculine dont la « maternité pour tous » est un ultime avatar. Une sorte de nouvelle guerre des sexes, menée de fait par les gays, dont la volonté de procréer entre hommes remet en question la place des femmes dans la société. A travers l'appropriation de leur puissance créatrice par la marchandisation des corps et la production d'enfants réduits à l'état d'objets de négoce, il est légitime de se demander s'il s'agit de s'émanciper du biologique en jouant la technoscience contre la nature, ou plutôt de se débarrasser des femmes, dont le combat pour l'égalité a pris trop de place et qui détiennent toujours, à travers la maternité, un pouvoir qui échappe encore par trop aux hommes et aux marchés.

Si l'on décèle parfois de l'amertume dans les propos de Marie-Josèphe Bonnet, sidérée de voir ce qui arrive aujourd'hui, alors qu'elle s'est battue avec d'autres pour « une société mixte où les femmes puissent avoir la même place et la même valeur que les hommes, avec, ô privilège, la liberté de faire ou non des enfants sans que cela les marginalise », son propos et l'ampleur de sa pensée sont une vraie bouffée d'oxygène dans les débats « sociétaux » qui tiennent lieu de pensée contemporaine.

Ainsi, sa mise en perspective historique et sa connaissance pointue des mouvements, débats, luttes au sein du féminisme aussi bien que des luttes homosexuelles nous incitent à formuler des idées qui échappent tant aux vrais réactionnaires de « La manif pour tous » qu'aux faux progressistes promariage. Certes, « la voie de la reconnaissance de la sexualité homosexuelle s'est ouverte là où on ne l'attendait pas, du côté de la norme hétérosexuelle, et du modèle de vie bourgeoise organisé autour du mariage et de la famille bourgeoise ». Mais son petit livre est bienvenu pour nous aider à rompre avec les confusions ambiantes, et pour refuser de « devenir les complices d'un petit nombre qui, sous prétexte d'égalité, fait le jeu d'un néolibéralisme puissant, porté par le dieu Argent, et qui n'en finit pas de déstructurer les vies, les consciences, l'économie, le lien social et l'avenir de la planète ».

Philippe

Alternative libertaire

Cheminot-es en lutte
La grève de juin 2014



Désormais disponible en brochure : les analyses et les réflexions des cheminotes et des cheminots d'AL après la grève nationale de juin 2014. Pour une action au service de l'auto-organisation des travailleuses et des travailleurs.



Sommaire:

- Les cheminots, les cheminotes et la grève
- Retours vers le futur
- Le projet de loi combattu par les grévistes
- Les grèves avant la grève
- La manifestation nationale du 22 mai 2014
- L'unité syndicale : un besoin et un combat
- La plate-forme interfédérale
- La grève
- Où en sont nos organisations syndicales ?
- Des questions, quelques réponses…
- Apprenons du passé, inventons notre avenir
- Une stratégie reposant sur les luttes sociales et leur autogestion

A commander (2 euros) à al.secteur.rail@gmail.com

Un réseau communiste antigestionnaire est né

Pendant que les partis politiques occupent le devant de la scène avec leurs université d'été, d'autres rencontres, campings, semaines de réflexion se déroulent à l'abri des regards médiatiques. Qu'ils soient anarcho-syndicalistes ou communistes-libertaires de différentes familles, communisateurs ou tarnaciens, zadistes ou anarchistes-communistes, anarchistes pur sucre ou rien du tout, ou même un peu tout ça, vu de Sirius il s'agit de la galaxie (petite !) de celles et ceux qui osent encore parler de révolution, ne se résolvent pas à considérer le capitalisme comme éternel et refusent de prendre les impasses institutionnelles. Ces rencontres il y en a eu l'été dernier, nous semble-t-il, plus que précédemment et sans doute avec davantage de participation.
Dernier en date, un Réseau Communiste Antigestionnaire (RCA) s'est constitué à l'issue d'une semaine de rencontre estivale sur les bases d'un appel proposé l'hiver dernier par le collectif Tanquil (1). Présentation .



Nous n'entendons pas mettre en avant des pratiques particulières, des formes de luttes spécifiques, il s'agit de mettre nos forces en commun : mettre en commun de la thune, partager nos analyses et informations, parler de nos tactiques locales, le tout à une échelle plus large que ce qui existe actuellement, mais aussi dans des cadres formels.

Bien sûr, il existe déjà des formes de réseaux, souvent basés sur des logiques de milieux, c'est-à-dire informelles et affinitaires. Mais cela ne nous satisfait pas. En effet, cela favorise des mécanismes de cooptation, enferme dans un entre-soi confortable, limite fortement les possibilités d'ouvertures… Bref, participe souvent à exclure les personnes qui ne correspondent pas à un certain modèle militant ce qui est mine de rien, une contradiction importante par rapport à nos positions !

Bon, on ne dit pas que l'on va régler toutes ces questions juste en montant un réseau, mais cette formalisation permet de poser ces questions et de tenter d'y répondre ensemble et en actes.

Si nous voulons former ce réseau, c'est aussi pour donner à nos positions les moyens d'avoir une existence publique à une échelle plus large.

Il ne s'agit pas dans ce texte de détailler la forme de ce réseau, car ce n'est pas à nous de la fixer : elle sera à déterminer collectivement. Mais plutôt d'expliciter ce que nous entendons par « communisme antigestionnaire » afin de proposer une base commune.

6 ans déjà que le monde est en crise, et aucune perspective de relance de l'économie ne se dessine, si l'on excepte les gesticulations régulières de la presse bourgeoise : autant le dire, ce n'est pas près de s'arrêter.

De la Chine aux USA, en passant par le Moyen-Orient, tous les continents sont secoués par cette crise. L'Europe est aux premières loges. Le nombre de pays au bord de la faillite augmente année après année, dans une valse sans fin de plans d'ajustements structurels toujours plus brutaux.

Dans ce jeu de domino, certains peuvent, en tombant, faire basculer l'ensemble. Aujourd'hui, c'est le cas de la France qui possède plusieurs banques parmi les plus grosses du monde, un des principaux marchés et la deuxième économie de la zone euro… Et déjà 5 millions de chômeurs.

Nous ne sommes pas en mesure de prévoir les prochains épisodes de la crise, de l'austérité et de ses conséquences. Mais on peut affirmer avec certitude que notre situation sous le capitalisme ne peut aller qu'en empirant. Nous pouvons quand même anticiper ce qui va nous tomber dessus : aggravation de la crise du logement, augmentation du chômage, baisse des salaires directs et indirects (chute des allocations, réforme des retraites), dégradation des conditions de travail… Le tout entraînant la détérioration spécifique de la situation des femmes prolétaires, parce qu'elles sont majoritairement concernées par le travail précaire et parce qu'une telle dégradation signifie une augmentation écrasante du travail domestique. Il suffit de voir du côté de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie pour observer tout cela ; et il serait bien illusoire de penser que cette vaste dégradation des conditions de vies des prolétaires peut, comme le nuage de Tchernobyl, être arrêtée par les frontières françaises.

En somme, il n'y a pas assez richesses pour tout le monde. Pour que la masse de capital continue à valoir quelque chose, à être rentable, il faut qu'elle rapporte toujours plus. Cela signifie qu'il faut en permanence que les capitalistes augmentent leurs profits.

Augmenter ses profits, cela peut vouloir dire pour une entreprise particulière, innover, trouver de nouvelles techniques de production etc. Mais pour l'ensemble de l'économie, cela signifie surtout baisser les salaires, appauvrir les prolétaires. Ce n'est pas un secret, c'est ce que dans un mouvement collectif, patrons, États et Cie appellent « la compétitivité ».

Si nous avons du mal à boucler les fins de mois, les États ont quant à eux du mal à boucler leurs budgets. Une même logique est à l'œuvre, il s'agit dans tous les cas d'augmenter la part de richesse créée qui va au capital.

Mais cela n'est pas sans poser problème : pour les États, comme pour les prolétaires, les budgets sont dans le rouge. Certes, il semble toujours possible de s'endetter pour faire face aux dépenses courantes. Et cela fait des années que c'est le cas, et que l'endettement privé et public explose.

Lorsque des prolétaires sont en faillite, on saisit leurs biens. On les expulse de leurs maisons. Ensuite, on revend ces biens, et les banques se remboursent. Lorsque *des millions de prolétaires* sont en faillite, on saisit *aussi* leurs biens. On les expulse *aussi* de leurs maisons. Mais il n'y a personne pour les racheter, et les banques qui leur ont prêté de l'argent risquent à leur tour de tomber. C'est ce qui s'est passé en 2008, et à l'époque les États ont sauvé le système bancaire mondial. Aujourd'hui, ce sont les États qui menacent d'être en faillite. Et derrière, il n'y a plus rien pour garantir le système bancaire, pour garantir la valeur de l'argent.

Alors les capitalistes montrent les dents, et vont chercher l'argent où il se trouve, à la source de toute la richesse créée : Nous. Il s'agit d'écraser le prolétariat sous le travail, tout en le payant le moins possible. De supprimer toutes les conventions collectives. De licencier tout le monde, puis de réembaucher au compte-goutte, à leurs conditions. De faire travailler gratuitement les chômeurs et les chômeuses

Pour nous, les prolétaires, cela se résume en un mot : pénurie. Pénurie de logements, alors même que des millions de maisons sont vides. Pénurie de bouffe dans nos placards, alors même que des millions de tonnes sont produites et jetées. Pénurie de pognon sur

(1) Voir la présentation du collectif « Tant qu'il y aura de l'argent » – Tanquil – dans Courant alternatf n° 230, mai 2013, pp. 8/9 et consultable sur : //oclibertaire.free.fr/upl/CA 230.pdf

nos comptes en banque, alors même que la quantité de monnaie en circulation augmente énormément.

Mais cela ne suffit toujours pas, la récession entraînant la baisse des recettes de l'État, et donc plus de déficits, entraînant plus d'attaques…

Jusqu'au moment où la monnaie même risque de tomber en crise, et où il n'y a qu'une alternative : défendre ce système et le gérer ou bien le détruire. C'est là que la situation peut basculer, soit vers notre écrasement et une réorganisation du capitalisme ; soit vers la révolution communiste. Autrement dit : Continuité de l'exploitation, ou rupture.

Mais il ne s'agit pas ici de désigner une utopie lointaine : nous sommes pour le communisme, c'est-à-dire pour un mouvement révolutionnaire qui abolit les classes, les genres, l'État, la valeur, la propriété… La liste est longue de toutes les merdes qui forment le capitalisme et qu'il faudra supprimer.

Et nous pensons que la dynamique de cette suppression, c'est l'abolition des classes et des genres. Ces deux mouvements nécessitent de fonctionner parfois de manière séparée parce que le rapport homme/femme est conflictuel. Par l'expression « ces deux mouvements », nous entendons la lutte des prolétaires pour l'abolition des classes et, au sein du prolétariat, la lutte pour l'abolition des genres qui implique l'auto-organisation des femmes entre elles. Mais nous pensons que ces deux mouvements ne seront qu'un moment de la suppression générale du capital, ce qui est l'affaire de tous et toutes.

Face à nous, il y a le capital et les impératifs de sa gestion. Il s'agit de gérer le business, c'est-à-dire la misère pour presque tout le monde. Tous les discours gestionnaires, qu'ils entendent moraliser, réformer le capitalisme, ou même qui prétendent l'abattre, reposent sur le même principe : le maintien, aménagé de manière différente, des classes sociales et des genres.

Ces discours gestionnaires se développent à des échelles différentes :

La gestion des affaires courantes : la « bonne gouvernance ». Les coalitions roses, vertes, bleues, oranges, au pouvoir en Europe et ailleurs.

La gestion alternative : les différents « populismes », les keynésianismes, les souverainismes… Le retour à la drachme ou à la lire italienne. Le SMIC à 1500 euros ou à 10 000 francs ou encore les discours opposant le « banquier immoral et apatride » à « l'honnête patron du coin »…

La gestion alternativiste : le mutuellisme, les monnaies alternatives, l'autogestion de la misère.

Il ne s'agit pas ici de critiquer les tactiques de survie qui consistent à se partager les miettes. Il s'agit de dire que cela ne constitue en rien une stratégie



de sortie du capitalisme. Au contraire, elle ne peut fonctionner que dans le cadre de celui-ci.

On retrouvait, par exemple, ces trois niveaux de gestion en Argentine il y a dix ans. Les entreprises autogérées ont pu participer à la relance de l'économie. Les monnaies alternatives ont été finalement acceptées par l'État (notamment pour lever les impôts), lui-même entre les mains de keynésiens (péronistes) qui ont fini par rembourser le FMI. Chacun trouve sa place à son échelle, les différents niveaux de gestion s'articulent pour remettre le capitalisme en route depuis la petite collectivité, jusqu'à l'échelle supranationale des institutions monétaires.

Il s'agit dans tous les cas de gérer la pénurie. Pour cela, il faut que les prolétaires hommes et femmes retournent au boulot quitte à bosser gratos par moment. Et parmi eux, que les femmes assument en plus, la charge de la reproduction au sein du foyer. Cette charge est alourdie en temps de crise. Être obligées de faire 10 km de plus pour faire ses courses et payer 20c de moins par produit est un des exemples quotidiens de cette intensification de la journée de travail des femmes.

Si le capital a gagné en Argentine grâce à la bonne gestion et au partage dit « équitable » cela ne veut pas dire qu'il gagnera toujours. Il gagnera tant que les règles du jeu seront les siennes, celles de l'exploitation, de la gouvernance de la pénurie et de la crise.

Ce que nous voulons dire, c'est que ça ne peut pas bien se passer : gérer la crise sera toujours aménager la défaite et qui dit défaite, dit un bon paquet de personnes sur le carreau. Nous sommes trop nombreux pour les miettes toujours plus petites que l'on peut récupérer. Alors autant jouer la gagne.

Voilà pourquoi nous nous définissons comme communistes antigestionnaires.

Ce positionnement est issu d'une adhésion, c'est-à-dire qu'il entre en jeu autre chose que le calcul froid de nos intérêts individuels : face à la débrouille individuelle ou collective, nous voulons nous en sortir ensemble, et par ensemble, on entend *tout le monde*.

Enfin, nous pensons que c'est dans la perspective d'un mouvement social de lutte contre l'austérité, que les nécessités évoquées plus haut se feront sentir face aux différents discours et pratiques gestionnaires auxquels nous serons confrontés et qu'il faudra combattre.

Nous ne développerons pas plus ici. Il reste beaucoup à dire, à écrire, à discuter. Si vous vous retrouvez sur les bases que nous décrivons, nous vous invitons à diffuser ce texte.

Zimmerwald le 14 juillet par un temps nuageux. Mais le vent tourne.

Fonctionnement & bases communes du RCA (Réseau communiste antigestionnaire)

Depuis la diffusion du texte d'appel, des réunions publiques se sont tenues sur de nombreuses villes, des collectifs se sont créés. Ces diverses initiatives ont débouché sur des rencontres cet été (1) qui ont permis la création effective du RCA et établi le fonctionnement suivant :

Le réseau communiste antigestionnaire rassemble des personnes, collectifs ou autres formes d'organisation.

Il s'organise en groupes, en assemblées ou selon les formes que les participantes et participants estiment les plus adaptées au plan local. Il met en commun des moyens pour organiser la solidarité entre les différentes luttes de base, la formation et l'auto-formation des camarades. Il organise la confrontation théorique et pratique entre toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans son appel. Il participe ainsi à l'élaboration, dès lors que c'est possible, d'une analyse et d'une intervention commune.

Cette mise en commun au niveau général du réseau s'enrichit des formes de coopération qui peuvent se construire directement entre des groupes qui le constituent.

Comment intégrer le réseau ?

Participe au réseau toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans le texte de constitution et la volonté d'agir que défend ce texte.

Nous invitons ceux et celles qui souhaitent participer au réseau à nous rencontrer lors des initiatives publiques ou nous contacter via le site internet.

Une liste d'infos permet de se tenir au courant des initiatives du réseau.

Les propositions d'intervention

Les participants au réseau proposent des initiatives d'intervention via le bulletin interne. Ces propositions sont reprises par les groupes ou personnes qui s'y reconnaissent. Ceux-ci se concertent en vue d'une intervention commune.

Le réseau se veut aussi un outil de mise en commun de moyens.

Les rencontres

Le réseau organise deux rencontres par an.

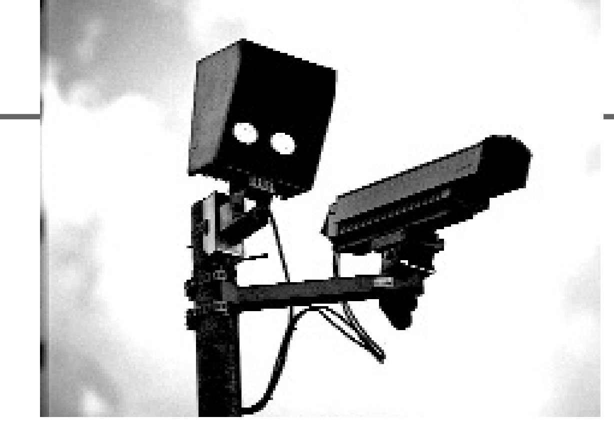
– Une en été.

– Une en hiver.

Le travail d'élaboration d'un nouveau texte affinant nos bases communes étant toujours en cours nous publions ci-dessous l'appel initial proposé par le collectif tantquil.

Parce que nous sommes face aux mêmes limites et aux mêmes nécessités (la difficulté de lutter. La nécessité de parler de tactique. La nécessité d'exister, d'avoir une expression publique), nous proposons de constituer un réseau.

1. De nombreux débats se sont tenus durant ces rencontres, des comptes rendus seront bientôt disponibles sur le site www.reseauantigestion.org







L'été : la saison des arrêtés municipaux

L'été est la saison des arrêtés pris par les maires : anti-mendicité, anti-bivouac, anti-linge aux fenêtres, anti-drapeaux étrangers, anti ...

Pour l'été 2014 le best-seller aura été l'interdiction aux mineurs non accompagnés de circuler à certaines heures ; un couvre-feu en quelque sorte. Ce type d'arrêté n'est pas une nouveauté, les villes de Nice, Orléans et Cannes (par exemple) l'avaient prise ces dernières années. Mais cet été, nous avons assisté à une certaine extension. Comme nous pouvions nous en douter, ce type d'arrêté nous vient des Etats-Unis dans les années 90. Depuis, ce type de mesure a quasiment disparu dans ce pays faute de résultats concrets. En France, comme pour les caméras de vidéosurveillance, aucune étude d'impact sur les actes de délinquance n'a été (et ne sera d'ailleurs) menée. Il faut dire que les élus se moquent éperdument de l'efficacité d'une telle mesure. En effet, ce qui compte est l'effet psychologique produit par un tel arrêté dans la fraction importante de la population qui a peur et qui votera aux prochaines élections. Ce type d'arrêté mobilise la Ligue des Droits de l'Homme qui fait son boulot juridique auprès des tribunaux administratifs qui vont re-toquer tel ou tel arrêté mal ficelé. Sur le terrain, cela ennuie les polices municipales qui n'ont pas les « moyens de travailler. » En effet, comme le dit si bien un syndicaliste FO de la police : « Si l'enfant est dans la rue, non accompagné par un majeur après l'heure autorisée, encore faut-il s'assurer qu'il est dans la tranche d'âge visée par l'arrêté. Pour cela, il faut procéder à un contrôle d'identité. Mais le policier municipal n'est pas habilité à le faire que s'il le surprend en train de commettre une infraction. Or, dans ce cas, la loi justifie l'intervention de la police nationale » et l'arrêté municipal et ceux qui sont chargés de l'appliquer ne servent à rien. Dans les faits, les maires reconnaissent que les interpellations de mineurs n'ayant pas respecté le couvre-feu sont infinitésimales... mais c'est de la « communication » c'est-à-dire de « l'amuse galerie. »

Des drones anti-grèves et anti-manifestations

L'entreprise sud africaine, « Desert Wolf » basée à Prétoria, vient de finaliser la mise au point d'un drone anti grèves, anti-manifestations, baptisé « skunk » (« putois »). Le drone survolant les manifestations sera équipé de caméras thermiques, de lanceurs de balles de couleurs, rouge pour les manifestants armés et bleu pour les casseurs. S'agissant d'une peinture très difficile à effacer, les flics n'auront plus qu'à intervenir après la dispersion de la manif. De plus ces drones pourront embarquer aussi des lasers projecteurs de lumière ultra violente éblouissant les manifestants et de puissants haut-parleurs assourdissants. Même si ces 2 procédés apeurant ont été interdits par la convention de Genève, les premiers clients à 50 000 dollars l'unité, sont les compagnies minières sud-africaines. La construction de ces drones et l'argumentaire de vente fait bien évidemment directement allusion au massacre de Marikana en 2012 où les forces de répression sud-africaines avaient tiré à balles réelles sur les mineurs faisant des dizaines et des dizaines de victimes. C'est ainsi que le constructeur vante l'avantage de son matériel par rapport aux interventions directes des flics et des militaires car ces drones devraient éviter de nouveaux bains de sang... Comme d'habitude, c'est pour notre bien !

Un nouveau fichier de l'armée

Le 23 août, le gouvernement a fait publier au Journal Officiel un décret autorisant la création d'un fichier de renseignements mis en œuvre par l'armée et appelé SIREX. Ce fichier remplace les fichiers de la direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD). Sa mission : « renseigner pour protéger ». Protéger quoi, qui ? « La défense doit protéger ses personnels, ses matériels, ses informations et installations sensibles, d'actes hostiles, qualifiés d'ingérence, qui peuvent émaner d'organisations ou d'individus qui chercheraient ainsi à porter atteinte aux capacités opérationnelles de la défense par d'autres voies que la confrontation militaire » dixit le site Internet du ministère de la défense. A noter que ces renseignements peuvent être collectés aussi bien à l'extérieur des frontières qu'à intérieur et peuvent viser également des citoyens français.

La DPSD compte 1130 personnels civils et militaires. Elle « travaille aussi quotidiennement avec les industriels exerçant dans le secteur de l'armement dans le cadre de sa mission de contre-ingérence ».

« Voisins vigilants » ... une entreprise créatrice d'emplois

Là aussi, cela nous vient des USA avec le concept de « Neighborhood Watch » des années 1960. La police et la gendarmerie l'expérimentent depuis au moins 2007. Puis, ce concept est repris par le ministre de l'Intérieur Claude Guéant dans une circulaire du 22 juin 2011. Des dispositifs « voisins vigilants » peuvent alors être formalisés avec l'Etat dans une convention co-signée par la police nationale ou la gendarmerie et la municipalité. Ce dispositif étant lourd, très peu de conventions seront signées mais ce « dispositif citoyen » va pourtant connaître un certain développement. Il s'agit d'associations d'habitants en lien avec leur mairie. Un site Internet naît (voisins-vigilants.org) et en juin 2014, il annonce 3000 points d'implantations en France avec un enregistrement de 150 nouveaux voisins vigilants par jour ! Le ministère de l'Intérieur sous Sarkozy, ayant claironné que cette expérience ferait baisser les cambriolages de 20 à 40 % dans les zones auto-surveillées, a assuré la promotion du produit ! D'après ce site, ce n'est pas un développement pernicieux de milices de quartier, c'est avant tout une affaire de « convivialité », « Loin d'être des paranoïaques du cambriolage, des voyeurs qui épient les faits et gestes de leurs voisins, des délateurs nostalgiques des années 1940, ou encore des justiciers aigris prêts à créer des milices armées pour assurer la défense de leur quartier... les voisins vigilants sont simplement des citoyens désireux de créer un élan d'entraide et de solidarité dans leur quartier pour réduire l'insécurité. » De plus l'adhésion au dispositif est gratuite... de la philanthropie exceptée, évidemment, les autocollants, panneaux avec un œil grand ouvert sur fond jaune canari. Alors, qui vend ce matériel ? Le ministère de l'Intérieur ? Non, c'est une entreprise privée. « Voisins vigilants » est une marque enregistrée à l'Institut national de la propriété intellectuelle (Inpi) depuis le 27 novembre 2012 déposée par un marseillais de 32 ans qui s'est déclaré auto-entrepreneur. D'après son site, cette action soi-disant bénévole s'autofinancerait par une petite marge sur les autocollants (1euro) vendus 2 euros pièce et sur les panneaux (10 euros) vendus 30 euros pièce. Pour appâter le client, le « kit de démarrage » est gratuit. L'auto entrepreneur a déclaré 2 516 euros de chiffre d'affaires hors taxes en 2012 puis 20 475 euros en 2013. Finalement, le 13 mai 2014, Voisins vigilants est devenue une véritable entreprise avec stagiaires, co-gérée par 2 personnes qui ont mis chacune 5 000 euros dans le capital de départ. A suivre

Brother



Présumés terroristes

Mi-septembre, le Ministre de l'intérieur a présenté à l'Assemblée Nationale son projet de loi contre le terrorisme. Les lois sur la presse seront durcies ; des sites Internet pourront être bloqués sur ordre de l'Etat, etc. Nous reviendrons, sous cette rubrique, le mois prochain sur le texte voté. L'association « la Quadrature du Net » a alerté sur le contenu de cette loi anti-terrorisme et a lancé un site « Présumés Terroristes ». A suivre

Victoire syndicale…

L'unité SGP Police Force Ouvrière, syndicat de flics, avait saisi le 19 mars 2014, Manuel Valls, qui était à cette époque encore Ministre de l'Intérieur avant d'être nommé 1er ministre. Il lui demandait une prime exceptionnelle pour tous les flics ayant participés à la « gestion d'un événement d'ampleur nationale » à savoir la manif à Nantes du 22 février des opposant/e/s à la construction de l'aéroport de Notre Dame des Landes. Dans cette lettre datée du 19 mars, le secrétaire général de FO-Police n'hésite pas : « Nous tenons, par le présent, à appeler toute votre attention sur le professionnalisme, l'engagement et le courage dont a fait preuve l'ensemble des personnels engagés lors de la manifestation anti-Notre Dame des Landes … Durant plusieurs heures, nos collègues gradés et gardiens ont été confrontés à une véritable guérilla urbaine. Le nombre particulièrement conséquent des blessés, les dégradations avérées des biens, édifices et matériels privés et publics attestent d'un degré de violence rarement connue sur notre territoire. Il nous apparaît patent que les critères d'attribution de la Prime pour Résultats Exceptionnels dans la gestion d'un événement d'ampleur national sont réunis… »

Rapidement, ce syndicat FO de la police a obtenu gain de cause. Tous les personnels engagés se sont vu attribuer cette prime exceptionnelle pour service rendu à l'Etat.

Source : www.unitesgppolice.com

La nouvelle arme de dissuasion de la police nationale

Depuis février 2014, les flics rémois en patrouille expérimentent 3 mini caméras. Elles sont discrètes, fixées sur le torse du flic, l'objectif braqué vers l'individu contrôlé. Le flic déclenche l'enregistrement par une simple pression après en avoir averti oralement la personne contrôlée. Au départ les syndicats de flics y étaient opposés car c'était « un manque de confiance de la hiérarchie ». Mais ils ont été rassurés car les policiers restent décisionnaires sur le fonctionnement ou non de la caméra et « conservent une certaine autonomie sur le terrain ». En conséquence, comme nous pouvions nous en douter il y a très peu de chance que des « bavures » policières y apparaissent un jour. En 6 mois de fonctionnement, 6 enregistrements ont été remis à la justice dans des procédures pour outrages et rébellion contre des flics. L'expérimentation semble être pour la police concluante car les mini-caméras auraient des vertus apaisantes pour la personne contrôlée et certainement aussi pour le flic, mais là, la police ne dit rien. Notons tout de même que pour la BAC rémoise il s'agit là d'un « rééquilibrage des forces » ; « Nous sommes régulièrement filmés à notre insu lors de nos interventions et certains extraits sont diffusés. Sauf que l'on peut faire dire n'importe quoi à un extrait… Nous serons aujourd'hui en mesure de raconter toute l'histoire »… Pour l'expérimentation, les flics déclenchent la caméra dès le début de tout contrôle… à notre avis il y aura bien des pannes qui arriveront au bon moment…

L'expérimentation étant positive, elle devrait se généraliser dans les prochains mois. C'est ainsi que 4500 caméras équiperont d'ici 5 ans la police et la gendarmerie à 750 euros l'unité, soit un total de 3 375 000 euros. Des industriels se frottent les mains !

La justice ordinaire

Un jeune homme de 23 ans est arrêté alors qu'il marche avec son petit frère et un ami à Barbès bien loin de la manifestation du 13 juillet en soutien au peuple palestinien. Ils avaient un keffieh autour du cou, « leurs traits étaient masqués ». Les flics, sous prétexte de « loi anti burqa », se sont jetés sur eux : « Ils m'ont plaqué au sol, ils m'ont étranglé. Ils m'ont dit : tu n'as rien à faire en France, si tu veux te battre pour la Palestine, va en Palestine. » La comparution immédiate qui l'attend finira le travail des pandores. La présidente du tribunal, face au jeune homme encore marqué au visage par les coups policiers, se moque de son nom de famille en préambule. Lorsque le jeune homme évoque les auditions de son petit frère ou de son ami « blanc » qui n'a pas été contrôlé, elle le coupe d'un ton sec : « Je lis les témoignages que je veux. » Conclusion : 4 mois fermes pour « rébellion » avec incarcération immédiate.

Source : http://resistons.lautre.net

Résistance et violences policières à Die

Die est une petite ville d'à peine 4 500 habitants, sous préfecture de la Drôme. Aux dernières élections municipales, une nouvelle équipe a été élue… et est né un programme de vidéosurveillance. Le 14 juillet, un appel à rassemblement avait été lancé sur la place centrale pour protester contre l'installation de ces futurs caméras. Une centaine de personnes s'est alors rassemblée autour d'une chorale révolutionnaire et des gâteaux faits maison. Vers 17 h, le maire, la sous-préfète et le commandant de la gendarmerie ont lancé aux manifestants un ultimatum. Les gens ont commencé à partir ; à 18 heures il en restait une dizaine. La dispersion n'allant pas assez vite au goût des organisateurs du feu d'artifice, les pandores sont intervenus violemment. Une personne a été blessée et emmenée aux urgences sous haute escorte, une autre arrêtée. La solidarité s'est organisée, un autre rassemblement eu lieu le lendemain matin puis une manif le 22 juillet. Les deux personnes arrêtées sont passées en comparution immédiate le lendemain au tribunal de Valence. Elles ont été relâchées avec une amende de 1 euro.

Le DMP relancé ?

Le Dossier Médical Personnel national informatisé est en construction depuis des années. Il existe déjà dans quelques dizaines d'établissements médicaux. Rappelons qu'il a vocation à centraliser sur un serveur d'hébergement unique, toutes les informations de chacun de nous, entrées par chaque médecin au cours de notre vie. D'après les Actualités sociales hebdomadaires (ASH) du 27 juin : « Convaincue de la nécessité d'en faire un outil de coordination et de partage, la ministre de la Santé (Marisole Touraine) a confié à l'assurance maladie la mission d'assurer la relance du dossier médical personnel, prévue par une loi vieille de dix ans et rebaptisé au passage dossier médical partagé. Regroupant toutes les informations médicales sur le patient, le DMP visera, dans un premier temps, à faciliter la coordination des soins entre les différents professionnels de santé dans le cadre des parcours de soins des personnes âgées, des personnes handicapées et des personnes atteintes de maladies chroniques, avant d'être généralisé. »

Choc des civilisations à Gaza

D'un côté il y a Israël, un pays occidental et surarmé, devenu l'avant-garde du « monde civilisé ». De l'autre les « barbares », les « terroristes » et les « intégristes ».

Dans la société israélienne, on parle des « tunnels de la mort » pour décrire les constructions rudimentaires grâce auxquelles les combattants gazaouis ont pu surprendre la vaillante « Tsahal », « l'armée la plus morale du monde ». Et comme l'a dit Hollande, Israël « a le droit de se défendre ». Ban-ki-Moon en a rajouté une couche en parlant de la barbarie … du Hamas, supposé avoir enlevé un soldat israélien sur le territoire de Gaza !

Ironique, l'historien israélien Shlomo Sand rappelle que, enfant, il était bien sûr pour les cow-boys et contre ces Indiens peinturlurés, hurlants, grimaçants et balançant des flèches comme ils pouvaient. Les cowboys étaient des héros blancs.

L'armée israélienne, c'est Custer ou Chivington vénérés pour avoir exterminé des sauvages à Washita River ou Sand Creek.

Israël, vers la fascisation ?

Michel Warchawski évoque la peur qui s'installe en Israël. Au moment d'une manifestation anticolonialiste, il voit en face ces « dizaines de fascistes qui éructent leur haine ainsi que des slogans racistes ». « La violence coloniale est passée à un degré supérieur comme l'a montré l'assassinat de Muhammad Abou Khdeir brûlé vif par trois colons ». Des manifestants pro-israéliens à Paris expliquent : « pour nous, un enfant juif qui meurt, c'est grave, on aime la vie; pour les Palestiniens, ce n'est rien, c'est un martyr de plus ».

Avec le complexe de Massada (*), les Israéliens se vivent comme des victimes. Eyal Sivan montre comment le négationnisme s'est généralisé dans le discours. Ce ne serait pas les Israéliens qui tuent mais le Hamas qui utilise des boucliers humains et des otages ! Eyal parle de « blanchissement » des Juifs. Ils étaient les « Arabes » de l'Europe. En adoptant le discours islamophobe, ils sont à l'avant-garde du combat contre les Musulmans. Il peut conclure sur « l'aryanisation » des Juifs.

Zeev Sternhell parle d'écroulement de la démocratie israélienne et il compare l'atmosphère dans son pays à celle de la France en 1940. Au même moment, l'extrême droite manifeste contre le mariage de deux Israélien-ne-s, elle juive, lui palestinien, avec le soutien de l'opinion publique.

(*) Massada est une citadelle dominant la Mer Morte. En 73 ap JC, après la destruction du temple de Jérusalem, les Juifs révoltés contre les Romains, assiégés dans Massada, auraient préféré le suicide à la reddition.



Le journal *Haaretz* cite une gamine de 10 ans : « pour moi, les Arabes sont quelque chose que je ne peux ni voir, ni supporter. Je suis terriblement raciste. Je viens d'une maison raciste. Si j'ai la chance à l'armée d'en tuer un, je le ferai plutôt deux fois qu'une. Je suis prête à tuer de mes mains si c'est un Arabe … ». Ce qui est significatif, ce n'est pas ce que dit cette gamine, dans tous les camps on peut trouver des exemples de ce genre. Il ne s'agit pas ici d'un microtrottoir et ces propos sont révélateurs de ce que la société israélienne est devenue.

Une guerre programmée tous les deux ans

Le sionisme ne protège pas les Juifs. Il crée volontairement la tension et la guerre pour leur « offrir » la seule solution « réaliste » : l'enfermement des Israéliens dans un bunker surarmé qui est une tragique reconstitution symbolique du ghetto. Sauf que cette fois, il est choisi et pas imposé. Faut-il remonter en arrière ? 2002, invasion de la Cisjordanie. 2006, attaque du Liban, 2008-2009 premier grand massacre à Gaza suivi d'un autre en 2012 et de celui qui est en cours. Dans ce bunker, la vie d'un-e Israélien-ne est sacrée, celle d'un-e Palestinien-ne ne compte pas. D'ailleurs l'armée israélienne « intervient à Gaza pour sauver les Palestinien-ne-s du Hamas », c'est bien connu. Et cette version surréaliste a obtenu un large assentiment dans l'opinion publique israélienne

« Bordure protectrice », drôle de nom pour un massacre. Cette fois la novlangue israélienne a manqué d'imagination pour donner une touche poétique à ce massacre de masse.

Pourquoi Nétanyahou, poussé par les fascistes Bennet et Lieberman a-t-il lancé cette opération ?

Le gouvernement d'extrême droite israélien avait été mis en difficulté lors des pseudo négociations imposées par John Kerry. Celui-ci avait lâché des mots lourds de menaces, parlant d'entrave et même d'apartheid. Poussé par un immense sentiment populaire, Fatah et Hamas avaient fini par former un gouvernement palestinien d'union nationale et ce gouvernement était en passe d'être reconnu par les principaux États de la planète. Et puis, les pressions sur l'Autorité palestinienne s'étaient multipliées afin qu'une plainte pour crimes de guerre soit enfin déposée contre les dirigeants israéliens.

Les Israéliens ne veulent pas être obligés de reconnaître que l'occupation et l'apartheid ne cesseront jamais et qu'il n'y aura pas d'État palestinien sauf l'actuel bantoustan qu'on baptisera État. Le but de la tuerie actuelle n'est sûrement pas d'affaiblir le Hamas que la propagande israélienne a durablement réussi à diaboliser. Il est clairement de souder l'opinion publique israélienne et les alliés proches afin de perpétuer la colonisation et le statu quo. Israël est le champion de « l'idéologie sécuritaire » et le complexe militaro-industriel dirige le gouvernement. L'invasion de Gaza aura permis de tester l'efficacité d'un bouclier anti-missile destiné à la vente. Les Israéliens étaient sûrs que les Américains remplaceraient instantanément les munitions utilisées et ils ne se sont pas trompés.

Accessoirement, comme l'a dit le journaliste anticolonialiste Gidéon Lévy, le gouvernement Nétanyahou avait aussi pour but de tuer un maximum d'Arabes, comme si les destructions et les souffrances pouvaient éradiquer définitivement toute idée de vivre ensemble à l'avenir.

« Gaza doit devenir un champ de ruines d'où ne peuvent sortir que des gémissements »

Cette phrase est de Jacques Kupfer, un Français qui dirige le Likoud international.

Avant l'attaque israélienne, Gaza était une cage, un champ d'expérimentation pour les assassinats plus ou moins ciblés, les bateaux de pêches mitraillés, les flottilles arraisonnées, les champs bombardés et piétinés par les tanks, la nappe phréatique pompée.

L'Horrible agresseur

Avec la complicité active de l'armée égyptienne, il était devenu très difficile d'entrer ou de sortir de Gaza, la fermeture des tunnels ayant accéléré le chaos avec une pénurie généralisée d'essence et d'électricité.

Près de 90% des 2000 mort-e-s et plus sont des femmes, des enfants, des vieillards, des civils. Un tiers de la population de Gaza a dû fuir son logement, mais il n'y a aucun refuge sûr dans ce minuscule territoire. Des villages, des quartiers ont été pulvérisés. Toute la population a frôlé la mort a un moment ou à un autre et a été traumatisée.

L'armée israélienne a fait sauter l'immeuble où habitait (mais il n'était pas là ce jour-là) Mohamed al-Dhaif, chef des brigades al- Qassam. Il y a eu de très nombreuses victimes. La terre a tremblé à 2 Km à la ronde.

L'armée israélienne ne parle que du Hamas. Certes celui-ci représente une partie de la population et la majorité des groupes armés.

La sauvagerie de l'attaque israélienne a soudé toute la population et tous les groupes armés derrière l'idée que la résistance est un droit absolu. Jihad islamique, FPLP et Fatah combattent aux côtés du Hamas.

Les lettres qui nous arrivent de Gaza parlent des orphelins jamais aussi nombreux, de la terreur qu'inspirent les drones qui tournent toute la journée comme des vautours, des sourires qui ont disparu, du besoin aigu de psychologues pour arriver à survivre.

En France, le soutien à Gaza est venu principalement des quartiers populaires et de la population postcoloniale. Ce n'est pas un hasard. Il était logique que le mépris meurtrier et la destruction d'une société fassent écho.

Et si Israël avait perdu ?

Le monde arabe est paralysé et plusieurs pays connaissent des situations de guerre civile. L'expédition à Gaza aurait dû être une promenade de santé pour la quatrième armée du monde. Et pourtant, l'armée israélienne a eu plus de 60 morts. 50 jours après le début de l'offensive, les missiles continuaient de partir de Gaza. Dans quelques années, ils atteindront les villes israéliennes. Les plus fous dans l'opinion peuvent demander qu'on envoie une bombe atomique sur Gaza mais les militaires israéliens n'ont pas de solution. Quand ils bombardent la station d'épuration de Gaza, la pollution remonte jusqu'à Tel-Aviv.

Pour gérer l'apartheid, le gouvernement israélien a besoin d'une Palestine fragmentée. Un des buts de l'offensive était de briser l'unité palestinienne. C'est loupé, la volonté d'unité est telle en Palestine que même Mahmoud Abbas ne peut pas collaborer comme il l'a trop souvent fait.

La présence d'un gouvernement d'extrême droite décomplexé à Jérusalem provoque un isolement diplomatique jamais connu. Après la Bolivie et le Venezuela, le Chili et le Brésil ont gelé les relations politiques.

Les dégâts pour Nétanyahou dans l'opinion publique mondiale sont considérables. Le pays voyou n'arrive plus à donner le change, le chantage à l'antisémitisme marche de moins en moins, il sert juste à mettre les Juifs en danger et à pousser ceux de la diaspora à émigrer. La réalité (« c'est le sionisme qui est antisémite ») progresse dans les esprits.

Le BDS (**) remporte chaque jour des nouveaux succès. Un nombre croissant d'artistes refuse explicitement de se produire en Israël. Des dockers d'Oakland refusent de décharger un navire de la compagnie Zim. Des clubs sportifs demandent l'exclusion des clubs israéliens des compétitions. Des auteurs de BD refusent que le festival d'Angoulème soit sponsorisé par Sodastream. Les actions dans les supermarchés se généralisent. Les dirigeants européens qui ont multiplié toutes les astuces pour ne pas sanctionner Israël vont être contraints petit à petit à bannir les produits des colonies de nos étals.

Ceux qui collaborent avec Nétanyahou vont le payer. D'après un sondage, une moitié de l'opinion américaine et une majorité des électeurs démocrates désapprouvent l'attaque contre Gaza. En France, des dizaines d'élus du PS ont protesté publiquement contre la complicité de Valls et Hollande avec l'agresseur.

En Israël même, il y a une ruée sur le deuxième passeport. La partie la plus occidentalisée de la population n'a plus confiance dans la stratégie du « ça passe ou ça casse » et se prépare à un départ possible. Déjà 15% de la population juive israélienne vit hors d'Israël.

Questions sur le cessez-le-feu

Deux questions clés se jouaient avant l'accord de cessez-le-feu obtenu pat l'armée égyptienne.

Celle du blocus. Il y avait unanimité côté palestinien pour ne pas accepter un cessez-le-feu qui maintiendrait le blocus ou une reconstruction de Gaza qui exclurait l'ouverture d'un port et d'un aéroport. Nétanyahou a longtemps dit non, ce serait pour lui un suicide politique mais il n'était pas prêt à une



guerre d'usure. L'accord a permis aux militaires égyptiens de jouer leur propre partition : la fin du blocus contre la prise de contrôle d'un Gaza démilitarisé par l'Autorité palestinienne. A terme, un tel avenir paraît peu réaliste et le régime égyptien a une peur panique d'avoir à assumer Gaza avec la seule ouverture de la frontière de Rafah.

Et puis, même si on en est encore loin, même si la « justice » internationale n'a été créée que pour juger les ennemis de l'Occident, l'hypothèse d'une inculpation des dirigeants israéliens n'est plus un fantasme irréel. Là ce serait un coup terrible pour le sionisme, comparable à ce qu'avait été l'expulsion de l'Afrique du sud des Jeux Olympiques à l'époque de l'apartheid.

Alors, qu'est-ce qui a vraiment été signé au Caire ? Une partie du mouvement de solidarité crie victoire et compare ce cessez-le-feu à l'évacuation du Liban après 20 ans d'occupation. Il est évident que Nétanyahou sort très affaibli auprès de son opinion publique. Pas pour les crimes perpétrés mais pour son « inefficacité ». Si les Gazaouis, après plus de 2000 morts et des destructions effroyables, obtiennent la levée du blocus, le droit de pêcher et l'ouverture du port et de l'aéroport, ce serait une victoire incroyable de la résistance armée, en opposition avec l'inefficacité totale d'une Autorité palestinienne qui s'est embourbée dans des négociations honteuses. Rien ne prouve qu'Israël acceptera à terme une telle issue.

Je terminerai sur les urgences que Gaza nous impose : amplifier le BDS, délégitimer Israël, exiger de briser le blocus de Gaza. Amplifier les liens qui se sont tissés dans la rue. Expliquer sans relâche que cette guerre n'est ni religieuse ni raciale et qu'elle porte sur des questions fondamentales : le refus du colonialisme et l'égalité des droits.

Pierre Stambul

(**) BDS : boycott, désinvestissement, sanctions. En réponse à l'appel palestinien de 2005, il s'agit d'un boycott politique, économique, commercial, culturel, universitaire, sportif, syndical … d'Israël sur les revendications suivantes : fin de l'occupation, de la colonisation, du blocus, libération des prisonniers, égalité des droits, droit au retour des réfugiés. Voir plus loin page 24.

A propos des massacres de Gaza, de la question palestinienne et de ses répercussions en France

Le PS, encore et toujours, du côté des exploiteurs et des colonisateurs

Pointons d'abord l'hypocrisie d'un gouvernement qui prétend ne pas vouloir *« importer le conflit en France »* mais une fois que lui a pris clairement position dès le départ, en soutenant ouvertement et bruyamment l'Etat d'Israël (« le droit d'Israël de se défendre »), en cautionnant les bombardements frappant principalement des maisons, des commerces, des écoles et multipliant par dizaines, puis par centaines, les massacres de civils palestiniens pris au piège dans une enclave minuscule, densément peuplée et totalement bouclée.

Mais le gouvernement français ne s'en est pas tenu là : il a franchi une nouvelle étape dans sa politique infâme : l'interdiction de la manifestation de solidarité avec les Palestiniens des samedis 19 et 26 juillet.

Quand Hollande soutient Netanyahu

On apprend selon un communiqué publié par l'Élysée, qu'Hollande a eu un entretien téléphonique avec Benyamin Netanyahou le 9 juillet, afin de lui exprimer *« la solidarité de la France face aux tirs de roquettes en provenance de Gaza »* en rappelant que *« la France condamne fermement ces agressions »*, tout en *« précisant qu'il appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces et de prévenir l'escalade des violences »*, ce qui constitue de fait un véritable permis de tuer alors même que le chef de l'État d'Israël faisait, depuis deux jours, bombarder massivement la bande de Gaza en lançant l'opération « Bordure protectrice » : mobilisation de 40 000 réservistes, déploiement de blindés à la frontière de Gaza, ouvrant la voie à une offensive terrestre.

Le 13 juillet, première grande manifestation contre l'attaque israélienne : près de 30 000 personnes en colère déferlent dans les rues de Paris, où aux militant-e-s anticolonialistes de toujours s'est agrégée une composition majoritairement jeune, prolétaire, des quartiers populaires de la périphérie et notablement avec une très importante présence féminine.

A la fin de la manifestation du 13 juillet à Paris, les militants de l'extrême droite sioniste (LDJ) provoquent des incidents dans le quartier de la Bastille, notamment aux alentours de la synagogue de la rue de la Roquette où ils avaient appelé leurs sympathisants à se rassembler. Des manifestants pro-palestiniens se rendent dans cette rue proche de La Bastille pour protester contre la présence de cette bande de fascistes dans le quartier et si possible les virer de là. Ils se font charger par les membres de la LDJ qui leur balancent les tables et les chaises d'une terrasse de bistrot et quelques autres objets. Quelques secondes plus tard, une contre-charge des pro-palestiniens fait courir les sbires sionistes dans l'autre sens et les contraint à se réfugier derrière un cordon de CRS…

Le soir même de la manifestation parisienne de soutien aux Palestiniens du 13 juillet, le CRIF (officine qui s'autoproclame la représentante des Juifs de France et véritable ambassade-bis de l'État d'Israël à Paris) publie un communiqué où il *« demande l'interdiction des manifestations en faveur du Hamas (…), l'interdiction des manifestations, de rassemblements ostensiblement violents et radicaux qui représentent un trouble à l'ordre public, dont notamment celui qui doit avoir lieu samedi prochain à Paris »* (communiqué publié sur son site). Parallèlement, une information" se répandra comme une traînée de poudre dans tous les médias et au plus haut sommet de l'État : des juifs et une synagogue ont été attaqués par des manifestants antisémites propalestiniens.

Le témoignage du responsable de la synagogue de la rue de la Roquette remet, un peu, des choses en place : *« Pas un seul projectile lancé sur la synagogue […] À aucun moment, nous n'avons été physiquement en danger »*[1], alors que dans sa communication, le CRIF n'a pas hésité à parler de « *pogrom* », de synagogue « *assiégée* », de « *Nuit de cristal* » et qu'une très grande partie des médias ont abondamment relayé cette manipulation. Cette politique du pire menée depuis des années par les mouvements sionistes consiste non seulement à gonfler et instrumentaliser les actes antisémites avérés, mais à en inventer d'autres purement et simplement, c'est-à-dire à en faire exister là où il n'y en a pas et à participer ainsi à créer volontairement un certain climat – nauséabond, pestilentiel – dans lequel l'antisémitisme peut se banaliser.

Du soutien à l'offensive israélienne à l'interdiction des manifestations

Lors de son allocution du 14 juillet, Hollande répète que « *le conflit israélo-palestinien ne peut pas s'importer* ». Conflit « *israélo-palestinien* » comme s'il y avait hier un conflit « franco-algérien »…, manière de nier la nature anticoloniale de cette lutte en plaçant les protagonistes, colonialistes et colonisés, sur le même plan pour mieux renverser l'ordre des responsabilités et mieux présenter ceux qui résistent comme les responsables des troubles et de la violence. Hollande est sans doute un social-libéral" mais il s'inscrit dans la vieille tradition de la gauche politique française et enfourche la même rhétorique que celle de la SFIO de naguère, la social-démocratie historique, celle qui s'est particulièrement illustrée en menant et en soutenant les guerres coloniales que l'État français a livrées jadis dans son empire et qui désignait, déjà, les résistants indochinois ou algériens comme des terroristes".

Le 15 juillet, le CRIF est reçu à l'Élysée où son président Cukierman, réitère sa demande d'interdiction des manifestations pro-palestiniennes, et notamment celle du 19 juillet à Paris. Il sera parfaitement entendu, puisque ce sera là la ligne du gouvernement (Valls, Cazeneuve, Préfecture de Police de Paris, Préfecture du Val d'Oise, des Alpes Maritimes…), relayée dans cette sale besogne par une institution indépendante" du gouvernement mais pas de l'appareil d'Etat, le Tribunal administratif de Paris qui a validé cette interdiction [2].

Hollande et son gouvernement, comme l'essentiel de la classe politique et des médias, se disent favorables à la « paix » mais la seule paix qu'ils envisagent est celle qui entérine la domination coloniale d'Israël sur la Palestine, une pacification qui poursuit l'annexion de Jérusalem-Est et la colonisation de la Cisjordanie (dont, rappelons-le, 62% est directement administrée par la puissance coloniale), qui interdit le retour des réfugiés, qui contrôle et pille ses ressources naturelles, notamment hydriques, qui enferme les populations

[1] Le témoignage peut être consulté ici : http://www.itele.fr/france/video/incidents-rue-de-la-roquette-la-ldj-briefee-par-lapolice-88717. Ce témoignage et d'autres sources n'ont pas eu le droit d'être cités dans les médias. Autre manipulation médiatique où les sous-titrages des slogans scandés par les manifestants sont grossièrement bidonnés et falsifiés : https://www.youtube.com/watch?feature=share&v=TkWefM_qd7o&app=desktop Sur la fabrication d'une certaine ambiance médiatique pro-israélienne, on se reportera utilement à l'article « Offensive israélienne contre Gaza : les partis pris du traitement médiatique », Julien Salingue, Acrimed, le 18 juillet 2014 (http://www.acrimed.org/article4407.html)

[2] Une « justice » qui n'est pas non plus en reste sur un autre plan : 4 mois de prison ferme avec mandat de dépôt (incarcération immédiate) pour « rébellion » d'un manifestant « propalestinien » à Paris après un contrôle d'identité au faciès le 13 juillet.

palestiniennes dans des prisons à ciel ouvert, derrières des murs, des barbelés et des miradors, qui pratique ouvertement un apartheid ethno-religieux en se définissant comme « État juif » c'est-à-dire « pour les seuls Juifs », avec la complicité des puissances occidentales, des bourgeoisies et féodalités arabes et, de fait, du gouvernement" fantoche de l'Autorité palestinienne.

En interdisant les manifestations de solidarité avec les Palestiniens massacrés par les bombes de l'armée coloniale d'Israël, le gouvernement a non seulement choisi son camp, mais utilise la force de la raison d'État habillée sous le prétexte de l'« ordre public » et défendue par les instruments de répression à son service pour bâillonner la solidarité avec la Palestine et au-delà, pour faire taire la dissidence et les oppositions à sa politique et à ses projets.

De l'usage de l'antisémitisme

Mais ce faisant, il alimente le fol engrenage de la politique du pire qu'impose le rhétorique sioniste qui n'a d'autre argument" que désigner toute opposition à l'État d'Israël, à sa nature coloniale et à sa politique raciste, comme anti-juive" et antisémite.

Un piège mortel et un jeu dangereux avec des allumettes à côté d'un baril de poudre – y compris et en particulier pour les juifs –qui invente et fabrique de l'antisémitisme là où il n'y en a pas. En fait, le sionisme est une théorie de la séparation qui n'a jamais combattu l'antisémitisme mais le suscite et s'en nourrit. C'est un formidable cadeau fait aux vrais antisémites de toutes sortes qui se frottent les mains de tant de publicité, qui peuvent espérer accroitre leur audience dans la confusion sciemment créée et alimentée, qui en tirent déjà profit en faisant croire que leurs idées progressent et peuvent recruter en conséquence.

Soyons clairs. Il y a de l'antisémitisme partout, dans tous les recoins de la société française, les partis, les syndicats, les entreprises, chez les prolos et les bourgeois, chez les cadres supérieurs et les petits fonctionnaires… et il y en a beaucoup trop. Qu'il y ait des infiltrations de quelques antisémites convaincus et militants dans les manifestations pro-palestiniennes et qu'il y ait aussi, depuis des années, des tentations antisémites" diffuses quand la colère se fait aveugle et qui, avec une bonne dose d'ignorance et de bêtise, se transforme en haine des juifs pour ce qu'ils sont ou, plus précisément, pour ce qu'ils sont supposés être, il n'y a aucun doute. Mais la seule manière de combattre efficacement l'antisémitisme, ce n'est pas se contenter de proférer des condamnations et des dénonciations de principes aussi justes et nécessaires soient-elles ; ça consiste à refuser les termes du conflit imposés à la fois par les défenseurs de l'État d'Israël et les antisémites, à montrer leur collusion objective ; ça consiste à proposer une toute autre perspective, un autre horizon, le plus clair possible : la lutte de libération nationale et sociale en Palestine et son indispensable alliance stratégique avec les mouvements d'émancipation populaires de toute la région, en priorité avec ceux qui se situent à l'intérieur de la société israélienne, alliant et rassemblant sans distinction juifs, musulmans, chrétiens, athées, arabes, non-arabes et migrants.

Manifester en solidarité avec les Palestiniens et braver les diktats et les interdictions, c'est devenu aujourd'hui plus que cela.

C'est déjà défendre pied à pied les espaces d'expression et de mobilisation contre la raison d'État qui prétend défendre l'ordre public pour mieux défendre la politique pro-israélienne du gouvernement. C'est aussi refuser et dénoncer en mots et en actes le piège tendu par les sionistes et les antisémites qui, dans une complicité et une complémentarité parfaite, veulent imposer les termes du conflit qui les arrangent, en essentialisant ses protagonistes, en dépolitisant les enjeux, en falsifiant les données historiques et en justifiant par avance et a postériori les logiques d'extermination.

Malgré l'interdiction, la manifestation du 19 juillet a tout de même été maintenue par une grande partie de ses organisateurs initiaux et plusieurs milliers de manifestants ne se sont pas laissés intimider, ont désobéi et ont imposé leur volonté d'occuper la rue quoi qu'il en coûte. La tenue de la manif malgré l'impressionnant dispositif policier a été une claque pour le gouvernement et une première victoire pour le mouvement de solidarité avec les Palestiniens.

Mais la partie adverse ne lâche rien. Dès le lendemain, dimanche 20 juillet, journée la plus sanglante à ce jour de l'offensive israélienne à Gaza (plus de 140 morts palestiniens en moins de 24h), Valls et Hollande s'empressent de réaffirmer où est leur camp. Ils relancent l'offensive en reprenant l'argumentaire pro-israélien accusant les manifestants pro-palestiniens" d'être des fauteurs de troubles et des antisémites, Valls s'offrant même le luxe de designer explicitement les *« quartiers populaires »* comme les lieux où se cacherait *« la 'haine du juif' derrière un antisionisme de façade et derrière la haine de l'Etat d'Israël »*.

Les quartiers populaires, c'est le prolétariat multinational des périphéries urbaines contemporaines, les ouvriers, les arabes, les pauvres, les bronzés de toutes les latitudes, les classes jugées éternellement dangereuses par et pour les possédants, et aujourd'hui stigmatisées par une diagonale politique qui relie le PS au FN en passant par l'UMP.

Le samedi 26 juillet, nouvelle manifestation interdite, nouvelle insoumission à cette injonction, avec encore plus de monde, près de 10 000 personnes rassemblées place de la République. Le gouvernement, dépité de ne pas être parvenu une seconde fois à imposer le silence malgré les menaces et les déploiements policiers, se venge en poursuivant en justice notre camarade Alain Pojolat pour avoir déposé son nom dans le cadre de l'organisation formellement légale du rassemblement.

La nouvelle attaque d'Israël contre Gaza

L'enlèvement des trois adolescents israéliens le 12 juin à proximité d'une colonie de Cisjordanie a été immédiatement attribué au Hamas par Netanyahu. Les responsables du Hamas en Cisjordanie ont immédiatement démenti. Même si le chef du Hamas en exil au Qatar, Khaled Mechaal, s'est *« félicité »* de ce rapt, tout en déclarant qu'il ne pouvait ni confirmer ni démentir que le Hamas en soit le responsable, il semble évident la direction du mouvement n'est pas à l'origine de cette action qui serait l'œuvre de membres d'un puissant clan local de la région d'Hébron, le clan Qawasmeh, qui est ou était effectivement lié au Hamas mais en conservant depuis toujours une large autonomie [3].

Pour le Hamas en pleine tentative de recentrage avec sa « réconciliation » avec le Fatah et la création le 23 avril 2014 d'un « gouvernement d'entente », cette action ne pouvait pas tomber plus mal. Qu'importe, pour le gouvernement israélien, le responsable c'est le Hamas et uniquement lui et c'est cette position qui sera réaffirmée dès le départ.

Pendant les trois semaines qui suivent l'enlèvement, l'armée israélienne multiplie les arrestations et les mises en détention administratives en Cisjordanie (une majorité de membres du Hamas dont des députés) et la saisie de matériel (ordinateurs) dans les locaux d'associations, impose un bouclage total d'Hébron, le couvre-feu pour 300 000 Palestiniens et tue 10 Palestiniens sans que la branche militaire du Hamas de Gaza ne lance la moindre roquette sur le territoire israélien, la plupart des tirs étant revendiqués par d'autres mouvements, notamment les Brigades Al-Qods du Jihad islamique et dans une moindre mesure les Brigades Abu Ali Mustafa du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP) .

L'enlèvement et le meurtre du jeune palestinien de Jérusalem-Est, brûlé vif le 2 juillet, va provoquer à la fois un cycle de mobilisation et d'émeutes dans les villes arabes de Galilée et à Jérusalem, des rassemblements en Cisjorda-

[3] Clan connu pour, entre autre, avoir fourni au Hamas de nombreux candidats au martyr pour des attentats-suicide, notamment dans les années 1990.

nie et le début d'une réplique armée depuis Gaza sous formes de lancers de roquettes. Aux pilonnages de l'armée israélienne répondront une croissante riposte des différents mouvements palestiniens : l'aile militaire du Hamas, mais aussi celles du Jihad islamique, des Comités de la résistance populaire, du FPLP, de groupes de combattants liés au Fatah et peut-être du FDLP. Une donnée à ne pas perdre de vue : autant le Hamas est contesté sur le plan politique dans la bande de Gaza, autant il y a une unanimité sur le fait de résister de manière armée aux attaques israéliennes.

Plus inquiétant encore pour Israël, selon l'analyste et auteur palestinien Ramzy Baroud, « *la douleur et la colère provoquée par la mort de Mohammad Abou Khdeir, 17 ans, qui a été brûlé vif par des colons israéliens dans le cadre de ce déchainement, a favorisé ce réveil de l'identité nationale palestinienne depuis longtemps fragmentée* ». Et ajoute-t-il, cette identité collective « *qui a souffert en raison de murs israéliens, des tactiques militaires et de la propre désunion des Palestiniens, a été recollé dans un processus qui ressemble aux événements qui ont précédé la première et la deuxième Intifada de 1987 et 2000 respectivement* »[4].

[4] Ramzy Baroud, « Ravaging Gaza : The war Netanyahu cannot possibly win », le 16 juillet, World News Trust.

[5] La Cisjordanie est divisée administrativement en 3 zones. La zone A dans laquelle l'Autorité palestinienne exerce une autorité politique (administrative) incluant des pouvoirs de police, représente 18% du territoire. La zone B qui est co-administrée par l'AP (pouvoir civil) et la force occupante (police, armée) s'étend sur environ 20% de la Cisjordanie. La zone C, le plus grande (62% de la superficie), qui inclut les colonies et toute la vallée de Jourdain, est entièrement gouvernée et occupée par Israël qui contrôle la frontière avec la Jordanie et encercle les poches palestiniennes « auto-administrées » des zones A et B.

La vraie menace pour Israël : l'unité palestinienne débouchant sur une nouvelle Intifada

Depuis plusieurs mois, beaucoup a été dit et écrit sur la possibilité ou impossibilité de lancer une troisième Intifada. Bien malin qui peut affirmer la probabilité de l'une ou l'autre thèse avec certitude, mais une chose est sûre, c'est l'unité des Palestiniens qui menace le plus Israël. Pas l'unité – bien problématique au demeurant – des dirigeants et d'une combinaison visant à créer un interlocuteur unique dans le cadre d'une hypothétique reprise des négociations, mais l'unité de sa population dispersée et éclatée dans des statuts et des situations juridico-politiques distinctes, celle vivant dans les 3 zones de Cisjordanie, à Jérusalem-Est, à Gaza, en Israël, en exil, dans et hors les camps de réfugiés…

Car ces derniers mois, Gaza n'était plus au centre du jeu : la question des colonies en Cisjordanie et Jérusalem était revenu au premier plan, ainsi que celles des conditions de vie des arabo-palestiniens d'Israël (et notamment les Bédouins du Néguev), le droit au retour des réfugiés, et bien sûr, la levée du blocus imposé à Gaza par Israël et l'Égypte. Et finalement, c'est l'ensemble de la question palestinienne qui ressurgissait dans un contexte marqué par la crise de leadership de la résistance qui est aussi une crise de la « gouvernance » de la simple survie quotidienne de la société palestinienne, entre une Autorité palestinienne sclérosée et disqualifiée et un Hamas étranglé financièrement et désireux d'en finir au plus vite avec l'impasse de Gaza.

En avril et mai dernier, il y a eu une grève de la faim de plusieurs centaines de palestiniens incarcérés dans les prisons israéliennes contre les détentions administratives. Le 15 mai dernier, deux jeunes Palestiniens, Nadim Abou Siam Nuwara, 17 ans, et Mohammed Mahmoud Odeh Salameh, 16 ans, ont été tués par des soldats israéliens alors qu'ils participaient à une manifestation commémorant l'anniversaire de la Nakba, ou « catastrophe » de 1948. Des images vidéo montrent que Nadim se trouvait innocemment avec un groupe d'amis, avant de s'effondrer au moment où il a été frappé par une balle de l'armée israélienne. Depuis, l'évocation de la Nakba est revenue à l'ordre du jour. Depuis quelques mois, alors que sont annoncés en permanence de nouveaux projet de construction de milliers de logements dans les colonies, de nouvelles générations palestiniennes ont commencé à trouver les voies d'expression d'une colère en mettant des mots dessus, en se politisant, en faisant le lien entre vécu, histoire et contexte, en se mobilisant à de multiples occasions et de manière croissante, et significativement dans les localités peuplées majoritairement d'arabo-palestiniens en Israël.

Cette croissante conflictualité de la mobilisation s'est traduite dans les chiffres : *entre le 15 mai et le début de l'attaque sur Gaza le 7 juillet au soir, Israël a tué 27 Palestiniens*, dont des enfants.

Les véritables motivations d'Israël dans cette nouvelle attaque est de maintenir un état de guerre permanent et d'empêcher toute possibilité de "négocier" avec la partie palestinienne en séparant Gaza du reste de la Palestine et en brisant tout gouvernement d'union. Pour cela, le Hamas sert de repoussoir et la focalisation sur Gaza permet de maintenir le récit d'un conflit opposant Israël au terrorisme" ou à l' islamisme".

Depuis des mois, la ligne du Hamas s'est singulièrement infléchie et s'est rapproché du Fatah, c'est-à-dire l'Autorité palestinienne qui, rappelons-le, ne gouverne que sur 18% de la Cisjordanie [5]. Pour de nombreuses raisons qui peuvent se résumer à ceci : l'affaiblissement et l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement islamiste (comme le Fatah) dans un contexte de chute notable de ses ressources financières et de ses soutiens politiques. Le Hamas, sans doute divisé sur la question, semble en effet avoir décidé d'abandonner à court terme la gestion directe du pouvoir politique au profit d'un retour à ses activités sociales, caritatives, religieuses, « civiles » ; un retour en quelque sorte à ce qu'étaient les Frères musulmans dont il est issu avec le maintien d'un pouvoir sur la société dite civile ne passant pas nécessairement par l'exercice d'un pouvoir politique.

Ces dernières années, le Hamas a en effet progressivement perdu des appuis parmi la population de Gaza où des mouvements de protestation et de désaffection se sont produits et faits entendre, en particulier dans la foulée du « printemps arabe ». Simultanément, le mouvement a aussi pâti de la fin des soutiens traditionnels dont il bénéficiait de la part de régimes comme ceux de Syrie et d'Iran et de mouvements politico-militaires comme le Hezbollah depuis le soulèvement et la guerre en Syrie et le départ d'Ahmadinejad de Téhéran. À cela s'est ajouté plus récemment, depuis le putsch militaire de juillet 2013 au Caire, l'interruption brutale du soutien offert par le régime des Frères musulmans en Égypte, soutien minimal mais vital pour la population et les mouvements de résistance que permettaient l'ouverture du terminal frontalier de Rafah et le laxisme observé sur le transit des marchandises par les

dizaines de tunnels creusés sous la barrière frontalière.

Depuis le printemps dernier, le Hamas est littéralement étranglé financièrement, le régime égyptien bloquant les tunnels avec le Sinaï, seule source d'activité économique, à tel point que les fonctionnaires de Gaza ne sont plus payés.

C'est dans ce contexte que le 23 avril dernier, un nouvel accord de « réconciliation » entre le Hamas et le Fatah était signé dans le camp de Chati (nord de la ville de Gaza). Le 2 juin, un cabinet « d'entente » chargé de préparer la tenue d'élections présidentielle et législatives dans les six mois prêtait serment devant le président Mahmoud Abbas.

Cependant, si le Hamas est affaibli politiquement, il s'est renforcé militairement au cours de deux dernières années, en termes d'équipements, de structures défensives, de technique de fabrication d'armes, de logistique et de capacité stratégique. L'offensive d'Israël contre Gaza qui prétend s'attaquer aux capacités militaires du Hamas n'aura en tous cas pas d'autre résultat politique que de faire remonter le prestige de l'organisation islamiste et celle de ses combattants dans une bonne partie de l'opinion palestinienne.

D'un autre côté, le projet du Hamas de former un gouvernement d'entente nationale avec l'AP se heurte à la mauvaise volonté du clan entourant Mahmoud Abbas, dirigeant vieillissant, totalement discrédité et plus occupé à réprimer les manifestations de la rue palestinienne pour satisfaire Israël qu'à envisager de mettre en pratique une nouvelle politique de résistance à la colonisation basée sur cette unité au sommet. Les épisodes du mois de juin, alors que l'armée israélienne multipliait les arrestations et les opérations punitives en Cisjordanie, ont montré à quel point l'Autorité palestinienne ne disposait d'aucune autorité indépendante, sur aucune parcelle des territoires palestiniens, pas même sur les 18% de la Cisjordanie (la zone A) qu'elle est censée administrer exclusivement, sauf en envoyant ses forces de police pour disperser les manifestations anti-israéliennes comme encore récemment à Hébron.

Mauvaise volonté qui s'exprime par la poursuite du non-paiement par l'AP de Ramallah des fonctionnaires de Gaza recrutés depuis 2007, la paralysie des étapes du processus signé récemment, notamment le déploiement de la Garde présidentielle à la frontière de Rafah afin de lever le blocus égyptien sur Gaza ou encore la mise en place de comités paritaires pour la préparation des élections... sans parler du silence assourdissant de l'AP/OLP depuis l'offensive sur Gaza.

La « guerre contre le Hamas » n'est dans ce contexte qu'une tentative du gouvernement israélien de détourner l'attention. Le ciblage du Hamas est une tentative de plus pour bloquer indéfiniment la situation dans un statu quo et d'empêcher l'émergence d'une troisième voie, celle qui prend en compte l'ensemble des parties et facettes de la Palestine, *« quel que soit le côté du "mur de séparation" israélien où ils vivent. »*[6]

C'est cette unité palestinienne débouchant sur une Intifada populaire de masse qui est lourde de menaces : menaçant directement l'Autorité Palestinienne et aussi indirectement le Hamas, bloquant la création de nouvelles colonies, reprenant l'initiative contre l'annexion et la judéisation" de Jérusalem-Est, ne lâchant rien sur le droit au retour des réfugiés, remobilisant les arabo-palestiniens d'Israël, de la Galilée au Néguev, bref, en replaçant sur la table et à la lumière du jour *l'entièreté de la dimension coloniale du conflit et de la lutte de libération palestinienne*.

C'est cette unité dans la lutte que les dirigeants israéliens veulent à tout prix éviter en commettant une fois de plus un bain de sang et des crimes de guerre, comme précédemment à Gaza (2008-2009, 2012), à Jénine (2002), au Liban (1982)... certains de l'impunité dont ils peuvent jouir grâce au soutien de l'ensemble des gouvernement de la « communauté internationale » et au terrible isolement dans lequel se trouve le peuple palestinien.

C'est cet isolement qu'il faut rompre. C'est l'État d'Israël qu'il faut isoler.

Arrêter les massacres, mettre un terme au projet sioniste

Arrêter les massacres de l'offensive en cours est urgent et impératif mais cela ne suffira pas. Sans résolution du conflit qui mette un terme à ses racines et à ses fondements, une nouvelle agression israélienne suivra celle-ci, l'occupation et le blocus de Gaza se poursuivront indéfiniment.

Se battre pour la paix en Palestine, c'est se battre contre la complicité de l'État français et contre l'état de guerre permanent qu'impose la politique coloniale du projet sioniste.

C'est affirmer haut et fort la solidarité avec le peuple palestinien dans ce moment crucial et la légitimité de sa résistance par tous les moyens qu'il juge nécessaire (non violents et armés) et cela passe aujourd'hui par les revendications démocratiques minimales exigées par l'appel palestinien du 9 juillet 2005 pour la *campagne BDS* (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) :

1. Mettre fin à l'occupation et à la colonisation de toutes les terres arabes et démanteler le Mur ;

2. Reconnaître les droits fondamentaux des citoyens arabo-palestiniens d'Israël à une égalité absolue ;

3. Respecter, protéger et favoriser les droits des réfugiés palestiniens à revenir dans leurs maisons et propriétés comme stipulé dans la résolution 194 de l'ONU. 4. Mettre fin au blocus de Gaza.[7]

Cette résolution n'est pas une panacée et n'est pas exclusive d'autres actions mais elle vise ni plus ni moins qu'à porter, enfin, un coup d'arrêt définitif au projet sioniste. Ce faisant, elle peut contribuer de manière décisive à le mettre en crise, à démanteler les bases colonialistes et ethno-religieuses de l'État d'Israël, à faire voler en éclat le consensus social/national qui caractérise ce dernier et qu'il impose à l'intérieur de la société israélienne et en dehors, et à ouvrir une nouvelle situation de coexistence et de solidarité entre les peuples et de lutte communes contre leurs oppresseurs locaux et globaux, de quelque religion et/ou appartenance nationale, ethnique ou culturelle historique auxquelles ils se réfèrent.

Organisation communiste libertaire, 31 juillet 2014

:

[6] Ramzy Baroud, idem.
[7] Site Internet de la campagne BDS France





CONTRE L'ÉTAT D'ISRAËL
Boycott, désinvestissement, sanctions

L'OCL a décidé adhérer à BDS (Boycott, désinvestissement sanctions), qui mène une campagne de solidarité contre l'impunité d'Israël. Même si elle commence à porter quelques fruits concrets, nous savons bien que cette campagne ne mettra pas fondamentalement à mal l'économie israélienne. Mais, comme ce fut le cas avec la célèbre offensive anti-outspan contre l'Afrique du Sud à partir de 1975 (1) et qui joua un rôle déterminant dans l'affaiblissement du pays de l'apartheid, il s'agit avant tout de construire un levier pour détruire l'image d'une puissance qui mène une guerre coloniale, d'élargir la solidarité avec les palestiniens qui la subissent, de montrer au grand jour la réalité d'un pays pratiquant un racisme d'Etat.

Il nous semble aussi important de lutter ici même dans l'hexagone, contre la criminalisation des actions et des déclarations favorable au boycott d'israël et de montrer une solidarité sans faille à celles et ceux qui sont poursuivis et que les représentants de l'état sioniste tentent de faire passer pour de l'antisémitisme.

En effet, la campagne BDS est aussi à nos yeux un moyen de contrer les tentatives de déstabilisation que subit le mouvement de solidarité avec le peuple palestinien. D'un côté les sionistes qui veulent l'assimiler à l'antisémitisme ; de l'autre des antisémites réels qui essayent de s'y infiltrer. BDS est clair, « ce boycott ne vise pas la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels, il vise la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans ». Par ailleurs BDS ne se prononce pas en faveur de telle ou telle forme que pourrait mettre en place la société palestinienne, elle demande la fin de l'occupation et de la colonisation

(1) Dans les années 1960 les anarchistes espagnols avaient, eux-aussi, mené une campagne de boycott contre l'Espagne franquiste.

CHARTE DE LA CAMPAGNE BDS FRANCE

1 - Le boycott représente une prise de position, c'est un acte de dénonciation politique qui se poursuivra jusqu'à ce qu'Israël s'engage clairement dans le respect du droit international, la fin de l'occupation et de la colonisation.

2- Cette campagne de Boycott de l'Etat d'Israël en tant qu'occupant et colonisateur, comme celle du Boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid, n'est pas une fin en soi, destinée à discriminer une population. Elle constitue un outil de pression sur nos gouvernements pour qu'ils appliquent des sanctions et un levier sur le gouvernement israélien, qui servira à imposer la seule issue pour cette région : l'application du droit international et le respect des droits des Palestiniens.

3- *Notre action est éthique, citoyenne et politique.*
Elle s'inscrit dans notre combat permanent contre toute forme de racisme.
Elle ne vise pas des personnes ou des groupes en raison de leur origine ou de leur religion juive, ni leurs entreprises ou leurs produits.
Nous faisons une différence évidente entre un produit israélien que nous boycottons, et un produit casher produit par une entreprise non israélienne que nous ne boycottons pas.
Ce boycott ne vise pas la société israélienne ni les individus qui la composent, en tant que tels, il vise la politique coloniale d'occupation israélienne et ses partisans.

4 *- Nous nous engageons*
À refuser d'acheter ou de consommer les produits et les services de l'économie israélienne ;
À refuser de participer à toute action culturelle sportive... promue en France par des institutions officielles israéliennes ;
À informer les partenaires commerciaux ou institutionnels des raisons de notre boycott ;À mener des campagnes d'information et de sensibilisation du public sur les raisons du boycott, et sur les entreprises françaises qui participent à l'occupation et à la colonisation israélienne ;
À mener des actions d'information auprès des entreprises et comités d'entreprise français sur les produits israéliens et les raisons de cesser leur distribution.

5 - Notre action est non violente et respecte les personnes et les biens.
C'est le nombre de citoyens, associations, organisations syndicales et politiques qui nous rejoindront dans cette campagne solidaire et déterminée qui permettra d'atteindre ce but.

www.bdsfrance.org

Solidarité avec Alain Pojolat

Alain Pojolat, militant du NPA, a été mis en examen pour avoir déposé à la Préfecture, au nom d'une vingtaine d'organisations, une demande de manifestation de soutien au peuple palestinien pour le samedi 26 juillet, et qui a été maintenu malgré l'interdiction préfectorale.
Il passera en **proçès le mercredi 22 octobre 2014** devant le Tribunal de Grande Instance de **Paris.**
En criminalisant les actions de solidarité avec le peuple palestinien, le gouvernement prend de fait partie pour ceux qui le massacrent. Il cherche à nous dissuader de continuer à affirmer cette solidarité en s'en prenant à l'un des organisateurs. Alain Pojolat a eu le courage d'affirmer qu'on a le devoir de braver une telle interdiction. L'OCL affirme tout naturellement sa solidarité avec Alain, et avec de nombreux partis et associations exige l'abandon des poursuites à son encontre. Condamner Alain Pojolat serait un acte de complicité avec ceux qui lancaient quotidiennement ces bombardements terroristes sur Gaza.

Vient de paraître : Le Sionisme en questions

La guerre qu'Israël mène contre le peuple palestinien avec son cortège de nettoyages ethniques et de crimes de guerre n'a commence ni en 1967, ni meme en 1948. Elle remonte au debut du XX[e] siecle quand les sionistes ont commence leur conquete coloniale. Les « solutions » comme les accords d'Oslo qui ont voulu eviter d'aborder les questions vives (occupation, colonisation, apartheid, racisme...) ont definitivement echoue. Il est clair aujourd'hui qu'il s'agissait alors d'une grande illusion.

La question du sionisme est centrale comme l'etait celle de l'apartheid quand il a fallu imaginer un autre avenir pour l'Afrique du Sud. Le sionisme est a la fois une fausse reponse a l'anti-sémitisme, un nationalisme, un colonialisme et une manipulation de l'histoire, de la memoire et des identités juives. Il est aussi une ideologie pretendant transformer les anciens parias de l'Europe juges inassimilables en colons europeens en Asie.

Parce qu'il a gomme les differences ideologiques, le sionisme a abouti au gouvernement de type OAS qui gouverne aujourd'hui Israël. Cette ideologie n'est pas seulement criminelle pour les Palestiniens, elle n'offre aucune issue pour les Juifs qu'elle met sciemment en danger et qu'elle voudrait pousser a etre traitres ou complices. Sans dépassement ou rupture avec le sionisme, aucune paix juste n'est envisageable.

**6 euros l'exemplaire (Port compris)
40 euros les 10 exemplaires
pour la diffusion (port compris).
Acratie, l'Essart, 86310, La Bussière**



Libye, une société au bord de la rupture

Comment comprendre ce qui se passe en Libye ? La multiplicité des intérêts et des influences internes et externes crée une confusion qui met le pays à feu et à sang. La fin de la dictature offrait la possibilité de construire une société libre et égalitaire. Le soulèvement de la population en février 2011 aurait pu constituer une situation révolutionnaire qui au contraire s'est transformée en menace de retour d'une dictature militaire ou islamiste.

La situation politique en Libye est kafkaïenne. Du plus bref soulèvement populaire de l'histoire -10 jours, jour pour jour, du17 au 27 février 2011- est issu un Conseil National de Transition auto-proclamé. Il sera appuyé par les forces occidentales de coalition dont la France en tête. Dès le 17 mars, le conseil de sécurité des Nations Unies se prononce pour l'instauration d'une zone d' dans le ciel libyen (résolution 1973). Il autorise également «toutes les mesures nécessaires» ce qui signifie, en langage diplomatique, des actions militaires. Le 19 mars c'est la France qui commence le bal des bombardements de la Libye, à peine un mois après la première manifestation de rue ; l'Otan ne traîne pas et dans les 10 jours suivants prend le relais des forces françaises, américaines et britanniques (27 mars 2011). Après la mort de Kadhafi le 20 octobre, c'est la fin des opérations le 31 octobre 2011, laissant la population sidérée dans un chaos social indescriptible. Aujourd'hui la tentative démocratique imposée par la force des bombardiers de l'Otan vire au canular si ce n'est au cauchemar. La première structure élue le 7 juillet 2012, le Conseil National Général, siège à Tripoli avec son gouvernement, la deuxième structure élue le 25 juin 2014, la chambres des députés «le parlement», siège avec un deuxième gouvernement près de Benghazi, dans un bateau grec au large de Tobrouk. Du coup tout est en double, ce que signifie le début d'une division du pays. Quant aux structures armées multiples sous forme de milices utilisées au gré d'intérêts divers, elles devront faire face à une armée libyenne en cours de formation par un général à la retraite qui veut tenter de recommencer une carrière ratée de dictateur. Le premier scrutin libre dans l'histoire de la Libye, après plus de quarante ans de régime totalitaire, a élu en juillet 2012 le Congrès général national (CGN, Parlement) qui représente la plus haute autorité politique et législative et remplace le CNT (conseil national de transition) auto désigné le 27 février 2011. Toutefois, ce CGN a été accusé d'avoir contribué au développement de la corruption, à la dilapidation des richesses du pays, d'avoir favorisé la prolifération de groupes armés en tout genre et de n'avoir pas réussi à construire quoi que ce soit, pas même une école, une route ou une ligne de bus. Ce CGN était un facteur d'instabilité, mais il a aussi contribué à la résurgence d'un sentiment d'appartenance régionale, voire communautaire ou tribale selon la terminologie des journalistes français ; tout cela du fait des luttes d'influence entre libéraux, islamistes et opportunistes de tout poil, appuyés par des milices armées et les ambassades de divers Etats, à l'intérieur d'un pays qui peine à trouver son chemin.

Les instances politiques et les islamistes

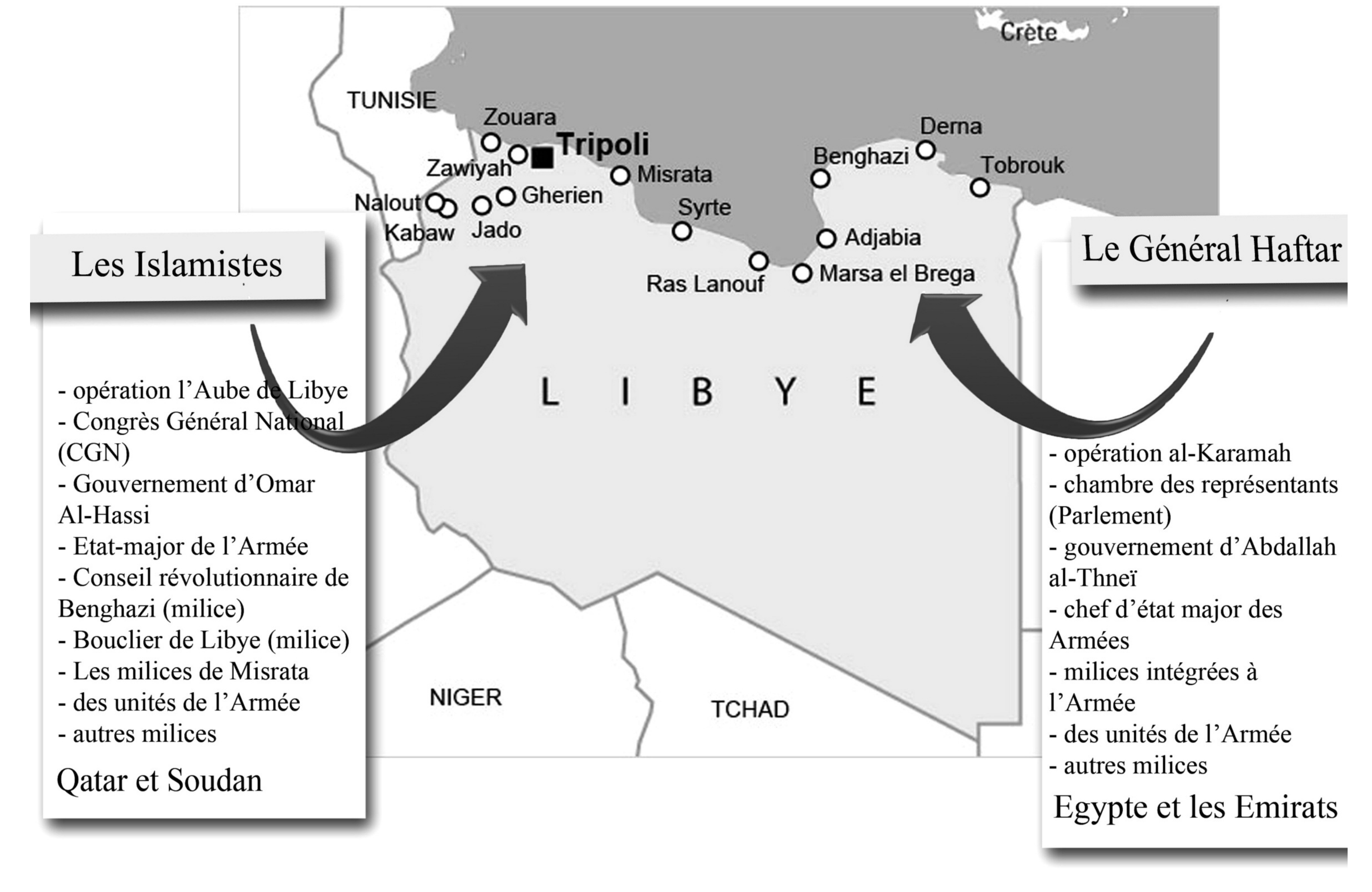
Le CGN est contrôlé par le Parti de la Justice et de la Construction, qui n'est pourtant pas majoritaire mais a le soutien d'autres personnalités et groupes proches, et constitue une droite islamiste, capitaliste, réactionnaire et obscurantiste. Le premier ministre de ce parlement, Ali Zeidan, capitaliste libéral pro-occidental, n'a jamais, ni lui ni ses ministres, exercé de véritable pouvoir. Après plusieurs tentatives, les islamistes ont réussi le 11 mars 2014 à le chasser pour le remplacer par le ministre de la Défense, Abdallah al-Thneï. Cette lutte de pouvoir assez classique et caricaturale cache bien sûr d'autres problèmes bien plus graves, car ce gouvernement actuel ou à venir n'a qu'un pouvoir symbolique sur la vie politique réelle qui, elle, se fait ailleurs… Le pouvoir de l'Etat est à Tripoli, et ailleurs ce sont différents types de pouvoir qui se superposent sous forme d'alliances, conflits ou ignorance. L'Etat, qui comprend un gouvernement désigné par le CGN, contrôle l'entrée de l'argent du pétrole ; il distribue les salaires et signe les chèques, achète soutien et protection aux groupes armés. Mais ce pouvoir à disposer de l'argent est limité par le Conseil Général National qui signe et adopte le budget, d'où ce bras de fer entre différents groupes pour contrôler le Conseil, véritable quartier général des affaires libyennes ! La présence des Frères Musulmans en Lybie remonte aux années cinquante, ils sont arrivés d'Egypte comme enseignants et intellectuels fuyant la répression de Nasser. Ils formaient une sorte de courant de pensée, jamais structurés véritablement en parti. Sous Kadhafi, ils constituaient les principales forces d'opposition avec l'appui des USA, du Qatar, de l'Arabie Saoudite, etc. Depuis que Mustapha Abdeljelil a formé le CNT en 2011, les islamistes n'ont pas quitté le pouvoir en Libye mais sans réussir à le contrôler totalement. On se demandent, pourquoi les islamistes non pas réussi à prendre l'ensemble des pouvoirs, législatif, et exécutif? Une partie de l'explication se trouve dans leur structuration en parti politique. En Libye, un parti islamique n'a pas de sens car tous les partis politiques actuels de droite comme de gauche, de l'Est ou de l'Ouest, intègrent l'islam, sous différentes formes, dans leur structure idéologique et programme politique. Il n'est pas envisageable, ni imaginable qu'un Parti puisse s'écarter de l'islam comme base morale et sociale, ou demande la séparation de l'état et de la religion, ce serait un suicide politique. Les Libyens ne voient donc pas l'intérêt qu'un parti récupère un concept général et le monopolise à son profit : c'est un peu comparable à l'idée d'écologie en Europe. Jusqu'au 21 juillet 2014, date de publication des résultats de vote pour la chambre de députés, il y a eu une sorte de consensus entre les islamistes qui contrôlent le CGN et les libéraux qui nomment le premier ministre, cette entente est due à l'équilibre des forces des milices qui sont à Tripoli, mais aussi de pressions extérieures venant de différents pays qui ne souhaitent pas que les islamistes soient trop visibles, en première ligne. Pour les islamistes c'est un paravent pour les relations extérieures avec l'Europe qui préfère un partenaire parlant le même langage qu'elle et qui ne s'arrête pas en pleine réunion pour faire sa prière.

Mais le premier ministre et son gouvernement devront ne pas trop s'écarter de la ligne des islamistes, s'ils veulent se maintenir à leur poste. Les islamistes libyens n'ont ni l'expérience politique, ni l'assise sociale ou populaire pour s'emparer du pouvoir politique ou l'assumer, comme en Egypte ou en Tunisie. Sachant qu'ils ne seront jamais majoritaires par le processus électoral, ils adoptent une stratégie de contrôle par

la force avec des groupes armés, utilisant les structures «démocratiques» pour maintenir l'illusion de pluralité et de démocratie. Les Libyens ont vécu 40 ans sous le régime autoritaire de Kadhafi et forcément ont intégré certains aspects idéologiques quand ceux-ci ne sont pas en contradiction avec le bon sens populaire. Un des slogans que les Libyens ont vu affiché partout durant 40 ans est «Appartenir à un Parti est une trahison». Depuis, les partis politiques suscitent la méfiance. En Libye il n'y a jamais eu de parti politique réellement issu de la société ; la plupart de ceux qui existent actuellement sont des groupements artificiels formés après 2011 pour s'emparer du pouvoir, dirigés pratiquement tous par des hommes d'affaires de retour d'Europe ou des USA sans aucune base sociale. Kadhafi a pu rester au pouvoir pendant plus de quarante ans grâce à son contrôle total sur l'armée et les arsenaux d'armes mais aussi grâce à une répression féroce contre les islamistes. Il finira par supprimer totalement l'institution militaire tout en gardant un énorme contingent de plusieurs «armées» contrôlées par ses fils et ses proches et en restant maitre de tout ce qui touche à l'armement et à son usage. Mais il n'a pas réussi à éradiquer les islamistes, au contraire, sous la pression internationale, son fils Seïf al-Islam a signé un accord avec eux et les a sortis de prison en 2010.

Le retour de l'armée

Aujourd'hui, la tentative de mettre sur pied une armée libyenne sur les ruines de l'armée de Kadhafi, pour prendre en main les affaires du pays, mettre fin à «l'anarchie», au «terrorisme», créer un dispositif capable d'agir et d'intervenir à tout moment, est une menace plus importante et plus dangereuse que les centaines de milices d'amateurs qui cherchent fric et gain immédiats. C'est Khalifa Haftar, officier de l'armée libyenne de l'ancien régime de Kadhafi, qui en est l'initiateur. Il a mené la guerre au Tchad où il fût emprisonné le 22 mars 1987 avec des milliers d'autres soldats et quelques officiers. C'est pendant son séjour en prison qu'il met en place avec ses codétenus militaires une armée d'opposition à Kadhafi car il pense que celui-ci les a laissé tomber. Les Américains finiront par exfiltrer le général et 350 de ses soldats vers les Etats-Unis. Il apparait en 2011 à Benghazi avec l'ambition -ou la mission- de prendre la tête de la révolution, mais l'ancien ministre de l'intérieur de Kadhafi, qui avait aussi participé à la prise de pouvoir avec Kadhafi en 1969, ne lui laisse pas la place. Quand Younès est assassiné en juillet 2011, le général Haftar est soupçonné d'être le commanditaire et prend du recul. Son passé qui conjugue à la fois une proximité avec Kadhafi puis avec la C.I.A ne prêche pas en sa faveur. Au Conseil National de Transition (CNT), dominé par les islamistes, on se méfie de lui, redoutant son ambition sans limites, son goût du pouvoir et son autoritarisme prononcé, déjà expérimenté au Tchad.Mi-février 2014, la situation en Libye est au bord de l'explosion, un peu partout dans le pays de nombreuses manifestations réclament la démission du gouvernement et du Conseil Général National. Ali Zeidan, le premier ministre de l'époque, a échoué au moins sur trois points importants : d'une part désarmer les milices, dissoudre les différentes brigades et unités et les intégrer dans l'armée régulière, d'autre part libérer les ports et installations pétrolières contrôlées par les fédéralistes et enfin faire cesser les attentats et assassinats à Benghazi. Profitant de ce climat, dans un dernier geste pour se faire une place au soleil, Khalifa Haftar fait une déclaration fracassante sur une télévision saoudienne. Il annonce au nom de l'armée libyenne, la suspension du gouvernement et du parlement, le transfert du pouvoir à la Cour Suprême et la mise en place d'une feuille de route. Bien qu'avant cette tentative de coup d'état par télévision interposée, Haftar ait reçu de nombreux soutiens de la part de personnalités, de notables et d'hommes d'affaires, son action au final n'a eu aucun effet sur le terrain si ce n'est la menace de son arrestation. Il est étonnant que cet homme de main des Américains n'ait pas joué un rôle plus important dans la vie politique en Libye, mais il faut dire que les islamistes ne le



laisseront pas faire aisément. La seule explication c'est que cet homme soit détesté par les islamistes, tout comme Abdelfettah Younès et tous ceux qui sont en capacité de reconstituer l'institution militaire ; c'est un divorce historique entre islamistes et armée, divorce initié il y a un demi-siècle par Nasser, poursuivi par Kadhafi.

A la tête d'une force militaire autoproclamée «armée nationale libyenne», le général Haftar a lancé sa deuxième opération, nommé «Al-Karamah ou Dignité». C'est vendredi 16 mai 2014 à Benghazi qu'il lance sa tentative pour prendre le pouvoir, prétextant la lutte contre le «terrorisme» notamment contre le groupe djihadiste Ansar Al-Charia. Ce groupe est accusé d'être à l'origine d'une vague d'assassinats visant depuis deux ans des membres des forces de sécurité, des juges et d'anciens officiers de l'armée de Kadhafi, des journalistes, des hommes et des femmes politiques ; on le dit aussi responsable de l'attaque contre le consulat des Etats Unis et l'assassinat de l'ambassadeur américain. Khalifa Haftar, qui a bénéficié de l'appui aérien de quelques unités de l'armée, s'est également heurté aux combattants de la brigade du 17-Février, un des premiers groupes armés créé en 2011 contre le régime Kadhafi, qui reste fidèle aux islamistes. Bilan : près de 100 morts et de nombreux blessés. L'opération Al-Karamah du16 mai 2014 le remet au cœur de la lutte qui agite la Libye entre frères musulmans, islamistes radicaux d'un côté et militaires, libéraux de l'autre. Haftar, lui est soutenu par l'Egypte du général Abdelfatah al-Sissi, qui a réalisé un scenario semblable en Egypte quelques temps auparavant. Les islamistes ont dénoncé ce coup d'état affirmant que d'anciens du régime de Kadhafi sont de retour sur les chars d'Haftar. Ils ont riposté après les dernières élections, voyant qu'ils perdaient le contrôle du nouveau parlement, en lançant l'opération baptisée «Fajr Libya» ou Aube de la Libye, soutenue militairement par les milices de Misrata pour contrôler Tripoli.



Al-Karamah : manifestation de soutien à l'opération al-Karamah du général Haftar

Si les élections…

Les élections législatives du 25 juin 2014, ont été présentées comme la solution miracle pour stopper la corruption et les violences, les assassinats, les attentats à la bombe, les enlèvements, … qui secouent le pays depuis trois ans, mais ne dit-on pas en France, que si les élections pouvaient changer quelque chose, elles seraient interdites ! Bien que les élections aient été interdites pendant quarante ans, les Libyens ont compris en peu de temps qu'elles ne servaient à rien. Donc, très faible participation, seulement 630 000 personnes se sont déplacées pour une population de 6 millions d'habitants ; seul 1,5 million de Libyens s'étaient inscrits pour le scrutin contre plus de 2,7 millions en 2012 sur 3,4 millions d'électeurs potentiels, soit un taux de participation de 42 %, selon des estimations préliminaires de la Haute Commission électorale (HNEC). Si on prend en compte la totalité des 3,4 millions d'électeurs, la participation serait de 18%, ce qui est très peu pour un régime qui considère le bulletin de vote comme le principal motif et la justification aux milliers de morts et à la destruction totale des infrastructures du pays. Une autre raison à la faible participation est l'appel au boycott lancé par les Imazighens (Berbères). Ceux-ci contestent les modalités du vote des articles de la constitution au sein du comité chargé d'écrire cette constitution et dénoncent le nombre insuffisant de représentants berbères (6/200). Il y avait donc matière à contester ces élections, et ceux qui le font, ce sont les islamistes qui ont perdu ces élections en devenant minoritaires.

De fait, la situation actuelle de la Libye est celle d'un pays schématiquement divisé en deux entités non définies, par l'existence de deux parlements, deux gouvernements, deux premiers ministres, deux présidents de parlement, dans deux régions différentes. La nouvelle chambre des représentants qui devrait comporter 200 députés n'en compte que 184, les 6 sièges destinés aux Berbères sont restés vides ainsi que dix autres sièges car les bureaux de votes ont été saccagés ou fermés par des groupes ou personnes armés. Le siège de ce parlement est à Benghazi, la première assemblée s'est tenue dans un bateau au large de Tobrouk, lieu jugé plus calme et moins risqué, et a chargé Abdallah al-Thneï, l'ancien premier ministre, de former un gouvernement. Ce parlement considéré comme légitime est soutenu par la France et l'ONU mais aussi par le général Haftar et son mouvement. De l'autre côté du pays, à Tripoli, les islamistes, refusant le résultat du scrutin sous prétexte que le siège central selon la constitution devrait être à Benghazi, ont appelé à reconstituer l'ancien parlement (CGN) et ont désigné Omar Al-Hassi pour former un gouvernement. Les islamistes bénéficient, en plus de leur force armée, du soutien de la ville de Misrata et de sa bourgeoisie commerciale et industrielle ; ils ont une puissante armée qui a réussi, après de nombreux combats acharnés durant un mois, à récupérer l'aéroport de Tripoli, en tout cas ce qu'il en reste, et à le libérer du contrôle des forces de Zintan et de l'armée officielle, ce qui a coûté 2 milliards de dollars de dégâts et fait plus de 100 morts. Mais cette division entre l'Est et l'Ouest n'est pas totalement aboutie, en tout cas pas tout à fait, car à l'Est, il y a encore un autre clivage entre la chambre des représentants et des groupes islamistes. La chambre des représentants, élue en juin, est certes réduite au minimum, par le boycott des islamistes mais elle demeure légale, légitime et soutenue par l'armée et le général Haftar et par la majorité de la population et les instances internationales. Seulement Ansar al-Charia et divers groupes djihadistes, affiliés plus ou moins au Jihad International, ont un autre projet politique et social pour la région de Benghazi et représentent une source permanente de violences et de risque d'une guerre dans la guerre, notamment autour de l'aéroport de Bnina. Le scénario est le même pour Tripoli où les islamistes et les milices de Misrata contrôlent la quasi totalité des villes, cependant la présence des forces de Zentan qui ont perdu la bataille de l'aéroport, mais demeurent armées et possèdent une réserve très importante d'armes et munitions, représente une source permanente d'opposition aux islamistes avec le soutien d'autres groupes moins importants comme ceux des villes de la région Ouercheffanah -



Réservoir en feu à Tripoli après la bataille autour de l'aéroport entre Zentan et Misrata

une zone à l'Ouest de Tripoli qui remonte du Sud jusqu'au pied de la montagne Nefussa.

Les ingérences multiples

Plusieurs conférences internationales ont eu lieu au sujet de la Libye avec la participation des gouvernements français, américain et autres pour venir en aide au régime actuel qui n'arrive pas à gérer la crise. L'insécurité empêche les firmes et entreprises étrangères de poursuivre leurs investissements : la production du pétrole est à son plus bas niveau depuis près d'un an, les attentats et assassinats politiques ne cessent de se multiplier, le trafic d'armes vers l'Egypte, la Tunisie, le Mali ne s'arrête pas malgré la présence de nombreux experts et officiers américains, italiens et français chargés de contrôler les frontières et des bateaux de travailleurs clandestins ne cessent de chavirer sur les côtes européennes de la méditerranée. Les inquiétudes des Américains et Européens se traduisent par la multiplication de conférences, réunions et rencontres au plus haut niveau et cela sans résultats à ce jour.

Le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, a alerté début septembre, sur la «gravité de la situation en », estimant qu'elle nécessitait l'intervention de la France. «Rappelons-nous ce que nous avons collectivement entrepris et réussi au Mali : une opération militaire de grande ampleur pour libérer ce pays de la menace djihadiste, et un processus politique démocratique. La dégradation de la situation sécuritaire en Libye pourrait entamer cet acquis. Le sud libyen est une sorte de 'hub' où les groupes terroristes viennent s'approvisionner, y compris en armes, et se réorganiser. [...] Or la Libye est à la fois la porte de l'Europe et du Sahara». Le Premier ministre libyen Abdullah al-Thneï a demandé le soutien de ses homologues les princes des Emirats Arabes Unies mais aussi d'autres pays pour sortir la Libye de la crise : «Nous demandons à tous les Etats influents dans la région notamment aux Etats-Unis et à la France de nous aider à combattre le terrorisme car c'est devenu un problème international».

Une guerre larvée s'est déclenchée contre le Qatar de la part de l'Egypte du fait de la chute de M. Morsi et du coup d'état du général Sissi mais aussi de la part de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et du Bahreïn qui ont rappelé leur représentation diplomatique de Doha, en mars 2014, en signe de protestation contre le soutien du Qatar aux groupes islamistes. Le risque d'éclatement du pays est aggravé par ces interventions extérieures soutenant les diverses fractions les unes contre les autres en fonction d'intérêts différents. On peut actuellement parler d'une guerre civile en Libye sans trop exagérer car ce qui se passe n'a pas d'autre nom. Cette guerre peut être vue aussi comme une guerre par «procuration» entre des forces extérieures antagonistes : le Qatar d'un côté et les Emirats Arabes Unis, de l'autre. Le Qatar est le refuge d'Ali Sallabi, le théoricien des islamistes libyens, c'est l'homme le plus influent de la branche politique de l'islam libyen ; les Emirats Arabes Unis, pour leur part, abritent Mahmoud Jibril, ancien premier ministre, homme libéral et pro-occidental, considéré comme le chef de file des libéraux. On peut ajouter à ces deux pays, l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Turquie, le Soudan et l'Egypte qui, tous, ont des intérêts financiers et géostratégiques considérables dans le pays. Des bombardements de positions islamistes à Tripoli et à Benghazi ont été attribués aux forces armées des Emirats Arabes Unis avec l'aide de l'Egypte ce qui peut donner prétexte au Qatar, à son tour, d'intervenir pour soutenir ces alliés. Deux avions pleins d'armes et munitions affrétés par le Qatar ont atterri à Tripoli, ce qui prouve que leur ingérence a bien commencé malgré leurs dénégations. Et s'y ajoute la France qui veut intervenir probablement dans le sud du pays pour protéger ses intérêts dans les pays limitrophes, ce qui a déclenché des manifestations à Tripoli, Benghazi et dans d'autres villes en soutien aux islamistes dénonçant le coup d'état militaire et l'intervention étrangère.

En conclusion

Les nombreux experts et spécialistes qui se penchent sur la situation de violence que les Libyen-nes subissent tous les jours, attribuent ce désordre, sans chercher plus loin, à l'absence d'état, de police et d'armée. Il existe un consensus parmi toutes ces officines de recherche ou médiatiques et aussi dans la population, autour de l'urgence pour solutionner cette catastrophe qui serait l'instauration d'une armée et d'une police avec un état central fort et peut-être même un homme fort capable de maintenir le tout. Attribuer ce chaos à l'absence d'état régalien est une tentative de réparer une erreur par une autre erreur. Tous ces spécialistes ne voient pas que ce qu'ils réclament c'est exactement le régime de Kadhafi, détruit en 2011 avec l'aide de l'Otan. La Lybie reste le dernier exemple qui prouve de manière éclatante que ni la force de l'Otan, ni celle des Etats Unis ou de la France, ne peuvent amener un changement politique ou social en lieu et place de la population. Et que ces interventions de Sarkozy et de l'Otan n'étaient pas pour instituer la démocratie, ni pour offrir la liberté aux Libyens mais pour défendre des intérêts financiers et géostratégiques dans la région. Quand le ministre des affaires étrangères russe Sergueï Lavrov rappelle à son homologue français, Laurent Fabius, que les hommes que les Francais ont armé et soutenu en Libye en 2011 sont les mêmes qu'ils combattent au Mali, en Syrie, en Irak, ce dernier lui répond : « Ah oui, c'est la vie !» Reste évidemment, le sort de la majorité de la population qui subit ce climat de guerre. Ceux qui en ont les moyens comme en 2011 ont pris leur voiture ou leur avion et sont partis ; 100 000 personnes ont quitté le pays et encore plus parmi les plus vulnérables : ce sont près de 150 000 travailleurs immigrés qui ont quitté le territoire. Sans compter les quelques milliers de «clandestins» qui se sont noyés dans la mer méditerranée sur les côtes de Lampedusa.

Car la Libye est le cas typique où le capitalisme colonial a agi vite et sans réfléchir, action que les Libyens paient et paieront pendant de nombreuses années à venir. Une armée ne peut pas régler un problème de l'ampleur de ce qui se passe en Libye, ni un état, ni la police. Seule la société elle-même dans son ensemble peut régler ses problème. On voit que la situation est loin d'être stable ni révolutionnaire et que les Libyen-nes ont bien du souci à se faire sur leur avenir. Tout peut changer ou basculer à tout moment au gré de déclarations sulfureuses, de soutien divers et d'intervention masquée des acteurs extérieurs. L'heure est aux surprises et les intérêts des uns et des autres mènent le bal.

Partout où les armées occidentales sont intervenues c'est le règne du chaos, de la guerre civile et l'éclatement des pays «secourus» ; les populations en paient chaque jour le prix en vies humaines, en déséquilibre politique, en menaces totalitaires armées. La Libye, épargnée jusque là, vient d'entrer dans ce cercle infernal. Qui peut en prédire la fin ?

Saoud Salem, OCL Toulouse,
20 septembre 2014

Perspectives d'indépendance et de désobéissance dans les Pays Catalans

En février dernier, Courant Alternatif *publiait une analyse de la revendication indépendantiste catalane, balayant de la droite néolibérale CiU à l'extrême-gauche CUP (cf. CA 237, téléchargeable sur le site OCL). Une mobilisation record en faveur d'un référendum d'indépendance s'est déroulé à Barcelone, en septembre...*



Volem votar : nous voulons voter !

Dans les médias il a été impossible de minimiser la participation populaire à l'édition de 2014 de la Diada, journée nationale revendicative en faveur de l'indépendance de la Catalogne qui a lieu tout les 11 septembre. Prés de deux millions de personnes ont participé à un rassemblement dans deux avenues de Barcelone convergentes qui dessinent un « **V** », un « **V** » pour les mots « Vote » + « Victoire » pour revendiquer la tenue d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne.

Cette mobilisation historique en faveur de l'exercice du droit à l'autodétermination est la conséquence d'un mouvement de fond entamée en 2009 dans la commune d'Arenys de Mar (gouvernée à l'époque par la gauche indépendantiste radicale) où s'est tenue un référendum municipal sur l'indépendance non reconnue par Madrid mais qui a poussé plus de 130 autres communes à faire de même !

En plus de l'expression massive pro indépendantiste dans les mobilisations de rue, la majorité politique du parlement catalan (dirigé par la droite nationaliste catalane CIU) s'est engagée à donner la parole au peuple catalan en organisant le 9 novembre 2014 un référendum sur cette éventualité.

Une éventualité que le gouvernement de Madrid se refuse à envisager et que le tribunal suprême de Madrid ne manquera pas de déclarer anticonstitutionnelle.

S'il existe un réel consensus pro indépendance et pro référendum allant de la gauche radicale (incarnée par la CUP - Candidature d'Unité Populaire – présente au parlement Catalan et dans une centaine de municipalités) en passant par les sociaux démocrates de la Gauche Républicaine Catalane (ERC), les écologistes jusqu'aux nationalistes de droite, il n'en existe pas moins des clivages fondamentaux entre ces forces qui risquent de réapparaitre bien vite.

L'indépendance pour tout changer ? Ou simple transfert de compétences supplémentaires ?

C'est autour de ce slogan que la CUP et la myriade de groupes de bases , syndicats, orga de jeunesse, partis et collectifs antirépressifs constituant la nébuleuse de la gauche indépendantiste radicale avancent leur spécificité politique.

1-En refusant la perspective d'un nouveau pacte de transferts de compétences entre Madrid et la bourgeoisie catalane en échange de la non-tenue d'un referendum "illegal" . La gauche indépendantiste plaide pour la désobéissance de masse en exigeant du gouvernement local catalan le maintien du referendum sur l'indépendance à tout prix.

2-Le 11 septembre dernier la gauche indépendantiste a l'issue du "V" symbolique , a defilé sous ses propres couleurs en rappellant également que son objectif final est une république socialiste et féministe des pays Catalans de Perpignan à Alicante , incluant donc la Catalogne Nord occupée par la France, la Catalogne, le Pays de Valence, les iles Baléares et la frange du Ponant - zone catalanophone incluse dans l'Aragon. Prés de 50 000 personnes dont beaucoup de libertaires (notamment affiliés à la CGT espagnole, syndicaliste révolutionnaire locale), d'acteurs des mouvements sociaux pour les services publics ou de secteurs privés en lutte, de squatteurs, d'antifacistes constituaient le gros des troupes en affirmant ceci :

« *Le démantèlement des droits sociaux va à toute allure grâce à la collusion entre le CiU, le PP et le parti socialiste espagnol. De la même manière, aussi, nous subissons les effets des politiques rétrogrades en matière de droits linguistiques, de genre, civils, etc. Encore une fois, nous affirmons fermement que nous devons désobéir à ces lois qui nous sont imposées. Les lois comme celle du ministre Wert qui nous refuse le droit à l'éducation pour le peuple catalan. Les lois comme celle de la réforme de l'avortement qui nous refuse le droit à disposer de notre propre corps.*

Nous avons besoin de changer de régime. Nous avons besoin d'une République des Pays Catalans. Mais nous avons aussi besoin de changer de système. Nous avons besoin de l'indépendance pour tout changer. Nous voulons l' indépendance, le socialisme et le féminisme pour les Pays Catalans.

Dans ce chemin vers la liberté nous avons un rendez-vous important le 9 novembre prochain. D'ors et déjà nous l'annonçons : le peuple catalan n'a pas besoin de la permission pour être souverain. Nous annonçons, encore une fois, que nous n'accepterons pas un autre accord et que nous voterons quoiqu'il advienne le 9 novembre prochain

La désobéissance est indispensable pour pouvoir réaliser n'importe quel changement social ou politique en profondeur. C'est pourquoi, il nous faudra appliquer la désobéissance pour être libres."

Au lendemain du vote en Ecosse, avant celui en Kanaky et pour répondre aux mouvements revendicatifs perdurant en Corse, Pays Basque et Bretagne, les anticapitalistes seraient bien inspirés d'apprendre de la CUP et de l'ensemble de la Gauche Indépendantiste. Valls, Merkel, Fabius ont volés au secours de Madrid pour refuser la perspective d'une Catalogne indépendante ; la tâche des révolutionnaires est bien d'aider la gauche indépendantiste radicale dans son projet rupturiste de désobéissance populaire.

Gael Roblin (militant de la Gauche Indépendantiste Bretonne et co-animateur du site http://www.bretagne-info.org/) - intro Chapeau de OCL Nantes

Pour en savoir plus :

- Llibertat, un site de contre info (proche du MDT, un des secteurs de la CUP...): http://www.llibertat.cat/
- le site de la CUP : http://cup.cat/
- Endavant (assembléiste et marxiste de base, un des partis présents dans la CUP) : http://www.endavant.org/



De la guerre au Donbass… à la seconde guerre froide?

Nous commençons cet article sur l'Ukraine par l'histoire d'Artur Gasparyan, volontaire arménien, recruté à Moscou et envoyé se battre à Sloviansk. L'intégralité de son témoignage peut être trouvée en anglais sur le site du Guardian**).*

Le récit de Gasparyan

« Environ dix personnes étaient venues au rendez-vous. […] Un homme slave qui ne donna pas son nom, en habit civil, est venu à notre rencontre. Il nous demanda en premier si nous savions manier des armes. Il nous prévient que nous allons dans la ville de Sloviansk, que nous allons au-devant d'une mort certaine, que la punition pour le pillage était l'exécution sur le champ.

Ils ne nous ont promis ni défraiement ni paiement. Seulement de la nourriture gratuite, des habits, des armes et la garantie qu'ils transporteraient nos corps à Rostov-sur-le-Don [en Russie] *afin de les remettre à notre famille. […] Au matin du 12 mai, le groupe est rentré dans deux voitures et nous sommes partis en direction du sud. Ils nous ont amenés à un camp. […] Nos téléphones et autres affaires personnelles ont été consignés et confisqués. »*


**www.theguardian.com/world/2014/jul/15/separatist-fighter-russia-eastern-ukraine-interview*

Les deux semaines suivantes, Gasparyan et les autres volontaires subissent un entraînement militaire. De plus en plus de nouvelles recrues arrivent au camp.

« Il y avait des caucasiens, des arméniens de Krasnodar et de [la ville ukrainienne de] Kryvyï Rih. Des tchétchènes sont également arrivés un peu plus tard. »

Le 23 mai, ils quittent leur camp pour la frontière ukrainienne. Là, ils reçoivent des grenades et des fusils d'assaut. Le lendemain, ils passent en Ukraine et sont accueillis par des représentants de la République autoproclamé de Donetsk. Dans la nuit du 25 au 26, ils partent prendre le contrôle de l'aéroport de Donetsk.

« Nous nous sommes positionnés à chaque étage. Mon assistant et moi-même étions au 7ème étage – le toit. On nous avait ordonné de couvrir une élévation se trouvant à un demi-kilomètre pour que personne ne puisse s'y installer. […] A 14 heures, un hélicoptère est arrivé, puis les avions et ils ont commencé à bombardé. […] C'était une grosse attaque – j'ai compté quatre hélicoptères et deux avions. »

Gasparyan explique que leur chef, un ancien haut gradé des forces spéciales russes, pensait que les ukrainiens n'oseraient pas bombarder un aéroport fraîchement construit pour la Coupe d'Europe de 2012 et leur avait donc dit de laisser les armes anti-aériennes à l'arrière.

« Quelqu'un a contacté le commandant – un homme nommé « Spark » - et nous a ordonné de prendre place dans deux camions. […] Je ne voulais pas monter. Je savais à quel point ça pouvait être risqué. Spark m'a dit : « si tu questionnes les ordres, je te descends ici ». J'ai ramassé mon arme et pris place. »

Les deux camions parviennent à quitter l'aéroport. Mais arrivés en ville, ils tombent dans une embuscade. Gasparyan parvient tout juste à s'en sortir tandis que ses camarades sont taillés en pièces. Il apprendra quelques jours plus tard que ce n'était pas l'armée ukrainienne qui leur tirait dessus mais d'autres séparatistes qui les avaient pris pour des partisans du « Secteur de Droite », le groupe d'extrême droite pro-ukrainien.

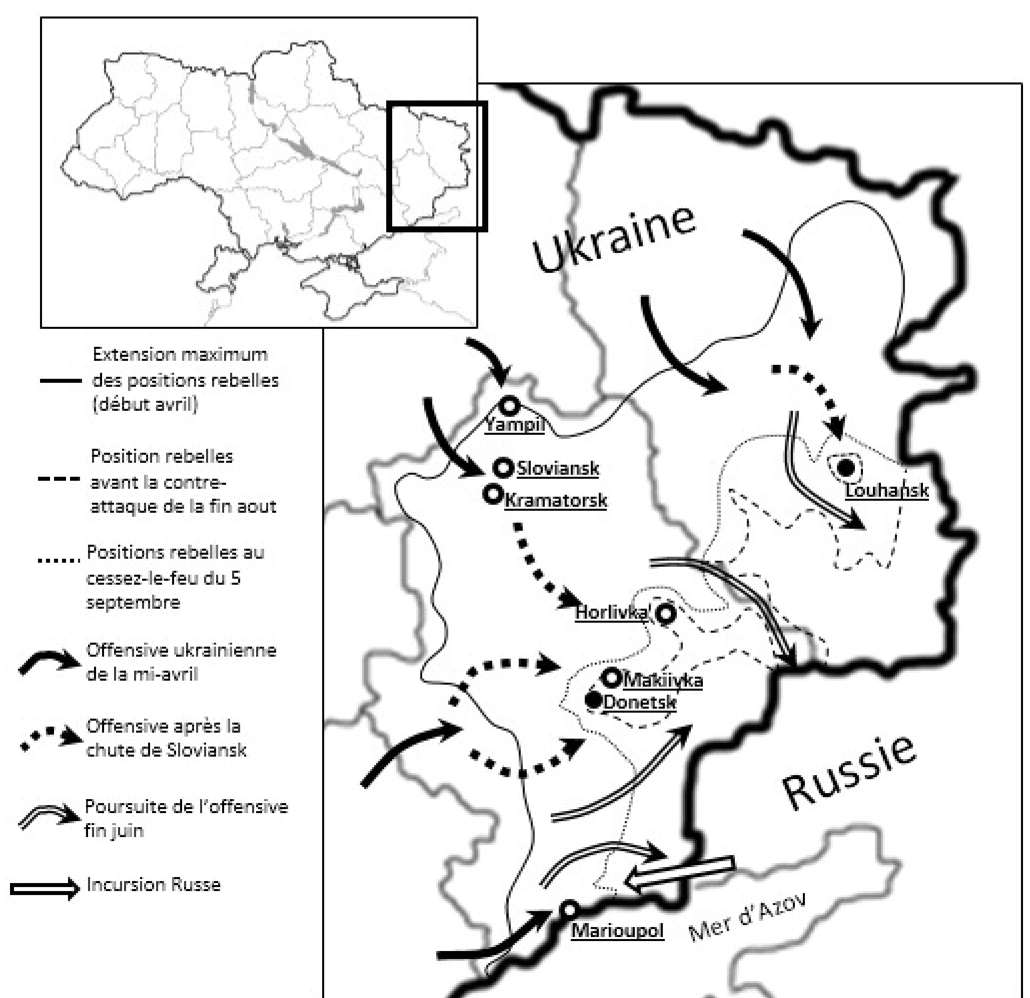
« Nous nous demandions que faire à présent. Nous avons décidé de prendre la fuite durant la nuit, secrètement, à pieds, jusqu'à la frontière russe. »

Mais le petit groupe de déserteurs se fait rattraper le lendemain par des hommes partis à leur recherche. Ils parviennent à leur échapper de nouveau et gagnent la ville la plus proche où ils racontent leur histoire au commandant (séparatiste) de la place, un homme surnommé « Diable ».

« Diable s'est révélé être quelqu'un de normal, […] Il nous promit de nous renvoyer en Russie à la première occasion. »

Ils se battent encore quelques semaines sous ses ordres et le 15 juin, comme promis, ses compagnons et lui reçurent chacun 1000 hryvnia (environ 60 euros) pour la route et partirent pour la frontière. Ils furent conduit jusqu'à Rostov, en Russie, et arrivèrent dans la même base ou ils s'étaient entraînés plusieurs semaines plus tôt. On leur remit leurs effets personnels et les renvoya à la maison.

Gasparyan nous livre encore quelques informations surprenantes. D'après lui, le nombre d'ukrainiens dans son unité ne devait pas dépasser les 20%. Ailleurs, le ratio de combattants ukrainiens et de volontaires étrangers serait plus proche de 50/50.



« La plupart [des combattants] étaient des russes, des tchétchènes, des Ingouches. Il y avait aussi des arméniens comme moi. »

Le journaliste parlant à Gasparyan finit son interview en lui demandant pourquoi il était prêt, en tant qu'arménien, à mourir pour un pays étranger.

« Je ne considère pas la Russie comme un pays étranger, j'ai la mentalité d'un soviet. Mon grand-père a lutté pour l'Union Soviétique et je me bats pour elle. »

Ce témoignage nous permet de comprendre un peu mieux ce qui se passe dans l'est de l'Ukraine. Bien que la majorité des combattants séparatistes soient originaire d'Ukraine, des centaines, voire des milliers de volontaires comme Gasparyan combattent aux côtés des séparatistes et de nouveaux arrivent chaque jour. Ce sont là tous les « loups de guerre » issus des conflits caucasiens survenus à la chute de l'Union Soviétique, des tchétchènes ayant déjà connu des années de guerre, des arméniens du Haut-Karabakh, des ossètes…

L'imagerie soviétique est très largement utilisée par les séparatistes comme moyen de propagande. Deux volontaires espagnols partis se battre à leurs côtés posant devant un drapeau de l'Espagne républicaine et un drapeau rouge ont même fait la une sur Russia Today**.

Mais il ne faut pas se leurrer, même si certains peuvent être séduits par cette imagerie, il n'y a rien de révolutionnaire derrière les Républiques populaires de Louhansk et de Donetsk. Nous reprenons ici une partie de la déclaration « guerre à la guerre » fait par le SAT (le Syndicat Autonome des Travailleurs), la version complète peut être trouvée en anglais sur leur site***.

« Les Républiques populaires" de Donetsk et Louhansk sont un ensemble de juntes militaires belligérantes de droite. Les droits et libertés qui sont accordés dans le reste de l'Ukraine n'existent pas dans les territoires placés sous leur contrôle. Les manifestations publiques de toute dissidence politique sont impossibles : des militants de la défense des droits des travailleurs qui avaient critiqué la RPD ont été enlevés et torturés. Si ces régimes persistent, les travailleurs seront complètement privés de toute possibilité de défendre leurs droits reconnus légalement. La seule forme possible d'activité de la gauche" dans la RPL et la RPD est le culte rituel des symboles soviétiques qu'ils utilisent, mais qui n'a rien à voir avec les intérêts de la classe ouvrière. »

Dans leur déclaration, le SAT critique également le nouveau gouvernement ukrainien :

« Les autorités ukrainiennes tirent profit des contrats de guerre, envoient des réservistes et des jeunes soldats inexpérimentés sur le front de la guerre civile et essaient d'utiliser la prolongation du conflit pour renforcer leurs positions. […] Le Parlement est composé de représentants des partis conservateurs et l'extrême droite (Batkivschina", Svoboda"), qui ont à plusieurs reprises voté des lois obscurantistes – en particulier la réinstauration de la peine de mort, la loi restreignant l'avortement, la loi sur la détention préventive pour raisons politiques – ; les chartes programmatiques de ces partis contiennent des appels à interdire les grèves politiques. »

Un exemple concret des agissements de ce nouveau gouvernement ukrainien est celui de l'attaque du centre socio-culturel squatté de Kharkiv « Autonomia ». Le 31 août des néo-nazis attaquent déjà le squat en toute impunité mais sont repoussés par les occupants. Mais le 2 septembre c'est au tour de la police de venir frapper à la porte du centre à coup de gaz lacrymogène. Ils pénètrent dans le squat et les habitants des lieux sont inculpés d'avoir occupé un bâtiment vide. A relever que pendant la répression de la place Maidan sous Ianoukovytch, les manifestants recevaient déjà de lourdes peines pour toute occupation de bâtiments…

Retour sur le terrain

Depuis le départ de Gasparyan, la situation a beaucoup changé sur le terrain, en commençant par la chute de Sloviansk. Ce véritable bastion séparatiste, tenu par un petit millier de partisans, résiste depuis avril aux assauts de l'armée ukrainienne. Suite à l'échec de la première offensive lancée le 15 avril, qui a vu la dissolution de la 25ème brigade aéroportée ukrainienne après qu'une partie de ses hommes soient allés rejoindre le camp des insurgés avec armes et véhicules, les Ukrainiens encerclent la ville. Les lignes de ravitaillement des insurgés, mais également de la population civile, sont partiellement coupées.

Les Ukrainiens massent donc des forces pour une seconde offensive. Le 2 mai, la 95ème brigade aéroportée, appuyée par la garde nationale, de l'artillerie lourde et des hélicoptères de combat lancent l'assaut. Les données manquent sur le nombre de combattants de chaque côté. Mais un calcul rapide nous amène à près de 4'000 soldats ukrainiens et des centaines d'engins blindés contre moins d'un millier d'hommes et quelques véhicules blindés (ceux de la 25ème brigade).

Les rebelles perdent du terrain, mais résistent. Ils abattent même plusieurs hélicoptères. Devant la résistance des séparatistes, les Ukrainiens changent de stratégie. Durant tout le mois de juin, ils renforcent leurs dispositifs autour de la ville et bombardent les positions insurgées à l'artillerie. Des civils sont souvent victimes de ces tirs et la situation des insurgés devient critique.

Dans la nuit du 4 au 5 juillet, sentant l'étau se resserrer, les insurgés tentent une percée. Certain sont tués et ils perdent plusieurs véhicules. Mais la surprise et la désorganisation des Ukrainiens jouent en leur faveur. Le gros de leurs forces brise l'encerclement de la ville et parvient à rejoindre Kramatorsk, sous contrôle rebelle à cette date, à une vingtaine de kilomètre au sud.

La bataille de Sloviansk prend donc fin le 5 juillet. Le drapeau ukrainien flotte au-dessus de la ville. Les morts se comptent en centaines et près de 40 % de la population civile a fui.

Malgré quelques contre-attaques locales, les séparatistes perdent partout du terrain. Il faut dire que le rapport de force n'est pas en leur faveur. D'après une déclaration du premier ministre ukrainien Arseniy Yatseniuk, pour mater une force rebelle estimée entre 10'000 à 20'000 hommes, ce ne serait pas moins de 50'000 hommes, des centaines de blindés, de l'artillerie lourde appuyée par de l'aviation ainsi que des hélicoptères d'attaque au sol qui seraient déployés.

Le 17 juillet, un événement vient perturber encore plus la situation. A plus de 10'000 mètres d'altitude en zone rebelle, le vol MH17 de la Malaysia Airlines explose avec ses 298 occupants. Chaque camp s'accuse mutuellement. Accident ou pas, pour les Ukrainiens et les Américains, il ne fait aucun doute : l'avion s'est fait abattre par des séparatistes, voire même par les russes eux-mêmes. Pour les rebelles, c'est un missile ukrainien qui aurait abattu l'avion. Que ce soit les Ukrainiens ou les séparatistes qui soient à l'origine de cette catastrophe, cela va permettre aux Américains d'alourdir les sanctions sur la Russie et les tensions « est /ouest » montent encore d'un cran.

Fin juillet, l'armée ukrainienne a fait reculer les séparatistes sur tous les fronts. Les deux bastions séparatistes de Louhansk et de Donetsk sont en proie aux combats. Plus des trois quarts du territoire précédemment capturés par les insurgés ont été repris par les ukrainiens et les forces rebelles ont été coupées en deux après de lourds combats dans la région de Shakhtarsk.

Le 18 août, les forces ukrainiennes ont encerclé Louhansk. On se bat également à Horlivka et dans les faubourgs de Donetsk à Makiivka. Pendant près d'une semaine, les Ukrainiens vont progresser, quartier par quartier, maison par maison. Des dizaines de civils qui n'ont pas fui les combats se retrouvent pris sous les bombardements et tués. (Pour information, Selon, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, ce ne serait pas moins de 730'000 civiles qui

** http://rt.com/news/179240-spanish-volunteers-eastern-ukraine/).

*** www.avtonomia.net/2014/06/17/vojna-vojne-zayavlenie-levyh-i-anarhistov-po-povodu-protivostoyaniya-v-ukraine-2/

auraient pris la fuite pour la Russie et près de 117'000 qui se seraient déplacés à l'intérieur même de l'Ukraine).

Mais le 23 août, les insurgés lancent une vaste contre-offensive. Sur presque tous les secteurs, les Ukrainiens doivent stopper leur progression avant de passer sur la défensive. Plus grave encore, le 25, un nouveau front sur la côte de la mer d'Azov en direction de Marioupol est ouvert. Des « hommes en vert » (en référence aux soldats russes, portant ni insigne ni drapeau ayant capturé la Crimée), font apparition un peu partout. Des blindés provenant de Russie font même irruption dans la ville côtière de Novoazovsk, située entre la frontière russe et Mariupol et forent les troupes de la garde nationale, faiblement équipées, à se replier plus à l'ouest.

Fin août, à Ilovaisk (située à une vingtaine de kilomètre à l'est de Donetsk), les Ukrainiens se font massacrer. Ils avaient depuis le début du mois tenté de prendre la localité, et jour après jour les forces ukrainiennes (principalement du bataillon « Dniper » et « Donbass ») avaient pris solidement position dans la ville. Ils se font alors piéger par la contre-attaque du 23 août. Très vite leurs positions sont tournées et la route de repli est barrée par les forces séparatistes aidées par ces fameux « hommes en vert ». La situation pour les soldats ukrainiens devient critique. Heureusement pour eux, un accord, leur permettant de se replier par un corridor sanitaire leur est accordé le 29 après des négociations entre les commandants des deux camps sur place. Un convoi d'une soixantaine de véhicules, comprenant blessés et invalides prend la route pour rejoindre les lignes ukrainiennes. Soudain, après une heure de route, le convoi tombe dans une embuscade. Un déluge de feu s'abat sur la colonne. On tire au mortier, plusieurs véhicules sont touchés. Les soldats ukrainiens ayant mis pied à terre sont fauchés à leur tour par les mitrailleuses lourdes qui prennent le convoi dans un feu croisé. Sur les quelque 600 soldats pris dans l'embuscade, une petite poignée seulement parvient à s'en sortir. On compte plusieurs centaines de morts et encore plus de prisonniers.



Le cessez-le-feu

Les Ukrainiens savent à présent que le vent est en train de tourner. Le désastre d'Ilovaisk à complètement démoralisé les forces ukrainiennes et les soldats accusent Kiev de les avoir abandonnés. Pressé par la peur de voir tous leurs efforts de reconquête des mois précédents réduits à néant en l'espace de quelques jours, les Ukrainiens acceptent, le 5 septembre, un cessez-le-feu demandé par les Russes depuis longtemps. Signé à Minsk par les Ukrainiens, les séparatistes et les Russes, ce cessez-le-feu est complété par un protocole en 12 points devant amener la paix dans le Donbass. A noter qu'un tel plan de paix avait déjà été mis sur la table des négociations le 20 juin par Kiev et qu'il avait été refusé par les séparatistes. Mais cette fois les deux parties n'ont plus le choix. Les séparatistes peuvent difficilement aller à l'encontre de leurs « sauveurs » et les Ukrainiens savent à présent que la victoire ne leur est plus possible.

La Russie vient d'abattre sa dernière carte et cela au moment même où l'OTAN devait annoncer la création d'une force de réaction rapide multinationale pour contrer « l'expansionnisme russe ». Les agissements russes (présence de ces « hommes en vert » et l'attaque sur Marioupol) sont vue par les Occidentaux, comme une invasion de l'Ukraine, tandis que de son côté la Russie nie catégoriquement toute incursion sur sol ukrainien. Il faut tout de même pondérer cette notion « d'invasion ». L'OTAN avance le chiffre de 1'000 soldats russes ayant franchi la frontière. Cela ne représente que 5% des effectifs des forces pro-russes estimés sur place. C'est très peu et cela ne colle pas forcément à l'image d'une invasion classique. Si la Russie voulait envahir l'Ukraine, il ne leur faudrait pas moins de deux semaines pour atteindre Kiev. C'est du moins ce que Poutine aurait dit à Manuel Barroso lors d'une conférence téléphonique et cela est fort possible, or il est peu probable que cela ait été la volonté de la Russie. Sinon pourquoi aurait-elle signé le protocole de Minsk alors qu'elle était sur l'offensive et que les armées ukrainiennes, démoralisées, reculaient sur tous les fronts.

Il faut comprendre que pour la Russie, conserver la Crimée et le Donbass, c'est « sauver les meubles » après « l'incendie » de la révolution de Maidan qui leur a pris leur allié ukrainien. Ils avaient déjà perdu la Yougoslavie en 2000 et la Géorgie en 2003, sans parler de la perte de son allié libyen Kadhafi et de la situation critique en Syrie pour leur ami Bashar Al Assad. La perte de l'Ukraine s'inscrit dans la suite logique de la conquête par l'OTAN des pays dans la sphère d'influence russe. Pour la Russie, il était donc impératif d'envoyer le message clair qu'ils n'allaient pas se laisser faire sans réagir. Rappelons que la Russie avait déjà réagi ainsi contre la Géorgie en 2008, quand celle-ci avait tenté de reprendre l'Ossétie du Sud. Mais de là à donner crédit aux accusations, telles que celle émise par Angela Merkel, clamant que la prochaine cible de la Russie pourrait bien être les pays baltes, serait mal comprendre la politique étrangère russe.

Pour le pouvoir Poutinien, ne pas venir en aide aux russophones du Donbass, qui rappelons le, sont tout de même majoritaires dans la région et ont clairement démontré qu'ils ne voulaient pas du nouveau pouvoir pro-européen installé à Kiev, aurait été un signe de faiblesse. Il faut comprendre également que, dans un contexte historique, c'est le retour de cette région, nommée « Nouvelle Russie » depuis sa conquête datant de la fin du XVIIIème siècle (cf. CA d'avril 2014), après un bref « hiatus » de quelques décennies, à l'intérieur des frontières russes.

Poutine a donc évité le pire, tout en utilisant cette crise en Ukraine pour exacerber encore plus le nationalisme déjà pourtant bien présent dans de nombreuses couches de la population russe. La politique russe en Ukraine n'est donc pas hors du commun et on serait en droit de se demander si toute nation qui se veut légitime n'aurait pas réagi de la sorte si elle était confrontée à une telle situation.

Le nouveau pouvoir à Kiev a su également tirer profit de cette situation. La conscription obligatoire et la création de la garde nationale lui ont permis de canaliser une grande partie de cette masse de protestataires qu'avait créée la révolution de Maidan et seule l'extrême droite peut à présent réellement venir remettre en question leur pouvoir.

Depuis le 5 septembre, quelques incidents sont venus perturber la trêve. Mais rien d'assez important pour faire redémarrer le conflit. Des nouvelles sanctions ont frappé la Russie, qui a également riposté de la sorte, et le refroidissement « est/ouest » est tel qu'il n'est peut-être pas exagéré de parler à présent de seconde guerre froide.

Yannick Dechosal

Soutenir et comprendre la lutte de la communauté de Cherán pour nourrir nos aspirations à l'autonomie



Fresque dans le local de Radio Fogata.
« La voix communautaire brûle comme le feu »

Cherán, Michoacán, Mexique, printemps 2014

En Amérique le pillage des ressources a commencé dès la colonisation. Bien avant 2011 donc, le peuple de Cherán, la communauté Purépecha la plus importante du Michoacán[1], s'inquiétait déjà de la coupe illégale d'arbres. Entre 2007 et 2011, sur les 27000 hectares de terres communales, environs 9000 ont été déboisés par les « talamontes », ces bûcherons opérants pour le crime organisé. Les premiers opposants à la coupe clandestine reçurent des menaces, d'autres furent violentés ou même tués. L'inaction des pouvoirs publics locaux face à cette insécurité réelle était la preuve de leur complicité.

Le 15 avril 2011, la déforestation se rapprochant dangereusement de la source d'eau principale de la communauté, la « Cofradia », des femmes de Cherán se levèrent et commencèrent à bloquer les points de passage des talamontes. Ces derniers tentèrent de forcer les barrages avec leurs véhicules, provoquant des affrontements. Rapidement des barricades furent montées aux entrées de cette petite ville et les villageois s'organisèrent, notamment en allumant des « fogatas » (feux de camps) aux coins des rues, afin de les occuper jours et nuits et donc de les sécuriser. Ces fogatas réanimèrent les liens communautaires au point qu'elles deviendront un relais entre les groupes de voisins et les assemblées de quartiers. Pendant cette période de conflits, des jeunes parcouraient la ville pour ravitailler fogatas et barricades en vivres et transmettre des informations. Plus tard, ces jeunes créeront la radio communautaire Radio Fogata. Une milice populaire se constitua pour affronter les talamontes en ville et dans les bois. Elle s'affirma comme la *Ronde*, de tradition Purépecha, c'est-à-dire en un groupe d'autodéfense composé de volontaires provenant des quatre quartiers de Cherán. La Ronde désarma la police municipale corrompue qui s'enfuit accompagnée du maire et de ses sbires.

Après pluieurs semaines de luttes et la réappropriation des institutions publique, le 13 novembre 2011, le Tribunal Électoral de la Fédération [des états mexicains] accorde le droit au municipio[2] de Cherán de se régir selon un gouvernement d'*us et coutumes*[3]. Le 18 décembre de la même année, un référendum municipal fut organisée pour savoir si la population confirmait son choix, ce qu'elle fit. En revanche, la communauté voisine de Santa Cruz Tanaco, située dans le municipio de Cherán, refusa de participer au vote et demanda à être ségrégué.

Face à l'absence de responsables et de fonctionnaires dans les institutions officielles, et dans un esprit de rejet des partis politiques suscité par le conflit lui même, la communauté de Cherán a dû s'organiser et se structurer politiquement avec une vision à plus long terme. Trois ans après le soulèvement, qu'est-elle devenue ? Comment a évolué le processus d'autonomisation et quels ont été les problèmes et réussites rencontrés ? Que signifie l'apparition d'un auto-gouvernement dans le rapport autonomie/hétéronomie ? En face, quelles stratégies de l'État ? Nous sommes quelques copains à connaître de près ou de loin cette lutte de Cherán et à vouloir approfondir ces questionnements. Nous décidions de former, comme il est coutume au Mexique, une *brigade*, sorte de groupe de soutien provenant de la capitale. Dans notre cas, l'objectif n'était pas de réfléchir et travailler *sur* ou *pour*, mais *avec* la communauté de Cherán dans l'objectif de comprendre, participer à, et diffuser l'expérience.

La brigade était composée de deux membres du collectifs l'AN 02 (Marseille) qui documentent en vidéo des luttes et initiatives autonomes à travers le regard des protagonistes ; d'une étudiante géographe de l'UNAM qui travaille sur un projet de cartographie participative, afin de renforcer les autonomies via la mise en valeur de subjectivités territoriales; et puis de deux autres, dont l'envie est de filer des coups de main, participer aux activités de la communauté et de faire connaître l'expérience, entre autre, avec cet article.

Dès notre arrivée… Contrairement à certains villages voisins où les cartels sévissent toujours, à Cherán, l'ambiance est plus détendue, les gens sortent le soir, il y a de l'animation sur la place du village. Des jeunes ont des activités jusqu'à 23h à la maison communale (nouveau nom donnée à la mairie). Non loin, une fresque orne une école primaire : « Du feu… la palabre » et le portrait d'une jeune fille cagoulé par des flammes. Après quelques échanges avec des villageois, nous comprenons rapidement. L'enjeu n'est plus tant de combattre frontalement le crime organisé et les partis politiques, mais plutôt la défense de cette « tranquillité retrouvée ». Ceci implique l'organisation de la police communautaire et des gardes forestiers, mais aussi la reconstruction politique et symbolique du territoire reconquis.

L'organisation politique mise en place suite au soulèvement s'inspire fortement de la tradition Purépecha, mais s'est modifié notamment via l'institutionnalisation des fogatas comme niveau de base du processus de prise de décision. Une fogata mandate un(e) de ses membres, quelqu'un(e) de confiance et de disponible, pour la représenter à l'assemblée de quartier, celle-ci restant cependant ouverte à tous. Les quatre assemblées de quartier en font de même vis-à-vis de l'assemblée générale (communale), également ouverte. C'est cette dernière qui prend les décisions finales en tendant au consensus.

D'autre part, il existe six conseils opératoires et un « consejo mayor » (conseil majeur). Ce sont des entités au caractère opératoire et au fonctionnement autonome, mais qui rendent directement des comptes à l'assemblée générale, qui les a créées. Les conseils sont composés à part égale de membres élus par les assemblées de quartiers. Le *conseil civil*, s'occupe des questions de santé, de culture et d'éducation ; le *conseil de gouvernement communal* gère le nettoyage de la ville, la distribution de l'eau potable, le marché, etc. ; le *conseil des programmes sociaux et économiques* répartit les aides sociales et subventions d'État ; le *conseil des quartiers* diffuse les informations politiques, organise les assemblées ordinaires et extraordinaires et embauche les employés communaux à part égale dans les quartiers; celui *en charge de la surveillance et médiation* « applique la justice », ce qui se traduit surtout par une gestion des conflits

1. La communauté de Cherán compte 16 000 habitants dont environ 14 000 sont concentrés dans et aux abords de la ville de Cherán.

2. Entité administrative mexicaine. Le municipio de Cherán compte environ 20 000 habitants.

3.Reconnu par plusieurs institutions internationales comme l'ONU, les Droits de l'Homme, etc.

et des délits mineurs, et par la protection de la communauté avec la Ronde. L'application de la justice par la communauté elle-même donne lieu à d'intenses débats.

Le *conseil des biens communs* est particulier, comme le précédent, il est à l'image de la tradition et des racines du conflit. Il est en charge du territoire. Il protège la forêt de la coupe sauvage avec les gardes forestiers, organise le travail saisonnier de reforestation, entretient les bois et les sources, accorde des autorisations de prélèvement de bois aux comuner@s[4], supervise des entreprises communales comme celles d'extraction de résine et la mine de sable, qui fournissent principalement la communauté. En coopération avec le conseil civil, il travaille à la valorisation de la mémoire historique, notamment à travers l'entretien des traditions Purépecha, l'organisation de sessions de reforestation avec les écoliers, et dernièrement avec la construction du « Musée du soulèvement » en plein air dans une parcelle de forêt. Dans ce musée y sont exposées les carcasses brûlées des voitures des talamontes, témoignages du soulèvement. Peu à peu, lierres et autres plantes dissimulent les ossements métalliques, la nature reprend le dessus.

Le *conseil majeur*, composé de 12 *K'eris* (grands, anciens) s'occupe de la trésorerie municipale et conseille l'assemblée générale. En siégeant à la maison communale il fait office de représentant municipal et maintient le dialogue avec l'État. Condition *sine qua non* à l'officialisation d'un gouvernement *d'us et coutume*, et donc de recevoir sa part de subventions alloués aux municipalités ainsi qu'à la mise en place de l'organisation politique décrite antérieurement.

Cette coopération avec l'État Mexicain, cette relation douloureuse à nommer, est difficilement évitable. La formalisation des relations permet de « savourer » une victoire durement gagnée au prix de plusieurs semaines de conflits et de la vie de plusieur(e)s comuner@s. Elle n'est pas nécessairement voulue, mais elle est incontournable, à moins qu'un vaste processus de renversement de l'État soit en marche, ce que ne peut entreprendre cette communauté à elle seule. Pour certain(e)s comuner@s, la question n'est même pas d'actualité, bien au contraire. La communauté de Cherán est majoritairement paysanne est souffre d'une grande pauvreté et ne peut actuellement pas se passer l'argent de l'État. Comme presque partout sur terre, Cherán est traversée par l'économie capitaliste mais n'en profite pas. De plus, la communauté n'est pas autosuffisante au niveau alimentaire. Le *conseil des programmes sociaux et économiques*, qui tente de répartir les aides sociales selon la réalité et non selon des calculs de quotients familiaux nationaux, est assez critiqué. Ironie dramatique, c'est parfois toute la nouvelle structure politique locale qui est mise en doute quand les aides d'État ne sont pas bien réparties, ou quand des rumeurs font croire à leurs disparitions ! Si la faim et la pauvreté peuvent être des facteurs de révoltes, ils sont, dans ce cas, des facteurs déstabilisant l'organisation politique communautaire. Ceci rappelle la nécessité de ne pas écarter la question de l'autosuffisance alimentaire, mais aussi les difficultés d'envisager un processus révolutionnaire à long terme avec des ventres vides.

La communauté se voit donc obligée de fonctionner avec l'État, qui lui le sait bien, et impose ses temps administratifs, beaucoup plus rapides que les temps que requiert le consensus communautaire. Dans ce cas précis, la communauté de Cherán envisage de réduire le nombre de ses conseillers afin d'accélérer les prises de décisions pour être « dans les temps ». Dans d'autres cas, la communauté sait dire non, comme quand l'État lui a proposé une fusion de sa Ronde avec la « police rurale[5] » (d'État) en échange de renforts, d'armes et de véhicules. Cherán tient à sa sécurité, et donc à l'indépendance et au mode de fonctionnement de sa Ronde, notamment à qu'elle soit composée de natifs de la communauté. Les « rondas » (policier(ère)s communautaires) sont proposé(e)s par les fogatas, promut par leurs proches. Il y a un réel compromis social entre l'individu et la communauté. Ils servent la communauté et ils ne bénéficient d'aucun pouvoir, sinon celui de bien réaliser la tâche qui les incombe, ce qui généralement est pris comme un honneur. Ils, elles n'ont pas de salaire, mais reçoivent une compensation financière de la part de la communauté. La centaine de rondas actuels se partage l'équivalent du budget qui était alloué aux anciens 30 policiers municipaux.

S'il y a fonctionnement avec, il y a aussi défi de l'État. L'un des plus grands consiste à nier son organisation territoriale. Si la communauté de Cherán reçoit les subventions municipales pour tout le municipio, elle en verse 17% à la communauté de Santa Cruz Tanaco qui avait demandé sa ségrégation. Ségrégation que l'État ne reconnaît pas mais que Cherán respecte. Le territoire reconquis se redéfinit avec ces nouveaux paramètres et les pratiques quotidiennes, celles d'un espace vécu traversé par un conflit et les traditions Purépecha. Les zones de bois dévastées sont emblématiques d'un soulèvement ; les barricades et fogatas sont toujours des espaces de réunions ; les zones reboisées symbolisent une victoire collective ; certaines montagnes sont des lieux de pèlerinage ; les sources d'eau permettent la vie de la communauté… C'est la destruction d'un *bien commun* (la forêt, le territoire) qui a suscité une révolte puis l'organisation collective qui permet sa reconstruction. Ce territoire, ces relations sociales spatialement inscrites, assimilées comme non séparées de la nature, sont à la fois la cause et la conséquence, le motif et l'aboutissement du conflit, elles sont les clés du mouvement.

Plusieurs projets participent à produire un espace communautaire, tant par la construction concrète d'espaces liés à la communauté et à son histoire récente (maison communale, entreprises communautaires, postes de polices pour remplacer les barricades aux entrées principales de la ville, reforestation, etc.) que part la formation d'un imaginaire collectif, d'une mémoire commune, comme avec le Musée du soulèvement décrit plus haut, ou en instituant de nouvelles fêtes locales[6]. Dans la même perspective, un atlas de Cherán est en cours de réalisation et servira prochainement d'outil pédagogique dans les écoles de la communauté.

La valorisation d'un territoire par sa propre population crée un décalage avec la trame municipale élaboré depuis les hauteurs institutionnelles de l'État. Rien d'étonnant donc, à ce que les « nouvelles frontières » de la communauté, calquées sur une réalité sociale « autonome » de celle de la géographie des fonctionnaires, ne correspondent pas aux découpage administratif officiel. La communauté a redessiné son territoire (voire carte) et créé sa propre échelle spatiale, s'émancipant



Sculpture créée à partir d'une camionnette de talamontes qui a brûlé lors des affrontements de 2011. Elle est exposée au Musée du soulèvement.

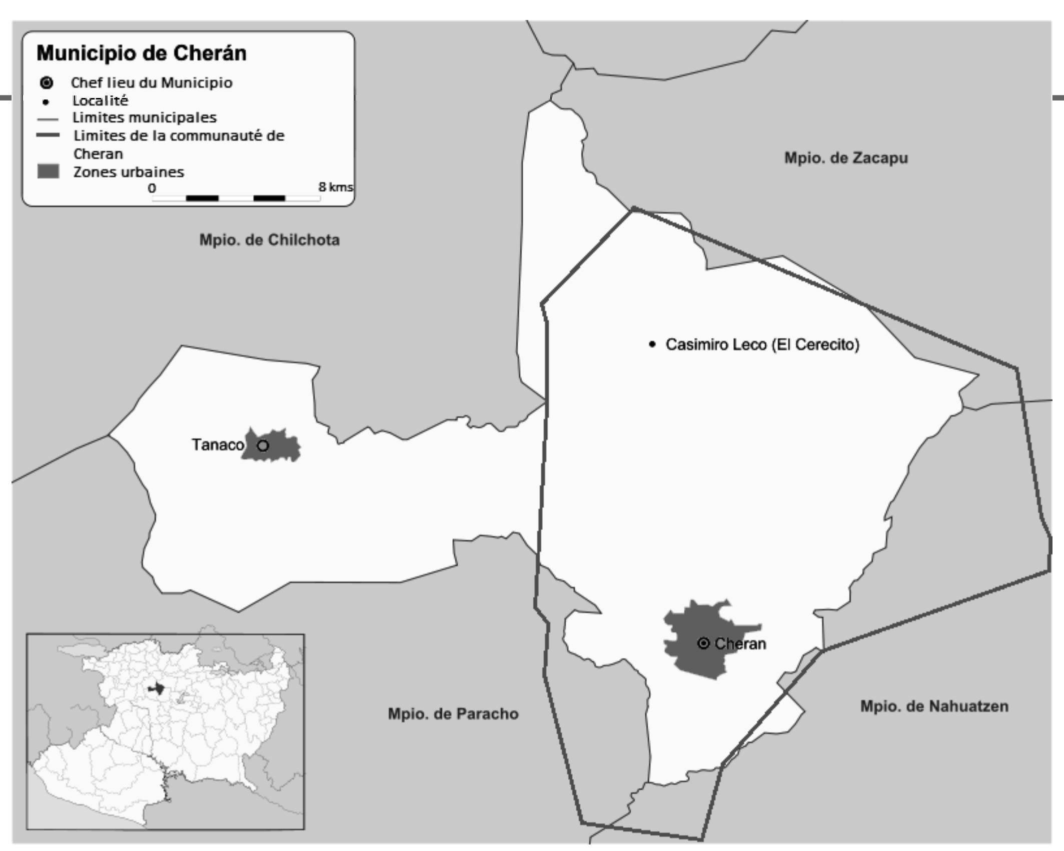
4.« *Comunero* » o « *comunera* », *membre de la communauté. Je préfère garder le mot utilisé par la communauté elle-même, plutôt que de le traduire par « communard » ou « communarde », fortement connotés.*

5. *Forces rurales : en 2012, un mouvement de groupes d'autodéfense, aussi appelés polices communautaires, s'est fortement développé dans l'État du Michoacán. Ces groupes se sont armés et ont affronté le crime organisé et les polices corrompues afin de vivre en paix. Après deux ans de conflits et 28 municipios conquis par les « autodefensas », l'État mexicain décida de prendre les choses en mains. Après plusieurs mois de magouilles politiques, les autodefensas furent légalisées et converties en « Force rurales », sous les ordres de l'État.*

6. *Chaque 15 avril se commémore le soulèvement de 2011. Les festivité son organisées par l'assemblée communale et la Ronde défile*

ainsi, au moins partiellement, des catégories institutionnelles.

Cette expérience invite, plus que sérieusement, à réfléchir aux dimensions spatiales de l'autonomie. La communauté de Cherán a franchi un pas énorme. Elle ne se limite plus à une territorialité passive et subordonnée (vivre dans un territoire administré, produit par un autre), mais elle s'active à construire son territoire. L'auto-institutionnalisation d'une société [nécessairement] inscrite dans un espace, implique la transformation de ce dernier. L'instauration d'une organisation politique propre renforce et légitime la production d'un espace à l'image de la société désirée. La communauté dépasse ainsi la simple appropriation de l'espace et fait évoluer le rapport de force en sa faveur (ou plutôt, un peu moins en sa défaveur). La reterritorialisation de la communauté participe à la déterritorialisation de l'État. Ce dernier perd un ancrage, un point d'appuie, mais est encore loin de vaciller.



Carte du Municipio et de la communauté de Cherán

Cherán n'est pas un cas unique en Amérique Latine, beaucoup de communautés indigènes ou paysannes ont lutté pour s'émanciper de la tutelle de l'Etat et pour une vie meilleure. Malgré leurs différences et des niveaux variables d'autonomie, beaucoup partagent le point commun d'avoir été cooptés par l'État, ou obligés de fonctionner avec lui car cernés économiquement et/ou militairement. Les autonomies ainsi obtenues sont donc à relativiser. En effet, comment parler réellement d'autonomie si celle-ci est, d'une part, restreinte à une expérience d'autogestion locale traversée par l'économie capitaliste, et d'autre part, signifie un remodelage du *statu quo,* de la relation dominant-dominé ? Les initiatives qui se limitent, consciemment ou non, à une autonomie d'indépendance localisée sans questionner les relations de domination globale, se retrouveront, tôt ou tard, face à l'autogestion de leurs misères, c'est-à-dire à gérer des problèmes issus des relations sociales qu'impose le mode de production capitaliste. Il ne faut donc pas se complaire dans des *formes fétiches* (indépendance formelle, assemblée, insurrection, etc.) qui seraient un aboutissement, mais repenser sans cesse leurs intérêts et contenus dans un objectif de destruction du capitalisme. Dans cette perspective, seule une autonomie *expansive*, nourrissant un antagonisme constant et généralisé, que l'on peut imaginer se réaliser à travers la multiplication des réseaux de communautés territorialisés, du développement d'une solidarité effective entre groupes autonomisants, est *révolutionnaire*.

Il n'est pas question ici de juger l'expérience de Chérán de « contre-révolutionnaire », bien qu'il n'y ait pas d'unité idéologique, ni un objectif révolutionnaire clairement affiché de la part de cette communauté. L'autonomie n'a jamais été un but politique à atteindre, en revanche l'indépendance politique l'est devenue. L'autonomie est une réalité sociale, une dynamique de lutte qui s'est imposée, construite, en réponse à un système hétéronome. Le résultat n'est pas des moindres. La communauté a expulsé le crime organisé, les partis politiques et les fonctionnaires d'État de son territoire, permettant par la suite à la communauté de réaffirmer une organisation politique d'inspiration traditionnelle. Cette dernière n'est pas exempte d'hétéronomie, les K'eris y ont un statut social dominant, l'égalité homme-femme reste à approfondir, etc. Cependant la communauté tend vers l'autonomie, notamment en insistant sur l'horizontalité, la transparence des conseils et sur leur remise en cause perpétuelle. A Cherán, tout est à discuter et à rediscuter en assemblée (l'application de la justice par exemple). Le système politique n'est figé par aucune constitution, l'assemblée communale est souveraine. Si les conditions socio-économiques et l'existence de l'État sont des réalités à surmonter, l'émancipation du peuple de Cherán a déjà fait un bond énorme et elle continue de sautiller en avant. Pas à pas, l'autonomie se construit, c'est un processus.

Faire une leçon d'anti-capitalisme aux communautés en luttes n'est pas la solution, elles font déjà largement leur part du travail en survivant et en résistant aux mégaprojets industriels qui saignent l'Amérique. Il faut regarder dans notre assiette. Il convient de réfléchir à comment conjuguer une théorie révolutionnaire anticapitaliste dont nous nous gargarisons que trop souvent en Europe (et qui d'ailleurs est souvent rabotée au nom des particularismes locaux, des idéologies et de l'urgentisme), avec des luttes d'émancipations concrètes auxquelles nous ne participons que trop peu. La plupart du temps nous nous inscrivons dans des luttes dont nous ne maîtrisons rien, ni le rythme ni les finalités, et dont nous avons pas grand-chose à gagner, sinon quelques miettes et un peu de bonne conscience militante. Nous subissons toujours nos luttes car nous ne maîtrisons pas ce qui se passe dans l'espace ! Nous jouons toujours à l'extérieur, sur un terrain qui n'est pas le nôtre, sur celui de l'État et dans l'espace marchandise qu'est l'urbain. Ces territoires étant finement administrés et contrôlés, y territorialiser son autonomie y est d'autant plus conflictuel et difficile.

Nos luttes et initiatives débouchent rarement sur des constructions stables, territorialisées, puisque non pensées depuis cette perspective. Nos projets d'autonomie ne peuvent qu'être superficiels et limités s'ils sont imaginés dans un espace neutre, alors que celui-ci a été conçu à des fins hétéronomes. Comment croire possible l'autonomie, socialement incluante et locale par définition, dans un espace capitaliste fragmenté, qui éloigne le proche et rapproche l'éloigné ? Impossible.

Pour une autonomie plus aboutie, antagonique, imaginons des stratégies d'ancrage via la *construction de communs* de tout type, créons des espaces de dissidences durables, où les relations sociales de productions sont pensé avec l'espace. Il faut aussi ramener *la politique* (le débat publique non citoyen) dans le quotidien, à la hauteur de tous, de nos voisins précaires, des villageois contre la THT, etc., sans sous-estimer la dimension spatiale (territoriale) d'une telle entreprise. Cela prendra du temps et nous devrons affronter le problème de s'investir dans certaines luttes plutôt que d'autres, thème déjà source de conflit entre-nous.

La révolution n'est pas un spectacle que l'on consomme, mais l'œuvre quotidienne d'une infinité de vies.

Juan del Rio Ba

Une nouvelle situation politique

La situation politique du Moyen-Orient a connu des bouleversements considérables au cours des trois derniers mois. L'expansion des zones contrôlées par les djihadistes en Irak – consécutive à l'effondrement de l'armée dans le Nord qui a fui sans combattre, traduisant l'effondrement de l'institution étatique dans ce pays – et les innombrables exactions commises sous forme de nettoyage ethnico-religieux, de massacres, de viols, de destructions ont provoqué une modification tangible des rapports de forces régionaux, une extension du champ de bataille, un déplacement des lignes de front, et ont accéléré la montée en puissance des mouvements de la gauche kurde et de l'entité appelée Kurdistan.
Ces événements ont également provoqué une vague de bombardements d'une nouvelle coalition dirigée par les Etats-Unis, sur des cibles dotées d'armes étatsuniennes, permettant au passage aux pétromonarchies qui ont longtemps soutenu les djihadistes de réaliser une très acrobatique et spectaculaire volte-face.

Acte I : Irak, un été 2014 de feu et de sang

La prise de Mossoul et de la presque totalité du Nord irakien au mois de juin ainsi que la déclaration de création du Califat dans cette ville le 29 juin, premier jour « sacré » du Ramadan ont déplacé l'attention médiatique internationale sur une région un peu oubliée depuis… l'invasion étatsunienne en mars 2003. Cette nouvelle réalité politique, avec la formation d'une véritable armée djihadiste récupérant des dizaines de chars, des centaines de véhicules blindés, des hélicoptères, un énorme butin laissé par les Etats-Unis pour équiper l'armée irakienne, a provoqué une première réaction des Occidentaux – essentiellement des Etats-Unis – qui se sont empressés d'envoyer plusieurs centaines d'« instructeurs » et de «conseillers militaires » pour aider ce qui reste de l'armée et les milices chiites à défendre Bagdad et bloquer la poussée djihadiste vers le sud. Pendant ce temps, au nord du pays, les milices kurdes (peshmergas) en profitaient pour conquérir d'assez vastes territoires revendiqués comme kurdes et riches en pétrole (Kirkouk et ses alentours).

Stoppés sur le front sud, les djihadistes entament alors une seconde vague d'assaut le 2 août dans le nord de l'Irak et contre la région autonome du Kurdistan. Une offensive qui a rencontré… la retraite des peshmergas en moins de vingt-quatre heures et qui s'est traduite par le début d'un nettoyage ethnique de grande ampleur contre les minorités nombreuses de cette région, avec notamment la fuite éperdue de dizaines de milliers de yézidis (Kurdes pratiquant une confession monothéiste singulière d'origine multimillénaire) dans les montagnes arides de Sinjar.

Mais une donnée politico-militaire nouvelle a surgi à ce moment-là : l'intervention remarquée des combattants, hommes et femmes, des différents mouvements kurdes de Syrie et de Turquie, sur le territoire irakien et à l'intérieur même du Kurdistan autonome. Notable parce qu'il ne s'agit pas seulement de l'arrivée de renforts particulièrement aguerris, mais c'est aussi le signe d'une modification substantielle des rapports politiques (du rapport de forces) à l'intérieur de l'entité kurde dans son ensemble.

Les milices YPG et YPJ (du Kurdistan irakien) et HPG / YJA Star (du Kurdistan de Turquie) sont intervenues parce que les peshmergas battaient en retraite devant les djihadistes et se sont enfuis sans combattre, laissant du jour au lendemain des centaines de milliers de civils sans protection. Parmi eux, toute une gamme de minorités vivant là depuis des siècles au milieu de cantons de populations arabes sunnites créés par le régime de Saddam Hussein dans les années 1980 : chrétiens de différents rites, yézidis, Turkmènes (sunnites et surtout chiites), shabaks (apparentés aux Kurdes pratiquant diverses religions hétérodoxes : alévisme, yârsâmisme…).



La frontière à Kobanê

Cette retraite – qui n'a pas cessé d'être questionnée quant à ses véritables motifs – a provoqué un vent de panique dans toute la région, chez les minorités (yézidis, chrétiens, turkmènes chiites…), mais aussi jusqu'à Erbil, la capitale du Kurdistan irakien, car, à un moment donnée, les djihadistes se trouvaient à moins de 40 kilomètres de là. Vent de panique qui provoquera les appels à l'aide de la part du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) de Massoud Barzani, l'intervention déterminante des combattants kurdes de Syrie et de Turquie le 6 août, et les premières frappes américaines le 8 août.

L'intervention des milices HPG et YPG a été providentielle. Considéré comme des adversaires par le gouvernement kurde irakien de Barzani, ce dernier a dû accepter leur implication. Les Kurdes de Syrie des YPG ont organisé une opération de grande envergure pour sauver des yézidis dans les montagnes de Sinjar en apportant des vivres et de l'eau et en créant un corridor humanitaire. De son côté, les HPG et YJA Star, branches armées du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Turquie, ont envoyé leurs colonnes de combattants à Makhmour, où elles ont joué un rôle crucial pour éviter une nouvelle défaite.

Le 9 août, des unités combattantes du PKK ont fait leur entrée dans la grande ville de Kirkouk, en provenance de leurs refuges des montagnes de Qandil ; et, le 12 août, dans une quatrième zone, à Lalesh, la ville sainte des yézidis située au nord-ouest de Mossoul. De leur côté, des Unités combattantes du Rojhelat (l'est du Kurdistan ou Kurdistan iranien, les YRK et HPJ) se sont aussi mobilisées et ont rejoint le front de Jalawla, ville du Nord-Est irakien qu'avait prise le 11 août les djihadistes.

Les mouvements de la gauche kurde ne se sont pas contentés de combattre les djihadistes, de stopper leur offensive, de reprendre des villages et des villes et de sauver des milliers de vies, ils ont insisté auprès des habitants de ces régions, pour (s'ils le pouvaient) qu'ils se battent, résistent, mettent en place leurs propres unités d'autodéfense, que ce soit chez les réfugiés yézidis dans la région de Sinjar ou parmi les populations des deux villes reprises aux djihadistes de Makhmour et Gwer, en territoire irakien. Exemple suivi dans plusieurs villages chrétiens à l'ouest de Mossoul, où une partie de la population a décidé de rester et de se battre. A Kirkouk aussi se mettent en place des Forces de résistance populaire, composée d'hommes et de femmes.

Acte II : L'offensive djihadiste sur Kobanê

Alors que depuis début août les djihadistes ne progressaient plus sur le terrain en Irak, c'est en Syrie qu'ils décidèrent de lancer une nouvelle grande offensive, contre la ville de Kobanê.

Kobanê, troisième ville kurde de Syrie, peuplée avant la guerre d'environ 300 000 habitants, mais abritant aujourd'hui plus de 200 000 réfugiés, a été depuis le 15 septembre le théâtre d'une des opérations militaires des djihadistes les plus brutales, et, après celle de Homs, la plus cruelle de toutes.

Une conséquence du renforcement récent des islamistes

L'origine immédiate de cette attaque se trouve à l'extérieur de la Syrie, en Irak, car c'est là que l'Etat islamique (EI) a réussi à s'emparer de nombreuses d'armes ayant appartenu au régime de Saddam Hussein mais surtout d'une énorme quantité d'armes lourdes et de blindés de toutes sortes abandonnés par les Etats-Unis et la « nouvelle » armée irakienne.

L'autre élément relativement nouveau qui se retrouve dans la nature de cette offensive, c'est la transformation des diverses unités combattantes djihadistes en une véritable armée, plus classique, dirigée par un état-major militaire composé essentiellement de professionnels, des anciens officiers de l'armée de Saddam Hussein, formés à l'« art de la guerre » (stratégie/tactique, maniement d'armes lourdes et techniques de combat, discipline, coordination et chaîne de commandement, logistique…) dans les académies militaires les plus traditionnelles, en particulier celles des armées de terre.

Paradoxalement ou pas, les bombardements étatsuniens, qui ont certainement sauvé de nombreux civils en Irak, sont aussi à mettre sur le compte des raisons de cette attaque brutale sur le territoire syrien. Il n'est en effet pas possible d'agir en Irak sans réfléchir à l'échelle globale, particulièrement sur les développements en Syrie, car cela revient à se protéger sur un flanc en laissant l'autre à découvert.

Enfin, cette attaque d'envergure a été menée après une précédente victoire sur le sol syrien : la prise de la base aérienne et militaire de l'armée du régime à Tabqa, au sud-ouest de Raqqa, le 24 août, au terme d'une des plus longues et sanglantes batailles de toute la guerre civile syrienne. Désormais, l'EI règne sur toute la province de Raqqa, il n'y a plus ni forces du régime ni présence d'autres mouvements de la rébellion. Sauf à Kobanê, tout au nord.

Kobanê est située dans la province de Raqqa, la place force de l'EI, où se trouve sa « vraie » capitale, la ville homonyme vers laquelle se replieront les troupes djihadistes en cas d'offensive majeure sur Mossoul (province de Ninive) et sur l'Ouest irakien (la grande province d'Al-Anbâr aux trois quarts désertique, mais avec les villes rebelles de Ramadi et Falloujah et des frontières peu contrôlées avec la Jordanie et l'Arabie saoudite).

Les éléments de cette offensive

L'EI a semble-t-il déplacé une partie de ses forces de l'Irak vers la Syrie, concrètement à Raqqa. Les raisons de cette offensive sont au moins au nombre de trois :

1) Kobanê est le canton central des trois cantons formant le Rojava (Kurdistan en Syrie). Il est aussi le plus petit. Le faire tomber signifie isoler les deux autres, Efrin à l'ouest, Cerîzê à l'est.

2) Kobanê permet d'accéder à la Turquie depuis la Syrie. Comme plusieurs sources l'ont montré, les preuves du soutien turc à l'EI sont claires, sans parler du commerce des produits pétroliers qui constitue une importante source de financement.

3) Les Kurdes, en particulier les YPG, se sont montrés sur le champ de bataille comme la seule force pouvant faire face à l'EI, et même l'écraser dans de nombreux endroits. A conditions égales, s'entend.

D'autres raisons, symboliques mais tout aussi importantes, jouent également. Kobanê est l'endroit où a été proclamée la révolution du Rojava, le 19 juillet 2012. C'est aussi la ville où s'est rendu la première fois Abdullah Öcalan, le 2 juillet 1979, lorsqu'il s'exila de Turquie pour poursuivre la lutte. C'est aussi à Kobanê que la solidarité kurde avec les victimes de l'opération Anfal perpétrée par le régime de Saddam Hussein (le massacre de Halabja en 1988) a été parmi les plus fortes (entre autres, les enfants faisaient don de leurs vêtements pour les jeunes survivants du génocide). C'est un des principaux berceaux du mouvement kurde en Syrie.

Enfin existe une raison tactique : les djihadistes pouvaient espérer profiter de l'absence de bombardement des forces étatsuniennes sur le sol syrien.

Dans ce contexte, l'EI a lancé une attaque très préparée contre Kobanê avec les éléments suivants :

1) Une attaque sur trois fronts à la fois ; par l'est, par l'ouest et par le sud.

2) L'engagement de 3 000 combattants au début, qui ont été renforcés au bout de cinq jours par plus de 4 000 autres : ils ont donc 7 000 mobilisés.

3) L'utilisation de l'essentiel de son arsenal de Syrie.

4) L'utilisation d'équipements militaires arrivés en provenance de la Turquie, au moins deux trains de marchandises anonymes détectés du côté de Tell-Abyad (70 kilomètre à l'est).

5) Et, élément fondamental : l'utilisation d'une artillerie lourde, en particulier environ 50 tanks en provenance d'Irak.

Ce déséquilibre dans les armements a eu comme conséquence que, le 15 septembre, l'EI a pu briser le front par le sud, malgré la résistance kurde désespérée. Le 17 septembre, l'avancée djihadiste était indéniable.

Les YPG n'ont pas de véhicules blindés ni de chars, et se battent essentiellement avec des AK47 (fusils d'assaut, les célèbres kalachnikovs), des RPG (lance-grenades, à courte-moyenne portée), quelques mortiers et des mitrailleuses. Leur supériorité en organisation, en expérience et en détermination leur avait permis de tenir pendant des mois (ils avaient encore repoussé une attaque début juillet), mais l'arrivée des chars et de lance-missiles depuis Raqqa a rendu presque impossible le maintien de cet équilibre des forces. C'est comme se battre avec des lances contre des canons. D'autant plus qu'il s'agit d'une zone de plaine, désertique et en partie irriguée, au nord de l'Euphrate, ce qui rend quasi impossibles les actions de guérilla face à des forces dotées d'équipements blindés équipés pour les tirs de longue portée.

Le 17 septembre, l'EI est entré dans 21 villages et, dès le lendemain, les YPG ont donné l'ordre d'évacuer les populations et de battre en retraite. Quarante-huit heures plus tard, les villages occupés par les djihadistes étaient au nombre d'une soixantaine.

A partir de là, les YPG ont réussi à stabiliser le front au prix de très lourdes pertes de part et d'autre. L'EI a, semble-t-il, choisi de ne pas user toutes ses forces et se limite à des bombardements massifs contre la population civile.

La Turquie, principal allié des djihadistes

Les appels désespérés des assiégés n'ont eu aucun effet. Les Etats-Unis, principal responsable des faits pour avoir bombardé l'Irak et laissé la Syrie être un sanctuaire, ont regardé ailleurs pendant plus d'une semaine. La Turquie offre un soutien officieux à l'EI ; et les Kurdes d'Irak qui doivent tant aux YPG se limitent à des mots et des gesticulations. Une dernière donnée : l'EI a émis une fatwa (décret religieux) par laquelle tous les Kurdes qui sont capturés, qu'ils soient militaires ou civils, doivent être décapités. Un demi-million de Kurdes sont actuellement encerclés à Kobanê par l'EI avec deux options : être tués au combat ou par des bombardements ou être exécutés s'ils sont pris.

Mais des milliers de civils ont fui avant l'arrivée des djihadistes et se sont dirigés vers la frontière syro-turque.

De son côté, la Turquie a, au début, rendu la frontière totalement infranchissable pour les Kurdes. Les consignes du Premier ministre Ahmet Davutoglu étaient de créer une zone tampon pour bloquer toute aide aux Kurdes de Syrie, civils comme combattants ; ordre fut donné de les renvoyer vers leur ville et leurs villages bombardés.

Le vendredi 19 septembre, alors qu'ils et elles n'étaient que 3 000 à 4 000 face aux soldats turcs, rejoints par des centaines de jeunes Kurdes venus manifester leur solidarité depuis le côté turc, ils-elles ont forcé le passage, coupé les barbelés et contraint le gouvernement turc à ouvrir la frontière. Dès le lendemain, ils-elles étaient des dizaines de milliers.

Le lundi 22 septembre, les réfugié-e-s fuyant l'offensive djihadiste dépassaient les 100 000. Les services de l'ONU ont parlé de 130 000. Des Kurdes, mais pas seulement : Arabes, Assyriens, Arméniens…, toutes les populations composites de cette région, les communautés vivant et/ou ayant trouvé refuge à Kobanê en masse depuis le début de la guerre (200 000), qui s'enfuient depuis que la frontière s'est entrouverte.

Tout le week-end des 20-21 septembre, les Kurdes de Turquie sont descendu-e-s dans les rues par dizaines de milliers dans les principales villes. Des centaines de jeunes de tout le sud-est de la Turquie se sont dirigés en bus ou en voitures particulières vers la ville de Suruç (Pirsûs en kurde), proche de la frontière, en face de Kobanê.

Des milliers de policiers, gendarmes et soldats turcs ont été déployés pour contrôler les manifestant-e-s et militant-e-s qui veulent se mêler aux réfugiés. Au poste frontière de Mursitpinar, les forces de répression turques ont lancé des attaques pour disperser la foule avec des gaz et des canons à eau. Dimanche, plus de



30 manifestant-e-s blessés ont été hospitalisés dans différents hôpitaux de la province d'Urfa (ou Sanlıurfa). Des centaines de manifestant-e-s ont répondu avec des pierres, et au moins un véhicule de la police a été incendié. Des tentes de solidarité dressées par des manifestants ont aussi été incendiées par les soldats.

L'Etat turc, déjà accusé d'armer encore les djihadistes, entend créer une zone tampon sur la frontière afin de contrôler le flux de réfugiés et empêcher l'afflux de volontaires et de toute aide matérielle en direction de Kobanê pour renforcer la résistance.

Plus d'un millier de jeunes Kurdes de Turquie ont réussi à franchir la frontière, au cours de ce week-end, en passant à d'autres endroits pour rejoindre les rangs des YPG, répondant ainsi à l'appel lancé le 18 septembre par la KCK (Union des communautés du Kurdistan).

La Turquie veut bloquer non seulement les volontaires du Kurdistan turc mais aussi les nombreux Kurdes syriens qui ont franchi la frontière pour accompagner leurs familles, les aider à se mettre à l'abri, et qui souhaitent revenir à Kobanê pour se battre. L'armée turque, de fait, complète le siège des djihadistes de Kobanê par le nord.

Dimanche 21 septembre, alors que les affrontements faisaient rage sur la frontière entre soldats et policiers turcs et jeunes manifestant-e-s kurdes, le PKK lançait un nouvel appel aux armes pour défendre la ville de Kobanê et affirmait que 400 de ses combattant-e-s avaient déjà rejoint le front ces derniers jours.

Le même jour, d'après le quotidien turc *Milliyet*, l'EI aurait capturé environ 300 membres supposés du PYD dans différents villages et les auraient ensuite abattus par balles. D'après le quotidien, certains d'entre eux auraient été forcés de se déshabiller, puis traînés sur le sol avant d'être exécutés. Des photos de corps allongés par terre ont été diffusées sur Internet sans qu'elles soient authentifiées. Les témoignages des réfugiés traversant la frontière, à pied, dans des véhicules, dont des ambulances, rapportent qu'il y a eu de nombreuses décapitations dans les villages. Pour Ibrahim Binici, député prokurde du HDP présent sur la frontière qui a recueilli ces témoignages, *« plutôt que d'une guerre, il s'agit d'une opération de génocide... Ils vont dans les villages, coupent les têtes d'une ou deux personnes et les montrent aux villageois ».*

La KCK : « Il n'existe plus aucune limite dans la résistance »

Devant la gravité de la situation, le mouvement kurde dans son ensemble appelle à une mobilisation générale pour défendre Kobanê et repousser les forces de l'EI.

Les organisations politiques civiles légales ainsi que tout le tissu associatif appellent la population à descendre dans la rue, à se rendre en masse en direction de la frontière, à aider les réfugiés et les assiégés, à exercer une pression maximale sur le gouvernement turc. De leur côté, les instances du mouvement comme la KCK ainsi que les organisations « illégales » et combattantes (PKK, PYD...) appellent la jeunesse kurde de Turquie à rejoindre la résistance armée en s'enrôlant dans les unités combattantes, notamment les YPG et YPJ du Rojava. Le 22 septembre, la KCK a émis un nouveau communiqué déclarant que *« le peuple kurde ne doit plus mettre de limites à sa résistance ».*

Sur le front diplomatique, trois députés du HDP (Parti démocratique du peuple) de Turquie et une ex-députée allemande au Parlement européen ont commencé une grève de la faim à Genève, devant les bureaux de l'ONU, le 21 septembre, afin d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les offensives et les massacres de l'EI à Kobanê, et de demander une aide humanitaire d'urgence pour le peuple kurde. Selma Irmak a déclaré à un journaliste du quotidien *Today's Zaman* d'Ankara : *« En plus de la grève de la faim, nous allons avoir des entretiens diplomatiques avec les responsables de l'ONU. Nous allons demander à l'ONU et aux puissances internationales d'envoyer une aide militaire aux Kurdes pour éliminer la violence de l'EI. »*

Sur le front kurde, le PKK, par la voix d'un de ses dirigeants, Duran Kalkan, n'appelle pas les peshmergas irakiens à intervenir directement sur le sol de Rojava, mais leur demande de lancer des offensives sur le territoire irakien contre les djihadistes. Selon plusieurs témoignages, dans la nuit du 21 au 22 septembre, environ 400 combattants du PKK auraient réussi à déjouer la surveillance de la frontière par l'armée turque et à s'infiltrer en territoire syrien.

Au total, on estime que, depuis une semaine, près de 800 combattants du PKK ont rejoint Kobanê, et qu'un nombre plus important de jeunes Kurdes sympathisants ont réussi à franchir la frontière pour s'enrôler dans les unités combattantes ou pour, d'une manière ou d'une autre, participer à la défense de la ville.

Par ailleurs, plusieurs centaines de combattants de la guérilla du PKK sont passés depuis leur base, située dans les monts Qandil en Irak du Nord, dans le canton le plus oriental du Rojava, Cezîrê (Jazira), afin de participer à des attaques sur d'autres fronts au sud et à l'ouest pour briser le siège de Kobanê.

Offensive djihadiste bloquée

Le 22 septembre, les YPG affirmaient avoir stabilisé le front et bloqué l'offensive de l'EI à une quinzaine de kilomètres de la ville de Kobanê, et même avoir entamé une contre-offensive sur les fronts sud et est. Par ailleurs, les forces kurdes auraient commencé plusieurs attaques contre des positions djihadistes depuis le canton de Cezîrê (Jazira).

La situation dans la ville devient de plus en plus difficile. L'eau et l'électricité ont été coupées par les djihadistes. Un journaliste d'un quotidien turc parle d'une ville en partie désertée, mais aussi avec des habitant-e-s déterminés et armés d'armes de poing. Les jeunes Kurdes venus du Nord s'entraînent pour partie au maniement des armes ou sont incorporés dans les groupes de la défense civile de la ville. Le 25 septembre, plusieurs milliers d'habitants en capacité de combattre ont réussi à revenir dans Kobanê pour défendre la ville.

En France, comme partout en Europe et ailleurs, des manifestations ont eu lieu à Paris, Marseille, Strasbourg, Reims, Lyon, Toulouse...

Les frappes aériennes des Etats-Unis

En ce qui concerne les appels à l'aide internationale, les forces kurdes de Kobanê ne demandent pas la présence de peshmergas d'Irak car ils ne souhaitent pas du tout que les barzanistes mettent les pieds dans le coin. Pendant longtemps, ils ne réclamaient pas expressément des frappes aériennes (même s'ils les souhaitaient), mais leur position s'est infléchie le 24 septembre, où plusieurs commandants ont demandé des bombardements sur le front de Kobanê. Enfin, ils accepteraient volontiers des armes lourdes, antichar, leur permettant de se battre « à égalité de conditions » et de reprendre l'offensive sur le terrain, au sol.

En cas de coalition « occidentale » sur le « front syrien » contre l'EI, le PYD a été très clair : il n'entend pas en être exclu. Il demande à en faire partie en tant que force belligérante de premier plan s'opposant à la fois au régime d'Assad et aux djihadistes avec une longue expérience du combat au sol [1].

Dans la nuit du 22 au 23 septembre, plusieurs frappes aériennes ont eu lieu sur le territoire syrien à l'initiative des Etats-Unis. Les principales cibles visées étaient des infrastructures de l'EI et du Front al-Nosra (Al-Qaïda maintenu).

[1] Interview de Saleh Muslim, coprésident du PYD, à la Frankfurter Allgemeine, *21-09-2014.*

Selon un communiqué de l'état-major des forces armées étatsuniennes, la coalition comportait l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, la Jordanie, le Bahreïn et le Qatar. Magnifiques et remarquables retournements de veste, quand on sait d'où sont venus pour l'essentiel les soutiens (en armes et financiers) aux djihadistes depuis des années...

Pour les Kurdes, la lutte continue...

Les différentes factions de l'opposition syrienne dite modérée se félicitent de ces frappes. Les mouvements kurdes ont également salué cette intervention mais ils ne s'en satisfont pas.

Ils veulent des armes, comme les Kurdes d'Irak : y aurait-il les « bons » Kurdes d'Irak et les « mauvais » de Syrie ? Ils veulent un soutien à leur lutte, à tous les niveaux, en particulier dans la rue. Des manifestations sont appelées un peu partout en Europe et ailleurs, partout où il existe une diaspora et des militant-e-s solidaires.

Ils veulent être associés à la coalition anti-EI : *« Nous sommes impatients de collaborer avec la coalition dans la lutte contre le terrorisme qui menace toutes les valeurs humaines au Moyen-Orient »*, a ainsi déclaré le 23 septembre Saleh Muslim, le coprésident du PYD.

Mais ils ne veulent pas jouer les supplétifs d'une très opportuniste coalition «arabo-occidentale » ; ils ne veulent pas se faire voler leur combat et toutes les avancées politiques qu'ils ont conquises. Bien au contraire : ils veulent accroître les moyens de poursuivre la lutte de libération kurde, avec la mise en place d'un projet politique et d'un modèle social originaux et alternatifs (confédéralisme, autonomie démocratique, écologie, antipatriarcat...) aux modèles en place, totalement en crise et responsables de toutes ces tueries et de toutes ces folies. Ce sont ces objectifs-là qu'ils entendent défendre et placer de manière non négociable dans le cadre d'un « front » de lutte antidjihadiste. Ils veulent la reconnaissance de l'autonomie du Rojava et de son autogouvernement. Ils veulent poursuivre, approfondir, amplifier, étendre la mobilisation pour la libération kurde sur tous les fronts, sur tous les terrains de lutte.

S'ils se battent militairement en Syrie et en Irak, ils n'oublient pas le caractère global de leur combat, et en particulier celui qu'ils mènent depuis si longtemps contre l'Etat turc et qu'ils ont payé très cher. Ils veulent que soit dénoncée la politique de la Turquie, que soit démantelée la « zone tampon » installée par le gouvernement turc à la frontière, no man's land militarisé qui n'a d'autres fonctions que de compléter le siège de Kobanê et d'empêcher des renforts de rejoindre l'enclave kurde pour mettre en déroute les djihadistes.

Ils demandent que soient sanctionnés les Etats qui aident les djihadistes, et que le PKK soit retiré de la liste des organisations terroristes.

Ils veulent que l'Etat turc abatte ses cartes sur le processus de paix censé être en cours de résolution, après le cessez-le-feu de mars 2013 et le retrait des combattants kurdes du territoire turc. Or, si le PKK a rempli sa part du contrat, l'État turc, meilleur allié des djihadistes, n'a pas bougé ; il a au contraire construit de nouvelles casernes militaires dans les régions kurdes, fermé les écoles enseignant en langue kurde, et il tue les manifestants qui s'y opposent. Il reste le principal ennemi des Kurdes. Les derniers communiqués des diverses formations kurdes déclarent, au moment où ces lignes sont écrites, que le processus est virtuellement terminé, sans jamais avoir existé. C'est aussi là un des principaux enjeux de la bataille en cours.

En outre, sur le « front syrien », les Kurdes représentent de plus en plus un axe possible de recomposition d'une partie de l'opposition au régime (armée ou non), de nouvelles et récentes alliances sur le terrain en témoignent. En Irak et dans le Kurdistan irakien, où le pouvoir barzaniste les combattait et les ostracisait, ils ont mis un peu plus que le pied dans la porte après avoir acquis une légitimité dans les combats et dans la relation politique avec les populations, et ils ne comptent pas en rester là.

La bataille de Kobanê n'est pas seulement un épisode important pour Kobanê et le Rojava, ou même pour la seule lutte contre les djihadistes. Son enjeu détermine le sort du Kurdistan tout entier, de la Syrie, de l'Irak, de la Turquie, et finalement de l'ensemble du Moyen-Orient.

... pour nous, la solidarité aussi

Le 14 août dernier, nous écrivions ceci sur notre site Internet [2] :

« La montée en puissance des djihadistes de l'EI ou Califat de Mossoul est une des conséquences de l'effondrement simultané des régimes syrien et irakien et de l'absence ou la faiblesse des autres oppositions (civiles ou armées). L'autre conséquence de cette crise est l'affirmation grandissante des Kurdes comme peuple, au-delà des différences de nationalité, de leur dispersion territoriale, des séparations produites par l'Histoire et des oppositions très dures et très marquées à l'intérieur de cette réalité sociale-politique. Comme peuple, comme nation, mais pas au sens ethnique du terme : peuple et nation comme réalités politiques en construction et en devenir, comme pluralité. La défense et l'appel "à l'autodéfense et à la coopération des minorités" vivant dans l'espace territorial kurde, ainsi qu'une relative laïcité (plus ou moins prononcée selon les courants politiques), sont une indication de toute première importance sur la nature du projet politique en train d'émerger dans les confins de quatre grands Etats-nations de la région. En outre, la volonté de la gauche révolutionnaire kurde de transformer la société, les formes de gouvernement (communalisme), de questionner le paradigme étatiste-national de la politique et de la communauté humaine, de remettre en cause les relations sociales de production, de classes, de genres... est lourde de menaces pour tous les pouvoirs établis. »

Soutenir la lutte du peuple kurde s'inscrit pour nous dans cette dynamique de conflit et de projet. Non pas parce que l'on assisterait en ce moment à un bouleversement tel qu'il annoncerait l'imminence du communisme libertaire en Mésopotamie, ou qu'il ferait penser à un remake moderne et un peu exotique de l'épisode « guerre et révolution » dans la Catalogne de 1936-1937. Mais parce que le mouvement kurde, dans le sens le plus large de mouvement social et populaire – avec ses caractéristiques plutôt positives, et d'autres plus discutables et critiquables – apparaît aujourd'hui, dans cette région du monde, comme la principale force susceptible non seulement de contrecarrer la double barbarie des islamistes et des régimes en place, mais aussi d'introduire dans les zones kurdes et au-delà suffisamment d'éléments de transformation et de rupture à partir desquels il devient au moins possible et pensable de postuler des formes d'égalité, d'ouvrir des espaces politiques du commun (de coopération, d'interlocution, de subjectivation...) et d'avancer des perspectives intelligibles et audibles de libération sociale et politique.

J.F., le 26 septembre 2014

[2] La nouvelle guerre en Irak : Kurdes contre djihadistes, http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1565



Femme kurde en armes

PATRIARCAT ET ÉTUDES

Le niveau de diplôme des filles a fortement progressé: elles sont aujourd'hui majoritaires à l'université (58,4% des effectifs) alors que 42,8% des étudiants étaient des étudiantes en 1960. Par contre, il y a une chose qui n'a pas changé, c'est l'orientation: les filles constituent 77% des étudiants en lettres et sciences humaines, elles sont moins de 30% en sciences fondamentales; dans les classes préparatoires, elles sont majoritaires dans les prépas littéraires (73%) mais ne représentent que 30% des prépas scientifiques. Elles sont déjà minoritaires en filière scientifique au lycée. Mais tout ça progresse, plus du quart des futurs ingénieurs sont des ingénieures (28%). A ce rythme de progression là, encore un demi-siècle et on atteindra la parité....
Source: Observatoire des inégalités

PATRIARCAT ET QUARTIERS POPULAIRES

Le Haut Commissariat à l'Egalité a remis un rapport sur les zones urbaines sensibles en France. Il en ressort que les femmes y sont beaucoup plus touchées que les hommes par la crise, contrairement à la moyenne du pays. Près d'une femme sur deux résidant en Zus n'est plus sur le marché du travail, contre trois hommes sur dix vivant dans les mêmes quartiers. Sur l'ensemble de la période 2006-2012, l'activité recule chez les femmes en Zus alors qu'elle se maintient chez les hommes et à l'extérieur de ces quartiers. En résumé, la crise a renvoyé beaucoup de femmes à leur foyer (renonçant même au chômage). Si on regarde les jeunes femmes qui travaillent (de 15 à 29 ans), seules un peu plus de la moitié (54%) disposent d'un emploi fixe (contre 61% en 2009). Une jeune femme sur cinq travaille le dimanche, une proportion en nette augmentation. Le tiers des femmes résidant en ZUS qui travaillent occupent un temps partiel, et la moitié d'entre elles déclare que cette situation est subie et non souhaitée (un quart le justifie par les charges familiales).
source: ONZUS info, mars 2014

CLASSES SOCIALES ET ÉTUDES

Tous les jeunes n'ont pas le bac, mais seulement moins des 2/3 (62,9% pour ceux entrés en 6ème en 1995, 61% pour ceux entrés en 6ème en 1989), du moins pour les dernières données disponibles qui portent sur 2002. Encore s'agit-il des bacheliers tous bacs confondus, technologique, général et professionnel. Si on ne retient que les bacs généraux et technologiques, ce sont la moitié des jeunes qui deviennent bacheliers (52,2% d'après la même source). Je ne vous parle pas du bac S, obtenu par 1 jeune sur 6.
Cette moyenne cache de fortes disparités selon l'origine sociale: le quart des enfants d'ouvriers non qualifiés ou d'employés de service obtiennent un bac général ou technologique contre plus de 80% des enfants d'enseignants ou de cadres supérieurs. Même si on prend en compte les bacs professionnels, moins de la moitié des enfants d'employés de service, d'ouvriers non qualifiés ou d'inactifs deviennent bacheliers. L'obtention d'un bac général ou technologique reste minoritaire chez les enfants d'artisans ou commerçants, de toutes les catégories d'employés et de toutes les catégories d'ouvriers, ce qui commence à faire du monde. Si la proportion de bacheliers augmente considérablement de génération en génération, les écarts sociaux ne diminuent pas pour autant, au contraire. En 2002, un enfant d'enseignants avait 15 fois plus de chance d'avoir son bac qu'un enfant d'employés de service, contre 8 fois plus 6 ans plus tôt...
Source: observatoire des inégalités

CHÔMAGE

La durée moyenne de chômage en France est actuellement de 14 mois (13,4 mois pour les femmes, 14,5 mois pour les hommes). Elle s'élève avec l'âge: les plus de 50 ans restent en moyenne 22 mois au chômage. Un chômeur sur cinq y est depuis plus de 2 ans, le tiers des plus de 50 ans. Un million de jeunes sont sans emploi, mais ils y restent en moyenne 9 mois (11% plus de 2 ans). Si le chômage touche plus les jeunes que les vieux, par contre ce sont ces derniers qui ont le plus de mal à retrouver du travail.
L'évolution sur 30 ans montre que le chômage a beaucoup plus augmenté chez les jeunes que chez les adultes. En 2012, plus d'un jeune actif sur cinq (21,8%), de 20 à 24 ans, est sans emploi, soit quatre fois plus qu'en 1975 (5,3%). Les actifs de 25 à 49 ans sont proportionnellement 3 fois moins au chômage (7,1% en 2012), taux qui a triplé depuis 1975.
Source: observatoire des inégalités



"Vous me donnez votre argent, je vous prête mon expérience, voilà !

MONDIALISATION

43% des entreprises françaises cotées en bourse sont détenues par des étrangers contre 23% en 1995. Les investisseurs particuliers n'en possèdent plus que 10% (contre 25% en 1995), et les entreprises françaises 20%. Une évolution similaire a eu lieu dans l'ensemble de l'Europe puisque, entre 1975 et 2013, la part des investisseurs étrangers dans l'actionnariat des sociétés cotées des pays de l'Union européenne est passée de 10% à plus de 45% (mais attention, ces investisseurs peuvent être européens).
Source: La Tribune
En 2011, les groupes français multinationaux (hors banques) contrôlent 35.400 filiales à l'étranger. Ces filiales représentent la majorité de leur chiffre d'affaires (53%) et de leurs effectifs. Les 150 «grands groupes» mondialisés emploient à eux seuls 82% de ces salariés à l'étranger, soit un peu plus de quatre millions de salariés, et représentent 85% du chiffre d'affaires. Regroupant 41% des salariés à l'étranger, l'Union européenne est la première zone d'implantation des multinationales, devant les États-Unis (11%), la Chine (8%) et le Brésil (7%). 42% des effectifs à l'étranger travaillent dans des filiales industrielles et près de 20% dans des filiales commerciales. Les groupes français emploient à l'étranger 5 millions de salariés, dont 3 millions hors Union européenne (UE).
Source: INSEE

UN RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA PROTECTION SOCIALE AU NIVEAU MONDIAL

Seuls 27% de la population mondiale ont accès à des systèmes complets de sécurité sociale. Les systèmes d'allocations chômage protègent 28% des travailleurs du monde: 80% en Europe, 38% en Amérique latine, 21% au Moyen-Orient, 17% dans l'Asie-Pacifique et 8% en Afrique. Seuls 12% des travailleurs sans emploi dans le monde bénéficient de prestations de chômage avec, encore une fois, d'importantes disparités entre les régions. La couverture réelle varie de 64% en Europe occidentale à un peu plus de 7% en Asie-Pacifique, 5% en Amérique latine et dans les Caraïbes, et moins de 3% au Moyen-Orient et en Afrique. La loi nationale n'assure une couverture contre les accidents du travail et les maladies professionnelles, garantie par une assurance sociale obligatoire, qu'à 33,9% de la main-d'œuvre mondiale. Moins de 40% des femmes exerçant une activité professionnelle sont couvertes par la législation au titre des régimes obligatoires de prestations de maternité en espèces; 48% si l'on tient compte de l'assurance volontaire (principalement pour les femmes exerçant une activité indépendante). En raison d'une mauvaise application et mise en œuvre des lois dans certaines régions (surtout en Asie-Pacifique, en Amérique latine et en Afrique), la couverture réelle est encore plus limitée: seules 28% des femmes occupant un emploi dans le monde sont protégées par des prestations de maternité en espèces. Seules 42% des personnes en âge de travailler aujourd'hui peuvent s'attendre à percevoir une retraite plus tard, pas forcément d'un niveau suffisant. Plus de 90% de la population vivant dans des pays à faible revenu ne bénéficie d'aucun droit à une couverture de santé. A l'échelle mondiale, 39% de la population ne bénéficie pas d'une telle couverture. Par conséquent, environ 40% des dépenses mondiales de santé sont directement assumées par les personnes malades.
Source: Rapport sur la protection sociale dans le monde 2014-2015, Bureau International du Travail

LES SALAIRES DE LA FONCTION PUBLIQUE D'ETAT

Il y a un peu plus de 2 millions de fonctionnaires d'Etat, c'est-à-dire non compris la territoriale (collectivités locales) et la fonction publique hospitalière. Leur nombre a diminué de 0,5% en 2012 (en équivalent temps plein). Le salaire moyen net a augmenté de 1,2%, donc le pouvoir d'achat moyen a diminué de 0,8% (l'inflation a été de 2%): il était de 2465€ (2968 en brut). Le salaire médian net (la moitié des fonctionnaires gagnent moins, la moitié plus) était lui de 2259€ par mois, en diminution de pouvoir d'achat de 1,1%. Cette diminution est en partie liée aux embauches: pour les personnes en place depuis au moins deux ans, le salaire net moyen reste constant. Ceci signifie que c'est la soit-disant progression à l'ancienneté qui compense la baisse du pouvoir d'achat. Pour les 10% les moins bien payés, ils perçoivent moins de 1484€ nets. Tous ces chiffres ne concernent naturellement que les temps pleins. Un peu moins des trois quarts des fonctionnaires sont titulaires (74%). Autrement dit, le quart sont précaires.
Source : Insee Première N° 1509 - juillet 2014